

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

N^o 2

1^{er} JUIN 1919

BUREAUX (ÉDITIONS)
PETROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV

A bas le traité de Versailles!

Vive la révolution communiste!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

Les Gouvernements qui, il y a cinq ans, ont commencé cette guerre de brigandage, s'efforcent maintenant de la terminer par une paix de brigandage.

A Versailles la bourgeoisie anglaise, française, américaine, a fait connaître à la bourgeoisie allemande ce qu'on appelle les «conditions de la paix». Versailles recommence Brest-Litovsk.

La cruauté, la rancune de la coalition bourgeoise victorieuse n'ont pas de limites. En proclamant l'établissement de la Ligue des nations, la bourgeoisie anglo-française et américaine tente, en fait, d'imposer son hégémonie à toutes les nations d'Europe. La bourgeoisie de l'Entente s'efforce de mutiler l'Allemagne. On enlève à l'Allemagne une série de territoires, on veut la priver de charbon et de pain, on lui dérobe sa flotte marchande, on veut l'obliger à payer des contributions de guerre dont le montant excède l'imaginable. La bourgeoisie de l'Entente qui prétendait faire la guerre au principe des annexions, accomplit maintenant les plus brutales, les plus cyniques annexions. Les colonies, naguère possédées par l'Allemagne, sont marchandées comme on marchandait le bétail. Les impérialistes de l'Entente se sont armés d'un grand couteau et font, sur le corps de l'Allemagne, de la vivisection.

Mais les conditions de la paix de brigandage dictées de Versailles à l'Allemagne ne constituent qu'un anneau dans la chaîne de violences commises par les impérialistes de l'Entente.

Au moment même où ces impérialistes s'efforcent à mutiler et étouffer l'Allemagne, ils mènent des armées de bourreaux contre la république des Soviets de Hongrie.

Ce sont eux, bourgeois français et anglais, qui sont les premiers instigateurs de boyars roumains menant

maintenant leur «garde blanche» contre nos frères, les ouvriers de la Hongrie.

Ce sont ces représentants des «démocraties» éclairées de Franco et d'Angleterre qui inspirent les fauteurs de pogroms dont les bandes furieuses se ruent vers la rouge Budapest.

Ce sont eux encore qui inspirent les «cent-noirs» russes de Koltchak, de Dénikine, de Krasnov, dans leur lutte sanglante contre la classe ouvrière et paysanne russe. Ce sont encore eux, bourgeois anglo-français, qui ont poussé les gardes-blanches de l'Allemagne, conduites par Noske, Ebert et Scheidemann, à écraser la république des soviets de Bavière. Les impérialistes des pays de l'Entente ont posé au gouvernement de Scheidemann cette condition directe: — Ecrasez d'abord le gouvernement des Soviets de Munich.

Ce sont encore eux, banquiers et généraux français, qui désarment maintenant les troupes révolutionnaires bulgares. Ce sont eux qui étouffent le mouvement révolutionnaire des masses populaires en Serbie et en Slavonie.

Une gendarmerie internationale, voilà ce que constituent, en réalité, les impérialistes anglo-français et américains qui se prétendent les représentants de la démocratie mondiale.

Toutes les illusions sont dissipées. Les masques sont tombés. Ceux que n'a pas éclairés l'infinie, l'effroyable guerre impérialiste doivent être éclairés par la paix impérialiste, au moyen de laquelle l'on veut maintenant à Versailles faire le bonheur de l'humanité. Les gouvernements qui, au cours de 4 années et demi ont trompé leurs peuples, prétendant que la guerre se faisait au nom du «droit des nationalités», pour «l'indépendance» des petites nations, pour la «liberté et la culture», pour la «démocratie», ces gouvernements sont aujourd'hui

démasqués comme des bourreaux choisis entre les bourreaux et comme d'impitoyables trafiquants d'esclaves.

La légende de la «Ligue des Nations» se fane sans avoir eu le temps de fleurir. Après les conditions de la paix de Versailles on ne pourra certes pas prendre beaucoup d'ouvriers à cet appât, d'une «Ligue des Nations», au berceau de laquelle se tient le boucher Clémenceau, et qui apparaît devant l'univers comme une ligne de pillards.

La paix de Versailles pèse de tout son poids sur la classe ouvrière allemande. Si la paix de Versailles était quelque peu durable, cela signifierait que la classe ouvrière allemande gémirait désormais sous un double joug: celui de sa propre bourgeoisie et celui des esclavagistes étrangers.

Il va de soi que les sympathies de l'Internationale Communiste et celles de tous les travailleurs du monde sont du côté de la classe ouvrière allemande. Les ouvriers communistes de tous les pays considéreront les conditions de paix de Versailles comme un coup porté au prolétariat international, comme un attentat que seuls peuvent parer les efforts réunis des prolétaires de tous les pays.

Le gouvernement actuel de l'Allemagne, protestant verbalement contre la paix de Versailles, facilite en réalité aux impérialistes de l'Entente la réalisation de leurs desseins diaboliques à l'égard de la classe ouvrière allemande. Le bourreau Clémenceau n'a pas en Allemagne de plus fidèles serviteurs que Scheidemann et Ebert. Le parti Scheidemann et Ebert, dès le début de la révolution marche au doigt et à la baguette des impérialistes de l'Entente.

Sur les instigations de Clémenceau, Scheidemann et Ebert ont envoyé et envoient des troupes de «gardes-blanches» contre la Russie des Soviets. Pour complaire à l'impérialisme de l'Entente, les social-démocrates, menés par Ebert et Scheidemann, ont tué Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg et réprimé par le fer et le feu tout mouvement des ouvriers allemands, tendant à l'établissement du pouvoir des Soviets.

Accomplissant ainsi les missions que lui confient les bourses de Londres et de Paris, le gouvernement de Scheidemann a exterminé par dizaines de mille les ouvriers communistes de l'Allemagne. Chaque fois que la vague du mouvement ouvrier allemand s'élevait assez haut, prête à balayer le gouvernement des traités social-démocrates, Scheidemann et Ebert effrayaient les ouvriers affamés en répondant que si le pouvoir des Soviets était institué en Allemagne les puissances de l'Entente refuseraient le pain au peuple allemand.

Le Comité Central du parti social-démocrate de Scheidemann, dans un manifeste consacré à la paix de Versailles, affirme que cette paix «constitue la meilleure preuve de la rectitude de position de la social-démocratie allemande, dans la question de défense nationale.»

— «Socialistes de tous les pays, comprenez-vous

enfin notre façon d'agir, pendant la guerre?» — Ainsi nous interpelle Scheidemann dans son manifeste.

Hypocrites et cyniques!

Deux voleurs en 1914 se jetèrent sur une proie. L'un des voleurs fut le plus heureux. Non seulement il s'empara de tout le butin que voulait son concurrent, mais encore il plongea la main dans la poche de celui-ci. Et le second voleur, faisant alors de nécessité vertu, adoptant l'attitude de l'innocence opprimée, se tourne vers tout le bon peuple et s'exclame:—Vous voyez, la conduite de mon adversaire établit définitivement la justesse de ma tactique. Ne comprenez-vous donc pas maintenant que nous, Scheidemann et Cie, nous sommes plus blancs que la neige des Alpes?

Les conditions de paix de Versailles montrent à tous les travailleurs quelque chose de tout à fait différent. Les ouvriers conscients de tous les pays se rendent très bien compte de ce que si la victoire militaire était restée aux impérialistes allemands, ils auraient été aussi impitoyables par rapport aux vaincus, que le sont actuellement leurs adversaires. Et alors, n'en doutons point, les Henderson et les Renaudel emploieraient aujourd'hui des phrases aussi fausses que celles dont se servent Scheidemann et Noske.

Les conditions de paix de Versailles montrent que l'impérialisme de toutes les coalitions est également avide de sang. Quelles que soient les «feuilles de vigne démocratiques», dont on recouvre l'impérialisme, il incarne toujours la barbarie et le besoin de tuer.

Les conditions de paix de Versailles ont montré que les social-patriotes de tous les pays se sont définitivement et à jamais transformés en valets de la bourgeoisie. Les conditions de paix de Versailles ont montré combien sont creuses les réveries des partisans de l'Internationale jaune de Berne (et tout particulièrement de Kautsky et de ses amis) sur le «désarmement» pendant le régime capitaliste et sur la bonno et bienfaisante «Ligue des Nations» élevée sous l'aile de Wilson.

Les conditions de paix de Versailles ont montré que la bourgeoisie n'a laissé devant les ouvriers du monde entier qu'un chemin, le chemin de la révolution universelle, le chemin qui passe sur le corps du capitalisme.

Ouvriers français! Ouvriers anglais! Ouvriers italiens! Ouvriers américains! L'Internationale communiste s'adresse à vous. C'est de vous que dépend maintenant immédiatement la destinée des millions de travailleurs d'Allemagne et d'Autriche. Vous devez maintenant dire votre mot. Vous devez arracher aux mains ensanglantées de vos gouvernements le couteau d'égorgeurs qu'ils élèvent sur la tête de la classe ouvrière d'Allemagne et d'Autriche. Vous devez montrer que les leçons d'un massacre de 4 ans n'ont pas été perdues par vous. Pas une minute vous ne devez oublier que la victoire des impérialistes de l'Entente sur la classe ouvrière allemande et autrichienne signifie une victoire sur vous, une victoire sur les ouvriers de tous les pays,

une victoire sur le socialisme. Plus que tous, vous tenez maintenant en mains les destinées du socialisme international. Les travailleurs conscients de tous les pays tournent leurs yeux vers vous avec espérance. Et nous ne doutons pas que vous accomplirez votre devoir malgré les conseils de vos des Scheidemann.

Ouvriers allemands! Ouvriers autrichiens! Vous voyez maintenant que vous n'avez pas d'autre issue que de renverser le gouvernement des traîtres qui se qualifient social-démocrates et ne sont en réalité que les plus vils agents de la bourgeoisie. Vous voyez maintenant où vous a conduits la politique de Scheidemann et de Noske; vous voyez que votre unique espérance réside dans la révolution prolétarienne universelle.

Mais cette révolution prolétarienne les Scheidemann et les Ebert la retardent de toutes leurs forces. Quand ils s'adresseront en votre nom au prolétariat international, ils ne susciteront d'autres échos que le mépris.

Les gens qui ne trouvent pas un mot de protestation contre l'étouffement de la Hongrie des Soviets par les armées des propriétaires, les gens qui sous les murs de Libau se battent à côté des barons allemands, contre les ouvriers et les travailleurs des campagnes lettonnes ces gens ne peuvent pas compter sur l'appui du prolétariat international.

Ce n'est ni le comte de Broksdorf-Rantzau, ni le traître Landsberg, ni les bourreaux Noske et Scheidemann qui peuvent maintenant parler en votre nom. Tant que le gouvernement allemand actuel conservera le pouvoir, la querelle entre Berlin et Paris demeurera uniquement un désaccord entre les bourgeois de deux coalitions. Tout le pouvoir de votre pays doit bientôt passer aux mains des Soviets ouvriers. Ce sont les ouvriers communistes qui doivent parler en votre nom.

Alors, et alors seulement, vous pourrez sauver votre pays, vous pourrez compter sur l'appui le plus complet des prolétaires de tous les pays.

Le temps des hésitations est passé. Maintenant il est évident pour chacun de vous que rien de pis ne

peut vous arriver, et que le gouvernement des socialistes traîtres vous a conduits au bord de l'abîme.

Ouvriers allemands! Ouvriers autrichiens! Sachez-le: Les prolétaires des autres pays ne croiront pas la social-démocratie qui n'a pas trouvé un mot de protestation au moment où le gouvernement de Guillaume Hohenzollern imposa à la Russie des Soviets la paix de Brest-Litovsk.

Ouvriers allemands! Ouvriers autrichiens! Sachez que si la paix de Brest-Litovsk imposée à la Russie en 1918 a si vite périclité, c'est parce que les paysans et les ouvriers russes ont renversé le gouvernement de la bourgeoisie et des traîtres socialistes et ont pris le pouvoir. Ce n'est qu'ainsi que les ouvriers russes ont pu conquérir la confiance et la sympathie des ouvriers de tous les pays. Ce n'est qu'ainsi qu'ils ont pu relativement vite rompre le nœud coulant de Brest-Litovsk.

La révolution prolétarienne universelle, tel est le moyen de salut des classes opprimées du monde entier.

La dictature du prolétariat et l'établissement du gouvernement des Soviets, telle est l'unique conclusion pour les prolétaires du monde entier, suggérée par la leçon de Versailles.

Tant que vivra le capitalisme, il n'y aura pas de paix durable. La paix durable ne pourra être fondée que sur les ruines de l'ordre bourgeois.

Vive la révolte des ouvriers contre leurs oppresseurs! A bas la paix de Versailles! A bas le nouveau Brest-Litovsk! A bas le gouvernement des traîtres-socialistes! Vive le gouvernement des Soviets dans le monde entier!

Le Président du Comité
Exécutif de l'Internationale
Communiste.

G. ZINOVIEV.

SALUT AUX OUVRIERS HONGROIS

Camarades!

Les nouvelles que nous recevons des militants soviétistes de Hongrie nous remplissent d'enthousiasme et de joie. Le gouvernement des Soviets n'existe en Hongrie que depuis un peu plus de 2 mois et déjà au sens de l'organisation, le prolétariat hongrois nous a visiblement rattrapés. Cela se conçoit, le niveau de la culture générale étant plus élevé en Hongrie que chez nous, le pourcentage des travailleurs industriels par rapport à l'ensemble de la population—trois millions d'habitants à Budapest pour les huit millions de population totale de la Hongrie actuelle—étant infiniment plus élevé que chez nous, et enfin le passage aux soviets, la dictature du prolétariat ayant été en Hongrie plus facile et plus paisible.

Cette dernière circonstance est surtout importante. La plupart des chefs socialistes de l'Europe, tant social-chauvinistes qu'appartenant à la tendance de Kautsky sont tellement enlizados dans les préjugés petits bourgeois nourris par 10 années de capitalisme relativement „paisible“ et de parlementarisme bourgeois qu'ils ne peuvent comprendre le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat. Le prolétariat n'est pas en état d'accomplir sa mission historique universelle d'émancipation sans écarter ces chefs de son chemin, sans s'en débarrasser. Ces gens ont cru en tout ou à moitié aux mensonges bourgeois contre le pouvoir des Soviets en Russie et n'ont pas su distinguer l'essence de la nouvelle démocratie prolétarienne, démocratie pour les travailleurs, démocratie socialiste réalisée par le gouvernement des soviets, de la démocratie bourgeoise devant laquelle ils s'inclinent servilement en la qualifiant „démocratie pure“ ou „démocratie“ en général. Ces aveugles accablés de préjugés bourgeois, n'ont pas compris la signification universelle historique du passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la dictature bourgeoise à la dictature prolétarienne. Ils ont confondu telle ou telle autre particularité du gouvernement des soviets russe, de l'histoire de leur développement en Russie avec le pouvoir des Soviets dans sa signification internationale.

La révolution prolétarienne en Hongrie a permis aux aveugles mêmes de voir la forme du passage à la dictature du prolétariat en Hongrie: la retraite volontaire du gouvernement bourgeois, l'unification instantanée de la classe ouvrière, l'unité du socialisme sur le programme communiste. L'essence du gou-

vernement des soviets est d'autant plus visible: aucun autre pouvoir soutenu par les travailleurs, le prolétariat à leur tête, n'est maintenant possible nulle part au monde, sinon le pouvoir des soviets, sinon la dictature prolétarienne. Mais l'essence de la dictature prolétarienne n'est pas dans la violence seule ni dans la violence surtout. Elle est principalement dans l'organisation, la discipline du contingent avancé de travailleurs, de leur avant-garde, de leur guide unique, le prolétariat. Son but est de créer le socialisme, d'abolir la division de la société en classes, de faire de tous les membres de la société des travailleurs, de détruire la base même de toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce but ne peut pas être atteint d'un seul coup. Il nécessite une période de transition du capitalisme au socialisme assez longue,— parce que la refonte de la production est une chose difficile, parce qu'il faut du temps, pour effectuer dans tous les domaines de la vie des transformations radicales, parce que la force inouïe de l'accoutumance à l'économie bourgeoise et petite bourgeoise ne peut être surmontée que par une lutte longue et tenace. C'est pourquoi Marx parle de toute une période de dictature prolétarienne comme transition du capitalisme au socialisme.

Au cours de toute cette époque de transition, la transformation se heurtera à la résistance et des capitalistes et de leurs innombrables soutiens de la bourgeoisie intellectuelle, ceux-ci résistant consciemment, et de la grande masse trop pénétrée de préjugés petit bourgeois et des traditions des salariés, paysans entre autres, résistant partout inconsciemment. Des hésitations dans ce milieu sont inévitables. En tant que travailleur: le paysan tend au socialisme et préfère la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. En tant que marchand de pain, le paysan tend vers la bourgeoisie, vers le commerce libre, c'est-à-dire, à l'arrière, vers l'habituel, le vieux, „l'immémorial“ capitalisme.

Il faut la dictature du prolétariat, le pouvoir d'une classe, la force de son organisation et de sa discipline, sa puissance centralisatrice appuyée sur toutes les conquêtes de la culture, de la science, de la technique du capitalisme, sa proximité prolétarienne à la psychologie de tout travailleur, son autorité devant le travailleur des campagnes ou de la petite production moins développée, moins ferme et dispersée dans ses aspirations pour que le prolétariat puisse mener derrière lui la classe

paysanne et toutes les couches petites bourgeoises en général. Ici la phraséologie de la „démocratie“ en général, de l'„unité“ ou de l'unité de la „démocratie laborieuse“, de l'„égalité“ de tous les *travailleurs* etc., etc., cette phraséologie à laquelle sont si volontiers enclins les social-chauvinistes et les disciples de Kautsky, cette phraséologie ne peut plus rien. La phraséologie ne peut que jeter de la poudre aux yeux, aveugler la conscience, fortifier la stupidité, l'inertie, la routine du capitalisme, du parlementarisme de la démocratie bourgeoise.

L'anéantissement des classes est le fait d'une longue, d'une difficile lutte des classes qui après l'abolition du pouvoir du capital, après la destruction de l'état bourgeois, après l'institution de la dictature prolétarienne *ne disparaît pas* (ainsi que se l'imaginaient les plats personnages du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie) mais modifie seulement ses formes en devenant sous bien des rapports encore plus acharnée.

Par la lutte des classes contre la résistance de la bourgeoisie, contre l'inertie, la routine, l'indécision de la petite bourgeoisie, le prolétariat doit défendre son pouvoir, assurer son influence organisatrice, obtenir la „neutralisation“ de ceux qui ont peur de se séparer de la bourgeoisie et ne suivent que trop faiblement le prolétariat, affermir sa nouvelle discipline, celle de la camaraderie des travailleurs, celle de la solidité de leurs liens avec le prolétariat, celle de leur unité autour du prolétariat, cette nouvelle discipline, nouveau fondement des relations sociales, substituée à la discipline du servage moyennageux, à celle de la faim, à celle de l'esclavage „volontaire“ du salariat sous le régime capitaliste.

Pour anéantir les classes il faut une période de dictature d'une seule classe et précisément de celle des classes opprimées qui est capable non seulement de renverser les exploiters, non seulement de briser impitoyablement leur résistance mais encore de rompre avec toute l'idéologie bourgeoise-démocratique, avec toute sa phraséologie sur la liberté et l'égalité en général (en fait comme l'a depuis longtemps montré Marx cette phraséologie signifie „liberté égalité“ des possesseurs de marchandises, „liberté, égalité“ du capitaliste et de l'ouvrier).

Et ce n'est pas tout. Seule celle des classes opprimées qui est instruite, unie, éduquée, aguerrie par des dizaines d'années de grève et de lutte politique contre le capital est capable, par sa dictature, d'anéantir les classes, seule la classe qui s'est assimilée toute la culture des grandes villes, industrielles, celle du gros capital qui a la résolution et la capacité de la défendre, de la garder de pousser plus loin ses conquêtes, de les rendre accessibles à tous les travailleurs—seule cette classe qui saura subir toutes les duretés, les épreuves, les contre-temps, les grands sacrifices inévitablement imposés par l'histoire à ceux qui rompent avec le passé et s'ouvrent hardiment un chemin vers le nouvel avenir, seule cette classe dont les meilleurs hommes sont pleins de haine et de mépris pour tout ce qui est petit bourgeois, philistin, pour ces qualités florissantes dans la petite bourgeoisie, chez les petits employés, chez les intellectuels,—seule cette classe qui a été „trempée par la dure école du travail“ et qui sait inspirer à tout travailleur, à tout honnête homme le respect de sa capacité de travail, — est capable, par sa dictature, d'anéantir les classes.

Camarades ouvriers hongrois! Vous avez donné au monde un meilleur modèle que la Russie des Soviets en sachant vous réunir de suite, sur la plateforme de la véritable dictature prolétarienne. Vous avez maintenant à remplir la plus féconde et la plus difficile tâche, celle de la défendre dans une guerre difficile contre l'Entente. Soyez fermes. Si des hésitations se manifestent chez des socialistes qui hier ont adhéré à la dictature du prolétariat, ou chez la petite bourgeoisie, étouffez impitoyablement ces hésitations. Douze balles,—telle est à la guerre, la part légitime du lâche.

Vous faites la seule guerre légitime, juste, vraiment révolutionnaire, la guerre des opprimés, contre les oppresseurs la guerre des travailleurs contre les exploiters, la guerre pour la victoire du socialisme. Dans le monde entier tout ce qui est honnête dans la classe ouvrière est avec vous. Chaque mois approche la révolution prolétarienne universelle. Soyez fermes! Vous vaincrez!

N. LÉNINE.

27 mai 1919.

UN MONDE NOUVEAU

I.

Quatre années de guerre mondiale ont complètement ruiné la structure du vieux monde. Un monde nouveau nous environne. Mais il n'est que peu de gens qui se soient rendu compte, en quoi réside le changement.

La révolution prolétarienne universelle a commencé. Chacun le voit et le sait. La bourgeoisie voit, ou le pressent avec effroi. Elle s'efforce de sauver ce qu'elle peut et le de toutes ses forces, de retenir ou de conserver son ancien pouvoir. L'avant-garde du prolétariat et toute la masse ouvrière, ne voyant pas encore nettement, mais sentant d'instinct que son jour s'approche, s'est mise en mouvement. La révolution ouvrière est en marche: elle ira toujours plus loin. Mais les circonstances au milieu desquelles elle s'accomplit sont nouvelles et ne ressemblent en rien à celles de l'avant-guerre. La faute de beaucoup d'anciens démocrates consiste justement en ce qu'ils s'imaginent vivre encore dans l'ancien monde et ne voient pas pour cette raison que les conditions de la lutte sont aujourd'hui tout autres. Ils en sont restés aux anciens mots d'ordres des vieux programmes et mènent les ouvriers dans une voie erronée. Il est donc indispensable d'étudier avec soin le nouveau monde dans lequel s'accomplit la révolution prolétarienne.

La guerre mondiale a *internationalisé* le monde, et c'est là sa première grande œuvre.

Le capitalisme avait créé des états nationaux, des grandes Associations politiques, bourgeoises, nettement différenciées les unes des autres, mais tendant, dans les limites de leurs frontières, à anéantir les dissemblances du caractère populaire, des mœurs, des idées et des relations juridiques. Chaque état se suffisait à lui-même et était indépendant, aucun ne tolérait d'immixtions étrangères dans ses affaires intérieures; chacun concluait des traités et des alliances avec les autres à sa convenance. Ces organismes armés de la bourgeoisie défendaient leurs intérêts dans la guerre. Il en résultait que les relations entre les hommes étaient des relations entre sujets d'un même État. La législation était une affaire privée de chaque état. La lutte des classes avait une base nationale, elle avait lieu entre la bourgeoisie d'un pays et le prolétariat de ce même pays. Évidemment les influences étrangères traversaient la frontière: des Congrès internationaux siégeaient et adoptaient des résolutions; mais c'était bien secondaire à côté du travail particulier du prolétariat de chaque pays. Chaque parti avait une position à part; la classe ouvrière de chaque pays avait affaire séparément avec sa bourgeoisie locale.

L'impérialisme avait ensuite fait naître des Associations d'état et ces Associations à la fin des fins se cristallisèrent en deux grandes coalitions ennemies. L'une de ces coalitions est écrasée par la

guerre. Et celle qui remporte la victoire n'a plus d'adversaire.

Les vaincus se sont partiellement émiettés en petites nations, obligés à s'incliner comme des pauvres devant les vainqueurs. Les pays neutres doivent aussi accepter son hégémonie. La coalition s'élargit et se transforme en Ligue des Nations. La Ligue des Nations de Wilson n'est pas autre chose en fin des comptes qu'une Entente élargie, qui s'est assimilée certains états neutres et les restes des états vaincus.

Dans cette Ligue des Nations peu de chose subsiste de l'autonomie et de l'édifice des anciens états. Même des états dirigeants, l'Angleterre et l'Amérique ne sont plus indépendants dans le domaine de leur politique intérieure: les emprunts et les soumissions militaires, les décisions politiques du conseil supérieur de la guerre, etc., ont laissé des traces profondes; et ce fait étant plus sensible encore en ce qui concerne la France et l'Italie. Ces états ne peuvent déjà plus diriger leur politique intérieure à leur gré. Mais c'est encore plus vrai pour les états vaincus. L'Angleterre, l'Amérique, le Japon peuvent encore conserver une situation autonome étant les vainqueurs, les maîtres du monde, ils peuvent même commencer entre eux une nouvelle guerre. Mais tous les autres états ne sont indépendants qu'en apparence. Quand la Ligue des Nations sanctionnera théoriquement ce qui est déjà dans la pratique, ils perdront le droit de conclure entre eux des traités et d'entretenir des armées permanentes. Les puissances dirigeantes veilleront aussi attentivement à ce qu'ils agissent dans leur politique intérieure, comme elles le désirent.

La nette différenciation des états a disparu, mais l'abîme entre les prolétaires et les exploités s'est élargi d'autant plus. La bourgeoisie de tous les pays a formé une association internationale contre les prolétaires de tous les pays. Cela non seulement théoriquement, mais encore pratiquement. En 1871, Bismarck se tenait encore à l'écart entre la commune et Versailles et ne prêtait à Versailles qu'un concours indirect et moral. En 1918, les armées de l'Entente ont pénétré en Russie pour y restaurer le pouvoir de la bourgeoisie, des généraux, de la noblesse, et vouer le peuple à la misère. Ce n'est pas la guerre de l'Angleterre et de la France contre la Russie mais celle de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, celle du capital contre le socialisme.

Celui qui observe les événements uniquement dans son propre pays peut aisément apercevoir l'essentiel. Les prolétaires allemands doivent se rappeler que dans les steppes lointaines de l'Ukraine le sort du socialisme allemand se décide tout autant que le sort de la république des Soviets dépend des combats de rues de Berlin et de Hambourg. Le prolétariat révolutionnaire de tous les pays constitue une seule masse, une seule armée et si,

prenant une part active à la lutte, il ne s'en souvient pas, il peut être anéanti « par morceaux », de même que les tronçons dispersés d'une seule grande armée. Le prolétariat allemand n'obtiendra rien s'il sort de l'armée commune, en refusant son aide aux révolutionnaires russes de crainte de provoquer le ressentiment de la bourgeoisie de l'Entente. S'il veut se libérer, lui-même, il se trouvera dans une position isolée, avantageuse aux assaillants, il doit comprendre qu'il n'y a maintenant qu'un front au monde, le capital contre le prolétariat; le prolétariat allemand, qu'il le veuille ou non est placé sur ce front, sur la même ligne que le peuple russe et ses luttes soutiennent ses camarades dans le monde entier, en Russie, où ils se sont déjà libérés, en Ecosse, en Amérique, en France—où ils commencent à se lever.

En face de l'internationale du capitalisme, en face de la Ligue des Nations de Wilson, l'internationale du travail, du communisme est debout: elle croît en hauteur et en largeur.

II.

La guerre mondiale a dévasté le monde, elle l'a plongé dans la plus profonde misère dans le chaos,—telle est sa seconde grande œuvre.

Pendant 4 longues années toutes les forces productrices ont servi à la guerre. Cela veut dire que toutes les matières premières, toutes les machines, tous les moyens de transport et toute la force de travail humaine ont été dépensés d'une façon improductive. Ils étaient employés à la destruction, employés non à produire quelque chose, mais à vaincre l'ennemi. La conséquence de ce fait devait être le manque de tout ce qui est nécessaire à la société pour entretenir son existence. Tout cela ne put durer 4 années entières que parce que pendant ces 4 années, les besoins essentiels des masses furent par force réduits au minimum: car la militarisation de la production enlevait aux masses la possibilité de bénéficier de ses fruits. Mais ce n'est qu'une partie du mal que fit la guerre; il faut y ajouter la perte dans le monde entier des moyens de production de transport dépensés mais non renouvelés. Et voici qu'à la fin de la guerre l'humanité se trouve face à face avec une désorganisation totale de la vie économique: insuffisance des moyens de production, matières premières et main d'œuvre, les hommes étant subitement débilisés par suite de longues privations. On peut naturellement objecter que le capital s'est en revanche accru et concentré dans des proportions inconnues. Mais ce capital est constitué principalement de papier, c'est un capital improductif. Il représente un droit de propriété sur des fabriques qui ne peuvent rapidement reconstituer leurs forces productrices; il représente les quittances de dettes de l'état et requiert par conséquent le paiement d'énormes pourcentages que doivent payer aux capitalistes le prolétariat, la petite bourgeoisie et le paysan, sous forme d'impôts. L'accroissement du capital conditionne la distribution des produits (qui s'effectue de la façon la plus injuste), mais n'augmente pas la capacité de production. L'augmentation des capitaux indique que les vampires ne cesseront pas d'accroître la misère générale, taxant à leurs propres profits la plus grande

partie des produits indispensables à la vie. Si l'on considère ces faits d'un point de vue purement économique, il est évident que le monde est déjà devant une invraisemblable banqueroute, devant un désert improductif, devant le chaos économique.

C'est vrai de tous les pays, du Japon et de l'Amérique moins que de la plupart des autres, des pays de l'Europe centrale, plus que de tous les autres, comme c'était vrai naguère encore, en ce qui concerne la Russie. L'Allemagne a dépensé de plus grandes ressources économiques que l'Angleterre,—elle les a dépensées jusqu'à la dernière goutte pour faire la guerre; ce ne serait pas arrivé si les ouvriers avaient fait la révolution au mois de février dernier. Comme l'Allemagne est vaincue, on lui enlève maintenant les derniers restes de ses biens. Ses adversaires veulent à tout prix empêcher qu'elle puisse jamais redevenir de nouveau une grande puissance. Les discours des ministres anglais ne permettent pas d'en douter: L'Allemagne sera complètement pillée et ruinée. L'or nécessaire pour les achats étrangers et sans lequel on ne peut remettre en train la production, les vainqueurs le lui ont enlevé; l'importation de l'étranger en Allemagne de matières premières est rendue impossible; les marchés étrangers sont fermés à l'Allemagne. Les régions les plus riches en fer et en charbon: la Lorraine, le bassin de la Sarre, la Silésie sont ou seront coupés de l'Allemagne. On lui enlève une partie importante de ses machines et de ses moyens de transport,—de telle sorte que rien ne lui reste pour ressusciter sa production capitaliste. Le capital ne peut plus donner à ses esclaves prolétaires des moyens d'existence et une terrible crise de chômage menace le prolétariat. Car le capital par lui-même n'est plus rien dans ce pays. Le puissant développement industriel de l'Allemagne, au cours de ces derniers cinquante ans est maintenant arrêté d'un seul coup. La guerre mondiale, comme la guerre de 30 ans a rejeté l'Allemagne en arrière et l'a mise sur un niveau de développement économique très bas. Comme toute l'Europe centrale elle est donc obligée de commencer par le commencement, par les échelons primitifs de l'économie et des dizaines d'années se passeront avant qu'elle puisse s'élever plus haut. Telles sont ses perspectives d'avenir si la production bourgeoise est conservée, si la bourgeoisie conserve le pouvoir.

Et les perspectives d'un avenir immédiat sont encore plus sombres. Le ravitaillement et les moyens de transport nécessaires pour sa répartition existe en des proportions tellement infimes que seule l'observation la plus sévère des mesures les plus dures d'un fort pouvoir gouvernemental donne les moyens de faire vivre la population. Tant que se trouve au pouvoir le gouvernement d'Ebert, désireux de plaire aux deux classes, aucune amélioration économique n'est possible, mais au contraire une plus affreuse ruine se prépare. Seul un gouvernement de classe peut être fort: ou un gouvernement ouvertement bourgeois disposant d'une force suffisante pour lui permettre de tenir le prolétariat au bord de la mort de faim par des tarifs de salaire minimum,—ou un véritable gouvernement prolétarien qui met la main sur toutes les richesses et tous les privilèges de la bourgeoisie et partage honnêtement entre les masses tout ce qu'il y a dans le pays.

Le capitalisme ne peut déjà plus rien donner au prolétariat. La nécessité obligera le prolétariat à passer au socialisme.

Avant la guerre le capital pouvait donner quelque chose aux ouvriers: une existence sinon assurée du moins plus ou moins tranquille, quoique misérable; le prolétariat avait la choix entre cette existence et les avantages douteux de la révolution qui devaient interrompre et briser le processus hautement développé de la production. C'est pourquoi la masse prolétarienne ne se risquait pas à entreprendre la révolution! Elle était satisfaite et se berçait de l'illusion que cette situation ne changerait pas. Le socialisme lui semblait un saut dans le vide, dans le chaos.

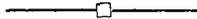
Et voilà que maintenant, le monde est plongé dans ce chaos; alentour c'est le vide. Le capitalisme ne peut déjà plus assurer l'existence tranquille, donner un travail paisible. Le peuple a le choix: ou laisser le gouvernement du monde entre les mains indignes, coupables d'avoir créé ce chaos, entre les mains de la bourgeoisie, de la bureaucratie, des Ebert, — en d'autres termes périr en leur donnant les moyens de conserver leur système malfaisant; ou prendre le pouvoir entre ses mains et mettre lui-même la production en marche. Dans le premier cas la production ne peut se développer que difficilement, par suite de l'insuffisance du capital et du poids de ses intérêts, et le résultat ne peut qu'être une nouvelle accumulation du capital. Dans le second cas la production est énergiquement mis en train, car il s'agit des intérêts mêmes du peuple travailleur. Le choix doit être fait, la nécessité y oblige le prolétariat. Mais ce n'est pas la conviction de l'excellence de l'ordre socialiste, ce n'est pas la compréhension théorique de sa nécessité, c'est un besoin immédiat qui oblige les ouvriers à appliquer le socialisme.

Ebert ou quelqu'autre a dit qu'une époque de misère générale n'est pas propice à l'application de théories dans la vie. Pour ces gens le socialisme a toujours été une théorie abstraite, et non une

nécessité pratique vitale pour les ouvriers. Ils rêvaient on ne sait quel capitalisme idéal sur le régime duquel une raisonnable majorité parlementaire, social-démocrate, pourrait effectuer de paisibles réformes dans une production florissante et dans un bien-être général. Mais la réalité a un tout autre aspect, le socialisme doit être le sauveur dans un terrible besoin, il est le seul moyen pour les masses d'échapper à un naufrage définitif. Il est déjà réellement ce sauveur. Sans socialisme le peuple de la Russie ruinée aurait été la proie de la faim et aurait péri; les premiers pas du socialisme ont sauvé les masses populaires à l'heure la plus terrible, ont fortifié la situation économique, malgré les agressions de l'intérieur et de l'extérieur, agressions qui menaçaient de la façon la plus sérieuse le ravitaillement des populations. C'est exactement de même qu'en Allemagne et dans les autres pays de l'Europe centrale le socialisme, par une organisation fortement ordonnée et méthodique de la production et du ravitaillement sauvera les masses de toutes les horreurs du temps présent et posera en même temps les fondements d'un nouveau système de production, les fondements de la nouvelle liberté.

En 1847 Marx disait aux prolétaires: vous n'avez à perdre que vos chaînes. — 10 ans plus tard les représentants ouvriers disaient contrairement au marxisme: — Maintenant les ouvriers ont quelque chose à perdre, il ne faut donc pas de révolution! — Et vraiment: Tant que les ouvriers, en des périodes de relatif bien-être, sentaient ou pensaient qu'ils avaient quelque chose à perdre ils n'écoutaient pas Marx: mais ces paroles ne sont point mortes. Maintenant elles sont ressuscitées. Tout ce que le capitalisme pouvait donner en fait ou en apparence, tout a péri. Les ouvriers n'ont rien à perdre. Complètement pillés, nus, ils sont dans un désert, devant les portes de l'avenir. Ils doivent conquérir le monde entier.

Anton PANNEKOECK.



LA NOUVELLE GUERRE

(Appel aux soldats anglais)

Reveillez-vous, reveillez-vous, anglais endormis! La nouvelle guerre bat son plein et vous êtes appelés à y combattre. Vous ne pouvez y échapper, il faut que vous y preniez part.

De la guerre inter capitaliste entre les alliés et les empires centraux, la guerre actuelle, la lutte sans merci, entre les travailleurs et les capitalistes a surgi. Les soldats qui se sont engagés ou avaient été appelés pour la vieille guerre ont été gardés pour combattre dans la nouvelle guerre qui semble commencer sans déclaration formelle. On ne leur a pas demandé: „Approuvez-vous cette guerre? La comprenez-vous?“ Ils ont simplement été retenus et doivent maintenant combattre contre leurs camarades. Officiellement le gouvernement anglais n'est pas en guerre avec le socialisme européen. Quoiqu'en fait les soldats anglais et d'autres soldats alliés le combattent depuis longtemps et les munitions et l'argent anglais permettent aux soldats des autres gouvernements de tenir campagne contre lui.

Il n'ya pas eu d'officielles déclarations de guerre, mais la chambre des Communes le 9 avril a exprimé son opinion concernant la guerre au socialisme en général et au socialisme russe en particulier. Cette opinion, le Secrétaire de l'Intérieur la prétend unanime et il est certain que quand il invita les députés opposants à s'exprimer aucune voix dissidente ne s'éleva assez haut pour attendre les colonnes de Hansard ou la presse. Aucun membre du parlement n'a écrit aux journaux pour faire valoir sa protestation.

Certains socialistes nous disent que le parquet de la chambre des Communes est une remarquable plateforme pour la propagande; le malheur c'est que quand ils entrent au Parlement leur courage semble s'évanouir comme les bulles de savon des enfants. Nous avons entendu parler des travaillistes prêts à dire et à faire des sortes de choses héroïques et même à se faire expulser de la chambre pour retenir l'attention du public dans certaines circonstances. Ce n'est pas grand'chose évidemment si l'on compare ce risque avec celui de mourir dans une abominable tranchée ou d'être emprisonné pour des années. Mais les membres du Parlement auraient eu ainsi l'occasion de déployer tout leur courage. Clem Edwards, le fameux écrivain anti-socialiste, retarda l'ajournement de la Chambre „afin d'attirer l'attention sur un sujet défini d'une importance urgente et plus précisément sur les prétendues ouvertures du régime bolchévik russe à la Conférence de la paix de Paris“.

Pendant les débats le général de brigade Page Croft et le capitaine Guinness déclarèrent que certains membres du parlement soutenaient les bolchéviks. Quelqu'un des assistants s'écria-t-il: „Oui, nous sommes fiers d'être aux côtés de nos camarades ouvriers dans la lutte pour le socialisme“? Non!

Au contraire, les membres du Labour Party se répandirent en cris de protestation contre les soupçons d'une pareille sympathie. Bottomly, en remerciant par l'expression de sa „plus profonde“ et „plus sincère“ estime et le ministre de l'intérieur posa les points sur les i en déclarant que les débats avaient fait remarquer „les protestations véhémentes sur tous les bancs de la Chambre contre l'affirmation qu'un seul de ses membres pourrait sympathiser avec les bolchéviks“. Il caractérisa le gouvernement des Soviets comme „une simple bande de malfaiteurs sanguinaires“. Et il déclara que le gouvernement se sentirait plus fort sachant que les partisans du gouvernement des soviets „n'avaient pas trouvé un coin à la Chambre des Communes britanniques“.

Même à ce moment il n'y eut pas une protestation. En quoi se traduit la direction de nos leaders, par rapport au pays et en particulier par rapport aux jeunes gens qui par malentendu pouvaient entrer dans les armées contre-révolutionnaires. De quoi s'effrayèrent les adversaires de la résolution? Ou ils sont lâches, ou de leur opposition à la nouvelle guerre, personne n'aura ni chaud, ni froid. Le vrai travail de la révolution socialiste doit se faire hors de l'enceinte du parlement.

Le 10 avril, un jour après que la Chambre des Communes se soit prononcée de la sorte, le premier contingent de volontaires partait pour la Russie.

Rappelez-vous ce qui s'est passé pendant la dernière guerre. D'abord les enrôlements volontaires; puis la conscription, toujours progressant jusqu'au moment où des millions d'hommes furent pris par l'armée. Le premier appel de Kitchner se bornait à demander 500,000 volontaires, mais en fait l'armée absorba 2 millions cinq cent mille hommes! Le service obligatoire reste en vigueur et nous pouvons attendre maintenant qu'on appellera sous les drapeaux une classe après l'autre. Iront-elles à la guerre contre les camarades ouvriers qui ont créé chez eux un gouvernement ouvrier?

L'enfant entendant parler des malheurs d'autrui, — et peut-être même déplorant au fond de son âme que sa propre vie s'écoulera toujours calmement, — dit avec un sentiment de sécurité: „Ces choses-là n'arriveront pas dans notre famille“. Mais la mort survient et emporte inopinément ses frères: Après le premier coup violent qui lui révèle l'instabilité de sa vie, il commence à se persuader que ce malheur n'a été qu'un fait isolé qui ne se répétera plus. Et il revient de nouveau à son ancienne croyance enfantine, tant qu'on ne tue son père, tant que sa famille ne tombe dans la misère, tant qu'il ne tombe lui-même dans le tourbillon des circonstances changeantes et dangereuses. Certains peuples restent toujours de tels enfants: N'ayant pas l'expérience de la vie, ils se cramponnent à la croyance que

les changements sont impossibles, que l'évolution qui a créé la société que nous voyons ne conduira pas plus loin. Ils ne croient pas qu'il y aura encore de grandes guerres, ou bien si la guerre éclate, il ne croient pas qu'elle atteindra leur pays ou leur maison. Et si des révolutions se produisent ils veulent les considérer, comme des explosions momentanées qui seront indubitablement étouffées par les forces de l'ordre actuel, ordre qui ne changera jamais, au moins dans leur pays. La révolution dans leur pays, leur semble insensée; ils sont convaincus de son impossibilité: l'ensemble du peuple est trop endormie, trop ignorant, il ne votera même pas, comme ils ont voté eux aux élections parlementaires, il ne les enverra même pas au Conseil d'administration ou au Conseil municipal.

Et pourtant nous, Anglais, nous vivons maintenant une véritable révolution, quoique la majorité d'entre nous ferme les yeux sur ce fait. La révolution que nous vivons est un fait aussi indubitable que la guerre que nous avons menée contre l'Allemagne. La guerre révolutionnaire n'est pas une bataille entre deux pays différents; elle brise les frontières nationales et le peuple anglais se bat déjà de l'un et de l'autre côté.

Les soldats anglais, incorporés dans l'armée de leur gouvernement se battent contre la révolution socialiste ouvrière, avec tous ceux qui servent dans les armées des gouvernements capitalistes d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Amérique, de Pologne, de Bohême et de autres pays entraînés dans cette lutte. La conscience de ce que toutes ces armées se battent contre le socialisme s'éveille progressivement chez certains soldats et beaucoup d'entre eux désertent pour s'unir aux armées rouges du socialisme prolétarien.

Beaucoup d'entre ceux qui ne se trouvent pas dans les rangs de combattants interviennent pourtant contre les gouvernements capitalistes et se mettent du côté des Soviets. Philippe Price, qui édite un journal bolchévique en Russie, et beaucoup d'autres Anglais en divers endroits soutiennent les Soviets. Ici, en Angleterre, nous pouvons aussi les soutenir en créant des Soviets anglais, en montrant aux soldats, aux marins, aux ouvriers le but et l'issue de la guerre civile internationale.

Cette guerre à l'heure actuelle s'étend bien au-delà des limites de la Russie. Le général Smuts a dû quitter soudainement la Hongrie après avoir vu les Soviets hongrois s'en tenir, fermement au communisme. Verrons-nous maintenant les armées capitalistes jetées contre la Hongrie. Le journal *The Evening News* publie que les Serbes ont refusé de se soumettre aux décisions du conseil des 4 de Paris, et d'envoyer leurs troupes attaquer la Hongrie, les alliés n'ayant pas encore reconnu l'État des Serbes, des Croates et des Slovénes. Mais les alliés tâcheront de trouver ailleurs une armée pour cette agression. On dit que Paderewsky a refusé d'envoyer les troupes polonaises combattre le communisme tant que Dantzig et d'autres territoires ne seront pas cédés à la Pologne. Les alliés marcheront avec Paderewsky tant qu'ils n'auront pas acheté son concours ou ne remplaceront ce gouvernement polonais par un autre plus accommodant.

Lord Churchill a dévoilé que l'une des conditions de la paix imposée à l'Allemagne c'est de

combattre le communisme et que les Allemands peuvent obtenir leur admission à la Ligue des Nations en remplissant avec succès cette tâche. En fait toute la politique de la Conférence de Paris est pénétrée des idées qui guident ses membres dans la lutte entre les capitalistes et les ouvriers. Tout ce qu'on a répandu de contes sur l'influence pacifique des hommes d'états anglais et américains à la conférence de la paix, sur leur opinion contraire aux annexions et aux oppressions, tandis que les politiques italiens et français apparaissaient comme des chauvins avides, exigeant pour eux-mêmes toutes sortes d'avantages, nuisant à la cause de la paix, n'est que mensonge et sottise. La vérité c'est que les capitalistes anglais et américains ont déjà obtenu les avantages qu'ils attendaient de la guerre avec les empires centraux tandis que les Français et les Italiens ne les ont pas encore reçus.

Les alliés sont entrés en guerre à cause des traités secrets; ces traités leur promettaient à l'avance le prix qu'ils devaient obtenir pour s'être soutenus les uns les autres.

Les capitalistes anglais ont tout obtenu et même plus que le traité ne leur promettait. Ils ont obtenu le contrôle des colonies allemandes, de la Palestine, de la Mésopotamie, de la Perse, bref tout ce qui leur fut promis dans l'Orient. Ils ont saisi le Spitzberg et ses riches gisements de charbon et de fer, ce qui n'était pas mentionné dans les traités; ils ont écrasé leur rival commercial l'Allemagne et leur gouvernement conservera probablement quant à présent la domination des mers.

Les accords secrets qui ont induit l'Amérique à entrer en guerre n'ont pas été divulgués quand les bolchéviques ont saisi les archives du tsar parce qu'ils étaient postérieurs à cette date. Nous ne pouvons donc que pressentir ce qu'ils étaient d'après le cours des événements et les révélations des politiciens. Les capitalistes américains ont gagné dans cette guerre des avantages sérieux en Chine. Ils ont fait des affaires très rémunératrices avec les alliés et leur ont prêté beaucoup d'argent à des conditions des plus avantageuses. Ce qui est plus important encore comme on peut le voir à présent, les capitalistes américains ont induit leur rivaux anglais à ne pas faire un pas tandis qu'ils annexent en fait le Mexique et ses prodigieuses richesses en pétrole que le gouvernement mexicain s'efforce de renationaliser. Mais l'Amérique n'est pas encore satisfaite. Le président Wilson a commandé son bateau. On dit qu'il est mécontent des lenteurs de la Conférence de Paris. Peut-être l'est-il; mais on dit aussi que les capitalistes américains voulaient envoyer en France et en Italie des tracteurs mécaniques et d'autres machines et que la France et l'Italie ont refusé l'offre. Depuis lors, dit-on, les Américains font de l'obstruction à la Conférence de la paix. L'avenir nous dira ce qu'il y a de vrai dans cette rumeur. Il montrera aussi ce qu'il y a de vrai dans le bruit qui court que l'Amérique fait pression sur les alliés en les menaçant de vendre les marchandises refusées aux Soviets russes — ce qui leur rendrait un immense service — au lieu d'attendre, pour faire du commerce avec la Russie que les Soviets soient défaits et le capitalisme restauré. Bottomley ne faisait-il pas allusion à cette rumeur le 9 avril à la Chambre des Communes quand il

parlait de „certains éléments éthérés, idéalistes, qui, sous le couvert de l'altruisme et d'un grand idéal observent continuellement d'un œil sagace, les bénéfices matériels destinés à des gens très éloignés de l'Europe“...

Les capitalistes anglais ont gagné tout ce que le traité secret leur promettait. Il n'en est pas de même des Français et des Italiens. Les capitalistes français ont besoin de plus de territoire allemand que le gouvernement allemand n'ose leur en livrer de peur que son peuple ne le reconquière en instituant des soviets. On avait promis au capitalisme français le bassin de la Sarre et ses gisements de charbon, mais les autres alliés ont hésité, se demandant s'il n'était pas dangereux de forcer l'Allemagne à l'abandonner. Les capitalistes français comptaient sur la foi des traités secrets recevoir la Syrie mais leur concurrent anglais les empêche de l'obtenir.

En outre il semble que si la France va recevoir une part de l'indemnité que lui doit l'Allemagne sous la forme du bassin de la Sarre et de sa houille, l'Angleterre peut de prendre pour sa part toute la flotte marchande de l'Allemagne dont l'Italie et la France voudraient bien avoir une part.

Les exigences territoriales de l'Italie sont en conflit avec les revendications de Yougo-Slaves et le Conseil des Quatre ne peut pas mécontenter les Slaves parce qu'il a besoin d'eux pour combattre le bolchévisme. Le capitalisme italien a menacé d'envoyer ses soldats contre ses alliés d'hier pour défendre certains territoires de l'Adriatique. Il ne se soucie pas de ce que son territoire ne soit pas peuplé d'Italiens; il montre la Mésopotamie et la Palestine qui ne sont pas non plus peuplées d'Anglais.

Le capitalisme anglais et américain a tiré de la guerre contre le Kaiser, tout le bénéfice possible. Il se prépare à la guerre au socialisme par laquelle il peut non seulement se débarrasser d'une dangereuse menace pour tout le capitalisme mais obtenir de plus grands avantages encore. „La Grande-Bretagne, écrit *Le Times*, s'est rendue responsable des chemins de fer en Pologne, dans les états baltiques, au Caucase et dans le Don. La Bohême et la Yougo Slavie ont été allouées aux Etats Unis“.

Qui contrôle les chemins de fer, contrôle le pays. Comme le dit le *Morning Post*: „Le cri de: *Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* est, croyons-nous, une invention allemande“. Tout ce qui embarrasse le capitalisme allié est dit venant d'Allemagne.

La France et l'Italie sont encore malheureuses, le *Times* explique: „La Grèce, la Turquie, l'Ukraine, le Bassin du Donietz ont été entrepris par la France, quoique par suite de l'évacuation d'Odessa ses efforts dans les deux dernières régions peuvent à peine être efficaces dans le présent“ (c'est nous qui soulignons). Les Français quittent Odessa parce qu'ils manquent de ravitaillement, le paysan de l'Ukraine ne voulant pas le servir. Ils ont demandé à en recevoir de Roumanie mais on ne leur a rien donné, le Canada ayant, semble-t-il, quelque chose à faire avec les chemins de fer roumains. Le capitalisme français trouve que les alliés ne l'ont pas bien traité. Et l'Italie tourne ses yeux vers l'Autriche-Hongrie. Pauvre capitalisme italien! Il voit en Hongrie le bolchévisme vigoureux; d'un jour à l'autre Vienne peut instituer des Soviets; et l'Italie elle-même donne de sérieuses raisons d'inquiétudes.

Il est établi maintenant que l'Allemagne doit payer aux alliés, entre 10 et 5 milliards de livres st. et que ces paiements s'échelonnent en 15 ans pendant lesquels les alliés occuperont, je suppose, l'Allemagne. On pense évidemment que 15 ans ne seront pas de trop pour y abattre le bolchévisme. En outre, après une telle période d'occupation, l'histoire nous montre que les puissances occupantes considéreront comme inutile de se retirer. L'Irlande, l'Egypte et l'Inde en sont autant de preuves.

Le capitalisme nous a conduits dans cette passe. Neutre ou belligérante l'Europe crève également de faim, il n'y a pas un foyer dans notre pays ou dans un autre qui ne pleure quelqu'un de ses membres perdu dans la dernière guerre. Et le monde afin de maintenir le capitalisme est sur le seuil d'une guerre encore plus vaste.

Travailleurs anglais, de quel côté êtes-vous dans la guerre civile internationale?

E. Sylvia PANKHURST.

DEUX CULTURES

Toujours et partout l'histoire a formé l'homme de campagne et celui de la ville comme deux types psychologiquement complètement différents et dont la différence ne cesse de s'approfondir, la ville évoluant avec la vitesse d'Achille, et la campagne ne procédant pas plus vite qu'une tortue.

L'habitant des campagnes est particulier, comme une créature essentiellement zoologique qui, vouée dès le premier jour du printemps au dernier jour de l'automne à des travaux forcés, produit le pain pour en vendre la plus grande partie et pour en manger la moindre aux jours maudits de l'hiver impitoyablement froid.

Certes „l'or vivant des champs épanouis“ est splendide en été, mais à l'automne ce qu'on voit au lieu de l'or c'est de nouveau la terre en guenilles, nue, qui de nouveau réclame un travail de forçat, de nouveau absorbe sans fruit l'énergie de l'homme.

Et cet homme est entièrement—intérieurement et extérieurement — asservi aux forces de la nature, il ne lutte pas avec elle ils'y adapté seulement. Les résultats éphémères de son labeur ne lui inspirent et ne peuvent lui inspirer nullestime pour lui-même et pour ses capacités créatrices. De tout ce qu'il fait, il ne reste sur la terre que de la paille et une isba étroite, sombre, couverte de chaume.

Le labeur du paysan est démesurément pénible, ce qui devant l'insignifiance de ses résultats enracine particulièrement—et d'une façon toute naturelle,—dans l'âme du paysan l'obscur instinct de propriété, le rendant presque inébranlable.

Cet instinct ne cède presque pas à l'influence des enseignements, qui considèrent précisément la propriété et non la plaisanterie de Satan et d'Eve aux dépens du benêt Adam, comme la cause de la chute de l'homme primitif.

Quand on parle de la culture „bourgeoise“ je pense justement à la culture de la campagne,—si seulement on peut accoupler ces deux notions: culture et campagne presque incompatibles en leur réalité intérieure. La culture, c'est le processus de la création des idées, leur incarnation sous la forme de livres, de machines, d'appareils scientifiques, de tableaux, d'édifices, de monuments,—sous la forme d'objets divers qui n'étant que la cristallisation de certaines idées, servent à en éveiller d'autres et se multipliant ainsi, s'étendant en cercles concentri-

ques, embrassant toujours plus le monde, s'efforcent à embrasser et à découvrir les causes secrètes de tous ses phénomènes.

Une telle culture la campagne ne la produit pas. D'une façon générale elle ne se crée de monument que sous la forme du verbe, scus la forme des contes, des chansons, des proverbes. Oui, le touchant, le morne chant de la campagne, son lyrisme douloureux serait capable, semble-t-il, d'attendrir les pierres,—mais les pierres ne s'attendrissent pas, et les hommes non plus. Sans doute il y a, dans la campagne, une grande poésie triste et elle nous entraîne aux erreurs de la sensibilité; mais la prose de la campagne, sa prose animallement-épique, est par elle-même et par sa vastitude infiniment plus impétante. Les idylles du village se remarquent trop peu dans le drame continu de la vie banale du paysan.

Comparativement avec la mentalité passive, à demi-morte de l'ancienne campagne, la bourgeoisie des villes apparaît à un certain moment comme le germe créateur le plus précieux, comme un acide puissant, pleinement capable de dissoudre l'âme du paysan qui est de fer en apparence mais molle en réalité. L'inertie de la campagne ne peut être vaincue que par la science et la grande économie socialiste. Il faut créer un nombre prodigieux de machines agricoles, et seules elles convaincront le paysan que la propriété est une chaîne qui le lie comme un fauve, qu'elle ne lui est spirituellement pas avantageuse, que le travail irrationnel est improductif et que seule la raison disciplinée par la science, ennoblie par l'art peut être un guide loyal dans le chemin de la liberté et du bonheur.

Le travail du citadin est féériquement varié, monumental, éternel. Avec des morceaux d'argile transformés en brique, le citadin construit des palais et des temples, avec d'informes blocks de minerai de fer, il crée des machines d'une merveilleuse complexité. Il a déjà soumis à la hauteur de ses buts, les énergies de la nature et elles lui servent comme les Djinns des contes orientaux au sage qui les a soumis par la force de sa raison. L'habitant des villes s'est créé autour de lui une atmosphère de raison, il voit toujours sa volonté incarnée dans la variété d'objets charmants, dans de milliers de livres, des milliers de tableaux, où la parole et le pinceau ont imprimé à jamais les grandioses tour-

ments de son esprit curieux, ses rêves et ses espérances, son amour ou sa haine, — son âme immense dans laquelle brûle d'un feu impossible à éteindre la soif de nouvelles idées, de nouvelles actions, de nouvelles formes.

Même asservi à la politique de l'état le citadin est tout de même intérieurement libre, — et par la force de sa liberté intérieure il détruit et recrée les formes de la vie sociale.

Homme d'action, il s'est créé une vie, douloureusement tendue, perverse, mais magnifique. Il est celui qui suscite toutes les maladies sociales, les perversités, — le créateur de la cruauté, du mensonge, de l'hypocrisie, mais c'est lui aussi qui a créé le microscope qui lui permet de voir avec une si torturante netteté les moindres mouvements de son esprit perpétuellement insatisfait. Il a nourri dans son sein les magiciens de la science, de l'art, de la technique, — les magiciens et les sages qui affermissent et développent incessamment les fondements de la culture.

Grand pêcheur devant le prochain et peut-être encore plus devant lui-même, il est aussi le grand martyr de ses aspirations qui le tuent, mais engendrent incessamment de nouvelles joies et de nouvelles souffrances d'être.

Son esprit, maudit Ahesvérus, va toujours, va vers l'infini, quelque part, vers le cœur du Cosmos ou vers le vide de l'univers qu'il est peut-être appelé à remplir par l'émanation de son énergie en créant quelque chose d'inaccessible, d'inimaginable, pour la raison de ce temps.

Pour l'intellect le développement de la culture est important en soi, indépendamment des résultats, l'intellect lui-même étant avant tout un phénomène de culture, le fait le plus complexe et le plus

mystérieux de la nature, l'organe par lequel elle prend conscience d'elle-même.

Pour l'instinct, seuls les résultats utilitaires de la culture sont importants, — seuls ceux qui augmentent le bonheur extérieur de l'existence, fussent-ils bassement mensongers.

C'est pourquoi maintenant que les instincts surexcités de la campagne doivent entrer en lutte avec la force intellectuelle de la ville, maintenant que la culture — fruit d'une germination intellectuelle à laquelle participa l'ouvrier des fabriques, — est en danger de ruine et d'arrêt dans le cours de son développement, maintenant les intellectuels doivent reviser leur attitude coutumière envers la campagne.

Il n'y a pas de peuple, il n'y a que des classes. La classe ouvrière a jusqu'ici été créatrice de richesses matérielles, — elle veut maintenant prendre une part active à l'œuvre supérieure, intellectuelle; la plus grande partie des masses paysannes tendent à assurer n'importe dans quelles conditions leur position de propriétaires de la terre, et ne témoignent pas d'autres désirs.

Devant l'intellectualité du monde entier, de tous les pays, un seul et même problème se pose: rendre son énergie à cette classe dont les particularités psychiques assurent le développement ultérieur de la culture et sont pleinement capables de hâter son processus.

Maxime GORKI.

Note de la Rédaction. — *Le Camarade Gorkinow promet pour un des numéros suivants de I. C. un article sur les formes de la vie nouvelle dans les campagnes.*

LE HÉROS DE „L'INTERNATIONALE“ DE BERNE

Dans l'article *la Troisième Internationale et sa place dans l'histoire* (*L'Internationale Communiste* N° 1 1-er Mai 1919 p. 38) j'ai indiqué l'une des manifestations remarquable du krach idéologique des représentants de „l'Internationale“ de Berne. Ce socialisme réactionnaire qui ne comprend pas la dictature du prolétariat, s'est révélé par la proposition des social-démocrates „indépendants“ allemands de concilier, d'ouvrir le parlement bourgeois et le pouvoir des Soviets. Les théoriciens les plus en vue de l'ancienne Internationale, Kautsky, Helfferding, Otto Bauer et Cie n'ont pas compris qu'ils proposent d'accoupler la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Les hommes qui se sont fait un nom et qui ont conquis la sympathie des ouvriers par la propagande de la lutte des classes, en montrant sa nécessité, n'ont pas compris au moment le plus décisif pour la lutte du socialisme qu'ils abandonnent en entier, tout l'enseignement de la lutte des classes, qu'ils le renient en entier et passent de fait au camp de la bourgeoisie, quand ils tendent de concilier la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat.

Cela semble invraisemblable, mais c'est un fait.

Fait exceptionnellement rare, nous avons pu dernièrement recevoir à Moscou, un assez grand nombre de journaux étrangers dépareillés, si bien que nous avons la possibilité de reconstituer avec un peu plus de détail (quoique ce ne soit pas naturellement d'une façon complète) l'histoire des hésitations de Messieurs les „indépendants“ en ce qui concerne la question théorique et pratique la plus grave de l'heure actuelle. C'est la question des rapports entre la dictature prolétarienne et la démocratie bourgeoise ou du gouvernement des soviets A du parlementarisme bourgeois.

Dans sa brochure *La dictature du prolétariat* (Vienne, 1918) M. Kautsky écrivait que

L'organisation des Soviets est un phénomène des plus importants de notre temps. Elle promet d'acquiescer une importance décisive dans les dernières grandes batailles entre le capital et le travail vers les quelles nous nous acheminons (p. 33)

et il ajoutait que les bolchéviks ont fait une faute en transformant les soviets **organisation de combat d'une classe en organisation d'Etat**, „anéantissant ainsi la démocratie“ (idem).

Dans ma brochure *La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky* (Pétrograd et Moscou 1919) j'ai examiné en détail ce raisonnement de Kautsky

et j'ai montré qu'il implique un oubli fatal des principes fondamentaux du marxisme sur l'état. Car l'état — n'importe lequel y compris la république la plus démocratique — n'est pas autre chose qu'une machine destinée à faire écraser une classe par une autre. Nommer les soviets organisation de combat d'une classe et leur refuser le droit de se transformer en „organisation d'état“ c'est en fait renier l'A, B, C, déclarer ou défendre l'inviolabilité de la machine bourgeoise à écraser le prolétariat (c'est-à-dire la république bourgeoise démocratique, l'état bourgeois), c'est en fait passer au camp de la bourgeoisie.

L'absurdité de la position de Kautsky saute tellement aux yeux, la pression des masses ouvrières exigeant le pouvoir des soviets est si forte que Kautsky et ses disciples ont dû battre honteusement en retraite et s'embrouiller, n'ayant pas le courage de reconnaître honnêtement leur faute.

Le 9 février 1919 dans le journal *Freiheit* „organe des indépendants“ (indépendants du marxisme mais tout à fait dépendants de la démocratie petite bourgeoise) social-démocrate allemand, parut un article de M. Helfferding qui exigeait déjà la transformation des Soviets en organisation d'état mais à côté du parlement bourgeois, de l'„Assemblée Nationale“ et d'auord avec cette dernière. Le 11 février 1919 dans un manifeste au prolétariat allemand **tout** le parti „indépendant“ adopte ce mot d'ordre (et Monsieur Kautsky l'adopte donc aussi contredisant ses déclarations de l'automne 1918). Cette tentative de concilier la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat est un reniement total du marxisme et d'une façon générale du socialisme, est un oubli de l'expérience des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires russes qui du 6 mai 1917 au 25 octobre 1917 (vieux style) firent l'expérience de l'accouplement des soviets comme organisation d'état avec l'étatisme bourgeois et par suite de cette expérience s'effondrèrent pitoyablement.

Au Congrès du parti des „indépendants“ — au début de mars 1919 — le parti entier adopta cette position ultra-sage de l'accouplement des Soviets et du parlementarisme bourgeois. Mais voici que le numéro 178 de la *Freiheit* (du 3 avril 1919) publie que la fraction des „indépendants“ au deuxième Congrès des Soviets a proposé la résolution suivante :

Le deuxième Congrès des Soviets se place sur la plateforme du système soviétiste. L'organisation politique et économique de l'Allemagne doit par conséquent se fonder sur les organisations des soviets. Les Soviets de députés ouvriers sont reconnus représentants la population laborieuse dans tous les domaines de la vie politique et économique.

A côté de ceci la même fraction proposa au Congrès un projet de „directives“ (Richtlinien) dans lequel nous lisons :

Tout le pouvoir politique appartient aux Congrès des Soviets... Le droit de participer aux élections et d'éligibilité pour le Soviet appartient sans distinction de sexe à tous ceux qui accomplissent un travail socialement utile ou nécessaire sans exploitation de la main-d'œuvre d'autrui...

Nous voyons donc comme les chefs „indépendants“ se sont montrés piteusement petits bourgeois, complètement dépendants des préjugés philistins de la partie la plus rétrograde du prolétariat. En automne 1918 ces chefs, par la bouche de Kautsky se refusent à toute transformation des Soviets en organisation d'état. Au mois de mars 1919 ils abandonnent cette position et se mettent en queue de la masse ouvrière. Au mois d'avril 1919 ils renversent la résolution de leur Congrès et adoptent dans son entier la position des Communistes : „Tout le pouvoir aux Soviets“.

De tels chefs ne valent pas grand'chose. Pour manifester l'état d'esprit de la partie la plus rétrograde du prolétariat, de ces traîtres et non de son avant-garde, il ne faut pas de chef. Et changeant leurs mots d'ordre avec une telle absence de caractère, ces chefs ne valent rien. On ne peut avoir confiance en eux. Ils seront toujours du balast, une quantité négative dans le mouvement ouvrier.

Le plus „gauche“ d'entr'eux un certain monsieur Däumig raisonnait au Congrès du parti (voir la *Freiheit* du 9 mars) de la façon suivante :

...Däumig déclare que rien ne le sépare des exigences des Communistes : « Tout le pouvoir des Soviets aux députés ouvriers ». Mais il doit se tourner contre le « Putschisme »¹⁾ pratique du parti des communistes et contre le byzantinisme dont ils font preuve à l'égard des masses au lieu de leurs éduquer. Une conduite inconséquente, « putschiste », ne peut pas mener en avant.

Les Allemands appellent „Putschisme“ (émeutisme) ce que les anciens révolutionnaires russes appelaient cinquante ans auparavant des « sursauts », l'organisation de petits complots, d'attentats, de révoltes, etc.

¹⁾ Putschismus : Emeute-isme. On nous pardonnera ce déplaisant néologisme. Le texte allemand cité contient le mot *Putschismus*, intraduisible en français de façon littérale. Note du trad.

En accusant les révolutionnaires de Putschisme, M. Däumig ne prouve que son « byzantinisme », sa servilité de laquais à l'égard des préjugés philistins de la petite bourgeoisie. La façon d'être « à gauche » d'un monsieur qui répète le mot d'ordre à la mode par crainte devant la masse, sans comprendre le mouvement révolutionnaire des masses, ne vaut pas un mauvais denier.

Une puissante vague de mouvements grévistes spontanés parcourt l'Allemagne. C'est un accroissement inouï, une élévation de la lutte prolétarienne qui dépasse visiblement ce qui s'est passé en Russie en 1905, quand le mouvement gréviste atteignit une hauteur encore inconnue dans le monde. Parler de « sursauts » devant un tel mouvement signifie que l'on est sans espoir, un plat personnage, le valet des préjugés philistins.

Messieurs les philistins, et Monsieur Däumig en tête, rêvent sans doute d'une révolution (si toutefois ils ont dans la tête une idée quelconque de la révolution), où les masses se lèveraient soudainement et pleinement organisées.

Il n'y a pas de telles révolutions, il ne peut y en avoir. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne maintenait des masses de millions de travailleurs, leur immense majorité dans l'oppression, l'abrutissement, le besoin, l'obscurité. Le capitalisme ne peut s'effondrer que par la révolution, entraînant dans la lutte des masses que rien auparavant n'avait touchées. Des explosions instinctives sont inévitables pendant la croissance de la révolution. Il n'y eut jamais, et il n'y aura jamais de révolution sans cela.

Que les communistes stimulent ces forces élémentaires des instincts, ce n'est qu'un mensonge de M. Däumig, un mensonge identique à ceux que nous avons entendus bien des fois de la bouche des menchéviks et des S.-R. Les communistes ne stimulent pas les forces élémentaires, ne sont pas partisans des explosions isolées. Les communistes apprennent aux masses à se révolter avec ensemble, amicalement unis au moment opportun, quand l'action est mûre. Les calomnies philistines de MM. Däumig, Kautsky et Cie ne démentiront pas ce fait.

Mais les philistins ne sont pas capables de comprendre que les communistes considèrent — et ils ont pleinement raison — comme leur devoir d'être avec les masses opprimées en lutte et non avec les héros du petit bourgeoisisme qui se tiennent à l'écart dans une expectative poltronne. Quand les masses luttent, des fautes dans la lutte sont inévitables. Les communistes voyant ce fait les expliquant aux masses, s'efforçant de les faire corriger, servant inébranlablement la cause de la conscience contre les forces élémentaires,

restent avec les masses. Il vaut mieux être avec les masses en lutte, se libérant progressivement des erreurs, au cours de la lutte même, qu'avec les petits intellectuels, les philistins, les kautskistes, attendant à l'écart la complète victoire. Telle est la vérité qu'il n'est pas donné aux Messieurs Däumig de comprendre.

Tant pis pour eux. Ils sont déjà entrés dans l'histoire de la révolution prolétarienne universelle, comme de conards petits bourgeois, de geignards réactionnaires, hier au service de Scheidemann, aujourd'hui protagonistes de la «paix sociale», que cette propagande se cache sous la réunion de la Constituante et des Soviets, ou sous la condamnation profondément délibérée du «putschisme».

Le record dans l'art de remplacer le marxisme par une névralgie réactionnaire et bourgeoise a été battu par M. Kautsky. Il n'a qu'une note: il pleure sur tout ce qui se passe, il se lamente, il s'épouvante, il prêche la conciliation. Pendant toute sa vie ce chevalier de la triste figure a écrit sur la lutte des classes et sur le socialisme, et quand les choses en sont arrivées au moment le plus aigu de la lutte des classes, à la veille du socialisme, notre sage a perdu la tête, s'est mis à pleurer et s'est révélé philistin obtus. Dans le numéro 98 du journal viennois des traitres au socialisme Austerlitz, Renner, Bauer (*Arbeiter Zeitung*, 9 avril 19. Vienne, édition du matin) Kautsky résume pour la centième, si ce n'est pour la millième fois ses lamentations.

... La réflexion économique et la compréhension économique sont sorties de la tête de toutes les classes.

Une longue guerre a habitué les grandes masses prolétariennes à négliger complètement les conditions économiques et à croire fermement à la toute puissance de la violence.

Ce sont de «petits points» chez notre «très érudit personnage». Le «culte de la violence» et la banqueroute de la production, au lieu de l'analyse des conditions réelles de la lutte des classes, c'est de là qu'il est tombé dans les immémorables lamentations bourgeoises. «Nous attendions, écrit-il, que la révolution viendrait comme le produit de la lutte prolétarienne des classes...» «et la révolution est venue par suite du krach militaire du système en vigueur en Russie et en Allemagne».

En d'autres termes ce sage «attendait» une révolution pacifique! C'est magnifique!

Mais Monsieur Kautsky a perdu la tête au point qu'il a oublié ce qu'il écrivait lui-même, quand il était marxiste, sur la guerre qui provoquerait probablement la révolution. Maintenant au lieu d'une analyse lucide et sans crainte des formes de la ré-

volution inévitables par suite de la guerre notre «théoricien» pleure son «attente déçue».

«... Négligence des conditions économiques de la part des larges couches du prolétariat!»

Quel piteux galimatias! Comme nous connaissons cette petite chanson bourgeoise d'après les journaux menchéviks du temps de Kérénsky!

L'économiste Kautsky a oublié que quand un pays est ruiné par la guerre et conduit au bord de l'abîme la «condition économique» la plus importante, fondamentale, radicale, c'est le **salut de l'ouvrier**. Si la classe ouvrière est sauvée de la mort de faim, si elle ne périt pas et alors seulement elle peut reconstituer la production ruinée. Et pour sauver la classe ouvrière, il faut la dictature du prolétariat, seul moyen d'empêcher que tout le poids et toutes les conséquences de la guerre ne retombent sur les épaules de l'ouvrier.

L'économiste Kautsky a «oublié» que la question de la répartition des charges de la défaite est tranchée par la **lutte des classes** et que la lutte des classes dans le milieu d'un pays complètement torturé, dévasté, affamé, moribond, change **inévitablement** ses formes. Ce n'est déjà plus la lutte des classes pour une part de la production ni pour la direction de la production (celle-ci étant arrêtée, le charbon manquant, les chemins de fer abîmés, la guerre ayant fait sortir les gens de l'ornière, les machines usées, etc., etc.), mais bien pour **se sauver de la faim**. Il n'est que de petits imbéciles fussent-ils très «érudits» qui puissent dans de telles conditions «condamner» le communisme de «consommateurs» de «soldats» et enseigner avec morgue aux ouvriers l'importance de la production.

Il faut d'abord, avant tout, en tout premier lieu, sauver l'ouvrier. La bourgeoisie veut conserver ses privilèges, rejeter sur lui toutes les conséquences de la guerre, ce qui veut dire réduire les ouvriers à la faim.

La classe ouvrière veut se sauver de la faim et pour cela il faut briser complètement la bourgeoisie, assurer d'abord la consommation, ne serait-ce que la plus pauvre, car autrement on **ne durerait pas six mois, on ne tiendrait pas** jusqu'au moment, où il sera de nouveau possible de mettre en train la production.

Songe à la production! dit le bourgeois rassasié à l'ouvrier affamé et épuisé par la faim et Kautsky répétant cette chanson capitaliste comme une soi-disant «science économique» devient complètement le valet de la bourgeoisie.

Mais l'ouvrier dit: Que la bourgeoisie reste donc 6 mois à la diète pour que ceux qui travaillent puissent se refaire, puissent **ne pas périr**,

«Le communisme des consommateurs» est une condition de salut pour l'ouvrier. On ne peut s'arrêter devant aucun sacrifice pour le salut de l'ouvrier! Une demi-livre aux capitalistes, une livre aux ouvriers—voilà comment il faut se tirer de la famine, de la ruine. La consommation de l'ouvrier affamé est le fondement et la condition du rétablissement de la production.

Clara Zetkin a eu pleinement raison de déclarer à Kautsky qu'il

roule vers l'économie politique bourgeoise. La production est pour l'homme et non le contraire....

L'indépendant Monsieur Kautsky a révélé une identité dépendance des préjugés petits bourgeois, en se lamentant sur «le culte de la violence». Quand les bolchéviki indiquaient dès 1914 que la guerre impérialiste se transformerait en guerre civile Monsieur Kautsky se taisait, assis, au sein du Parti, à côté de Messieurs David et Cie qui déclaraient cette prédiction (ou ce mot d'ordre) «une folie». Kautsky n'a absolument pas compris l'inéductibilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et rejette maintenant son incompréhension sur les deux partis en lutte dans cette guerre. N'est-ce pas un modèle de stupidité bourgeoise réactionnaire?

Mais si en 1914 l'incompréhension de ce que la guerre impérialiste devait inévitablement se transformer en guerre civile n'était que stupidité bourgeoise, c'est maintenant en 1919 quelque chose de pis. C'est une trahison de la classe ouvrière car la guerre civile en Russie, en Finlande, en Lattvia, en Allemagne, en Hongrie est un fait. Dans ses anciennes œuvres Kautsky a reconnu des centaines de fois qu'il y a des périodes historiques quand la lutte des classes se transforme inévitablement en guerre civile. C'est ce qui est arrivé, et Kautsky est resté dans le camp de la petite bourgeoisie hésitante et poltronne.

... L'esprit qui inspire Spartacus est en réalité l'esprit de Luddendorf, Spartacus provoque non seulement la perte de sa cause mais le renforcement de la politique de violences de la part des socialistes majoritaires. Noske est aux antipodes des Spartacus...

Ces mots de Kautsky (extraits de l'un de ses articles de *l'Arbeiter Zeitung*) sont si infiniment bêtes, bas et vils qu'il suffit de les montrer du doigt. Le parti qui supporte de tels chefs est un parti pourri. L'Internationale de Berne à laquelle appartient Monsieur Kautsky doit être d'après ces

paroles de Kautsky appréciée, selon son mérite comme l'Internationale jaune.

* * *

A titre de curiosité citons encore le raisonnement de Monsieur Haase sur l'Internationale à Amsterdam (*Freiheit* 4 mai 19). Monsieur Haase se flatte d'avoir dans la question des colonies présenté une résolution d'après laquelle «la Société des Nations organisée sur la proposition de l'Internationale... a pour tâche jusqu'à la réalisation du socialisme...» (notez-le!)... «d'administrer les colonies d'abord dans l'intérêt des indigènes et ensuite dans l'intérêt de tous les peuples associés dans la Société des Nations...»

N'est-ce pas une perle? Jusqu'à la réalisation du socialisme ce ne sera pas, d'après la résolution de ce sage, la bourgeoisie, mais une petite «Société des Nations» bien gentille, bien juste, bien douce, qui administrera les colonies! Comment distinguer pratiquement ceci de l'hypocrisie capitaliste la plus éhontée? Et ce sont les membres «gauches» de l'Internationale de Berne...

* * *

Pour que le lecteur puisse mieux comparer toute la stupidité, la bassesse et le cynisme des écrits de Haase, Kautsky et Cie, avec la situation réelle en Allemagne, je ferai encore une courte citation.

Le publiciste bien connu Walter Rathenau a publié un petit livre: *le Nouvel Etat (Der Neue Staat)*. Ce livre est daté du 25 mars 1919, sa valeur théorique est nulle. Mais comme observateur Walter Rathenau est obligé de reconnaître ce qui suit:

... Nous, peuple de poètes et de penseurs, nous sommes dans les à côtés (it Nebenberuf) des philistins.

... L'Idéalisme n'existe maintenant que chez les monarchistes extrêmes et chez les spartakistes.

... La vérité sans fard est telle: Nous allons vers la dictature ou prolétarienne ou prétorienne (page 29-52-65).

Ce bourgeois se croit visiblement aussi «indépendant» de la bourgeoisie, que Messieurs Kautsky et Haase se croient «indépendants» du bourgeoisisme et du philistinisme.

Mais Walter Rathenau est de deux têtes plus grand que Karl Kautsky car tandis que le second geint et se cache piteusement de la «vérité sans fard», le premier la reconnaît franchement.

N. LÉNINE.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE COMME INSTRUMENT DE RÉACTION

I.

Plus la social-démocratie est forte dans un pays donné et plus les affaires du prolétariat y sont mauvaises. On peut y voir maintenant un axiome pleinement établi. Les autres conditions étant égales c'est indubitablement vrai. Pourquoi la révolution prolétarienne naît-elle en Allemagne dans un effort si douloureux? Pourquoi faut-il que le prolétariat y conquière le pouvoir lambeau par lambeau au prix de ruisseaux de sang? Pourquoi la tâche des Communistes y est-elle si difficile?

La réponse est claire: principalement parce qu'en Allemagne la vieille social-démocratie officielle qui, dans son entier, a passé aux côtés de la bourgeoisie était particulièrement forte.

La vieille social-démocratie officielle est devenue un instrument de la réaction bourgeoise. Ce n'est pas une phrase de polémique. Ce n'est pas une exagération, c'est une vérité objective et peut-on dire scientifique.

Les milieux bourgeois les plus perspicaces l'ont compris depuis longtemps. La bourgeoisie allemande, celle du pays, où au cours de la dernière période de l'histoire contemporaine la lutte des classes a été poussée le plus loin,—l'a particulièrement bien compris.

Déjà dans les premiers mois de la guerre la bourgeoisie allemande se rendait parfaitement compte que la social-démocratie était et serait dorénavant son principal soutien. Les idéologues de la bourgeoisie allemande se rendaient admirablement compte de ce que l'idée socialiste conquiert et ne cessera pas de conquérir des cercles toujours plus grands du prolétariat allemand. Et les chefs de la bourgeoisie allemande en déduirent qu'ils ne trouveraient pas de meilleur agent que la social-démocratie allemande officielle qui, sous le drapeau du socialisme, défend la bourgeoisie. Dès avril 1915, un remarquable article était publié dans le *Preussische Jahrbücher* sous le titre *La social-démocratie et la guerre mondiale*. Ledit journal est comme on sait rédigé par le célèbre professeur Delbrück, l'une des colonnes de la bourgeoisie réactionnaire. C'est le journal de la bourgeoisie allemande «éclairée» et conservatrice. Y collaboraient et y collaborent encore, les idéologues les plus clairvoyants de la bourgeoisie allemande. Et dès avril 1915 ledit journal portait non seulement aux nues «sa» so-

cial-démocratie, mais déclarait tout à fait ouvertement que cette social-démocratie devait précisément, pour mieux maîtriser les ouvriers, conserver à tout prix son extérieur radical.

«Nous» n'avons pas besoin que la social-démocratie allemande officielle reconnaisse officiellement ce qu'elle est, c'est-à-dire un parti de réformes bourgeoises, un parti antisocialiste. Au contraire «nous» nous avons besoin, était-il dit dans l'article cité, que la social-démocratie allemande conserve absolument son étiquette socialiste, puisqu'elle ne pourrait autrement remplir avec succès le rôle de notre agent.

Elle doit conserver le caractère d'un parti ouvrier d'idéal socialiste (il s'agit de la social-démocratie allemande), car le jour où elle y renoncerait un autre parti surgirait, qui adopterait le programme abandonné par l'ancien et le formulerait d'une façon encore plus radicale.

Ainsi écrivait l'auteur de l'article nommé dans le journal de Delbrück. (p. 50, 51).

La social-démocratie officielle doit nécessairement conserver son extérieur radical,—ou bien un autre parti se créera à sa place et entraînera les masses. Nous, Delbrücks de tous les pays; nous avons besoin de la social-démocratie comme d'une enseigne, comme d'un appas pour les ouvriers. Nos agents, nos Scheidemann doivent obligatoirement se draper dans la toge des socialistes. Ce n'est qu'alors qu'ils pourront efficacement répandre dans les masses l'influence de la bourgeoisie. Les ouvriers ne les croiraient pas sans cela.

C'est avec ce cynisme et cette franchise que les chefs de la bourgeoisie allemande posaient la question il y a déjà 3 ou 4 ans. Beaucoup d'eau, beaucoup de sang a coulé depuis. Le mouvement ouvrier se trouve maintenant dans un autre stade de son développement. La révolution prolétarienne a vaincu en Russie. Elle est en Allemagne sur le point de vaincre. Une seule chose n'a pas changé: le rôle réactionnaire de la social-démocratie officielle. Cette social-démocratie reste fidèle à elle-même et, par suite, l'attitude de la bourgeoisie envers elle n'a pas changé non plus.

En 1915, à l'époque où l'article mentionné était écrit, Scheidemann et ses collègues se trouvaient tout au moins pour parler formellement dans les rangs de „l'irréductible“ opposition du Reichstag des bourgeois et des propriétaires allemands. Maintenant en 1919 le parti de Scheidemann est

au pouvoir, il est lui-même premier ministre et l'Allemagne s'intitule officiellement république „socialiste”. Et la bourgeoisie place néanmoins toutes ses espérances, comme auparavant sur Scheidemann et son parti.

Dans l'organe central de la social-démocratie allemande dans le *Forwaerts* du 24 avril 1919 on trouve sous le titre de *Videant! Consules ein mahnbrief in letzter Stunde* un remarquable article. L'auteur de cet article n'est pas un quelconque mortel mais bien le Freiherr Karl Schenk von Scheinberg. Ce n'est pas un article ordinaire, c'est un manifeste de la bourgeoisie allemande. Nous lisons dans l'article:

Si nous voulons sauver l'Allemagne du système des Soviets russes selon le principe: „Tout le pouvoir aux Soviets”, il ne nous reste qu'une issue. Nous devons nous-mêmes donner aux ouvriers un système de soviets raisonnable, dans lequel les soviets constitueront une seconde chambre à côté de l'Assemblée Constituante Nationale et représenteraient dans toutes les questions les intérêts du prolétariat... Nous réussirions de cette façon non seulement à instituer un certain équilibre de force, mais peut-être même à obtenir la prépondérance des partis bourgeois.

Et le brillant auteur achève son article avec les lignes suivantes:

En résumé je dirai que l'on ne peut vaincre le Communisme que si: 1) nous recevons de l'étranger du ravitaillement et des matières premières et 2) si nous instituons à l'intérieur de l'Allemagne un gouvernement purement socialiste, qui introduira de suite le système des soviets à côté de l'actuelle Assemblée allemande.

On ne peut s'exprimer plus clairement. Par un gouvernement „purement socialiste” M. le Freiherr Karl Schenk von Scheinberg entend naturellement un gouvernement des social-démocrates du type Scheidemann. Par la bouche franche de ce bourgeois, toute bourgeoisie allemande nous déclare qu'elle ne peut sauver son pouvoir dans l'Allemagne actuelle, où la guerre civile fait rage qu'au moyen et à l'aide d'un gouvernement „purement socialiste”, des social-démocrates.

Dans des autres conditions, en présence d'autres circonstances la bourgeoisie place sur la social-démocratie officielle le même enjeu qu'en 1914—1918. Et elle a complètement raison. Seul le parti auquel un contingent même minime des ouvriers arriérés fait encore confiance peut la sauver ou simplement retarder sa perte. La social-démocratie est ce parti.

Combattre l'ancienne social-démocratie d'état c'est dans les circonstances actuelles combattre la bourgeoisie.

II.

Ce qui est dit plus haut de la social-démocratie ne se rapporte pas seulement à la fraction dite majoritaire. L'essentiel de ceci se rapporte indiscutablement autant aux chefs de la social-démocratie „indépendante” et à ce qu'on appelle le „centre” socialiste,—aussi bien allemand que français.

Nous avons sous les yeux une brochure de l'un des chefs le plus connu du centre Kautsky. Cette brochure est intitulée *les Problèmes de la révolution prolétarienne* et contient plusieurs articles de programme de ce fameux théoricien des socialistes „indépendants” de tous les pays (?). A lire cette brochure on voit nettement combien le Freiherr Schenk a raison quand avec ses amis il place toutes ses espérances précisément sur la social-démocratie.

Au début de janvier 1919 Kautsky publia tout un programme de la transformation socialiste. Ce programme commence par ces mots:

„Le 9 novembre 1918 le prolétariat allemand a pris le pouvoir politique”.

Peut-on se représenter un mensonge plus monstrueux que celui qui est transmis dans ce peu de mots? Au début de janvier 1919 un aveugle seul pourrait ne pas voir que le pouvoir en Allemagne était en fait aux mains de la bourgeoisie appuyée sur ses agents les social-démocrates officiels.

A la fin de décembre 1918 le même Kautsky dans un autre article intitulé *la Révolution s'approfondit* écrivait:

L'aristocratie militaire qui obstruait jusqu'à présent le chemin vers tout progrès est renversée, mais l'ancien appareil administratif et gouvernemental continue à fonctionner dans l'Etat et dans l'armée.

C'est nous qui soulignons.

Kautsky voit que tous les anciens fonctionnaires ont conservé leurs emplois, que l'appareil gouvernemental demeure entre les mains des classes possédantes. Mais Kautsky est justement le laquais de la bourgeoisie allemande pour justifier aussitôt «scientifiquement la nécessité de conserver le vieil appareil bourgeois bureaucratique. Kautsky écrit:

Il fallait choisir: Ou détruire cet appareil d'un seul coup et rendre ainsi impossible (!) la démobilisation, l'activité administrative de l'état et toute (!!) la vie sociale, ou le garder et conserver les fondements de l'ancien régime (c'est nous qui soulignons) qui nous avait conduit à l'abîme, et, de cette façon limiter la révolution à un changement temporaire des rôles. Dans cette

¹⁾ Cette brochure a été éditée en russe par la librairie S.-R.-Menchévik *Sotroudnitchestvo* (La collaboration). Ces articles ont été publiés dans les organes officiels de la social-démocratie «indépendante».

circonstance désespérée nous fûmes aidés par les soviets ouvriers et soldats grâce à concours desquels l'ancien appareil gouvernemental put continuer à fonctionner sans provoquer de contre-révolution.

Le sens de cette tirade embrouillée est net:

Nous ne pouvons nous débarrasser des fonctionnaires et des bureaucrates de la bourgeoisie. Tout l'appareil gouvernemental doit rester dans les anciennes mains, sans quoi, voyez-vous, on ne pourra mener à bien la démobilisation, sans quoi toute (!) la vie sociale se désorganiserait et ce sera presque le renversement du monde. *C'est pourquoi* «les fondements de l'ancien régime» demeurent intacts et les soviets ouvriers et soldats ne doivent servir que de feuille de vigne au vieux mécanisme. Quant aux masses ouvrières de l'Allemagne on peut les consoler en leur disant que les soviets réalisent le contrôle de l'ancien appareil. On pourra nourrir les ouvriers avec des phrases mensongères, leur dire par exemple, que le 9 novembre 1918 le prolétariat allemand a déjà conquis le pouvoir politique... On ne peut aller plus loin au service de la bourgeoisie!

Les masses ouvrières allemandes réclament la socialisation immédiate des branches les plus importantes de l'industrie. Abandonnée à elle-même, la bourgeoisie n'aurait jamais pu résister à la pression des masses ouvrières allemandes. Mais pour quoi donc y a-t-il des social-démocrates «indépendants» et «dépendants», si ce n'est pour aider la bourgeoisie dans les circonstances difficiles? Le chef des «indépendants» Karl Kautsky, dans le *Programme de la transformation socialiste* déjà cité, propose en mettant en vigueur le socialisme d'indemniser obligatoirement les capitalistes.

La socialisation des entreprises doit se faire par voie de rachat et non de confiscation. Les considérations d'équité l'exigent (!) car la confiscation atteint des capitalistes isolés et non la classe entière et n'atteint pas seulement des capitalistes, mais aussi des petits propriétaires.

Ici on ne sait de quoi s'étonner davantage: de la naïveté ou de l'impudeur. Comme si un enfant même ne comprenait que nous pouvons séparer les petits propriétaires et leur assurer ainsi autrement une existence utile à l'état. Comme si tout ouvrier ordinaire ne comprenait que la confiscation atteint *précisément la classe capitaliste* et non des capitalistes isolés. Mais écoutez encore. Admettons la socialisation selon le principe «équitable du rachat» (rappelons nous l'«équitable estimation» des cadets) comme étant accomplie, *qui dirigera la production socialisée?* Les ouvriers pensez-vous? Comment donc! Le chef des socialistes «indépendants» Kautsky présente le programme suivant:

La direction par les syndicats doit être constituée pour $\frac{1}{4}$ de représentants des entrepreneurs, pour $\frac{1}{4}$ des représentants des soviets de députés ouvriers, pour $\frac{1}{4}$ des consommateurs organisés de cette branche de la production, c'est-à-dire d'industriels mêmes, si l'industrie en question fabrique des instruments de production, et de coopératives et de communautés si elle produit des objets de consommation. Le quatrième quart doit être composé de représentants d'état qui expriment les intérêts de l'ensemble.

Ceci traduit en langue vulgaire, étant donné le rapport actuel des forces en Allemagne, signifierait que la direction de l'industrie socialisée serait au moins pour la moitié ou pour les $\frac{3}{4}$ non dans les mains des ouvriers, mais dans celles de la bourgeoisie et de ses serviteurs. La bourgeoisie allemande peut-elle, dans les circonstances actuelles trouver de meilleur commis que Kautsky?

Ainsi, sur toutes questions, Kautsky applique précisément le programme de la bourgeoisie et non celui du prolétariat.

Prenons par exemple l'annulation des emprunts militaires. Tout ouvrier honnête comprend que sans annulation des emprunts faits par les classes dominantes, pour entretenir une guerre de 4 ans, il ne se libérera jamais de ses dettes, des impôts, des griffes tenaces, de la faim. La bourgeoisie a naturellement une autre opinion. Elle considère que dans une société convenable on doit payer ses dettes. Elle considère que les ouvriers sont justement des ouvriers d'abord pour mourir par millions sur les champs de batailles au nom des intérêts de certains banquiers, ensuite quand la boucherie est terminée, pour payer pendant un demi-siècle les dettes contractées, afin d'entretenir ce massacre. Que dit donc, sur cette question délicate le principal théoricien des «indépendants» Kautsky?

Les considérations mêmes qui parlent en faveur du rachat parlent contre l'annulation des emprunts de guerre. A côté des considérations d'équité (!) il est nécessaire de noter ici qu'avant la socialisation complète la production capitaliste jouera encore un grand rôle. Il y a plus: Nous sommes encore entourés de pays capitalistes, nous avons besoin de produits et de matières premières et nous ne pouvons les recevoir dans un temps rapproché, qu'au moyen des emprunts. L'intangibilité du crédit est donc une condition vitale de notre vie économique.

Que peut encore vouloir de Kautsky la bourgeoisie? Il a justifié non seulement «scientifiquement», mais encore par l'éthique, par les intérêts de l'équité, la nécessité de prendre aux ouvriers leur dernier centime pour payer les emprunts de guerre. L'intangibilité du crédit bourgeois, dans la république *socialiste* voilà le but que Kautsky voudrait atteindre...



Les délégués au premier Congrès de l'Internationale Communiste
(2-6 mars 1919).



Rosa Luxemburg.



Karl Liebknecht et son fils.



Karl Liebknecht à la tribune.

Mais ce n'est pas encore assez. En ce moment pour la bourgeoisie allemande, se pose à l'ordre du jour la question de pousser des masses populaires contre les communistes allemands. On les représente comme des bandits, comme les coupeurs de têtes. Il n'est pas de basse calomnie à laquelle la bourgeoisie n'ait recours dans sa persécution des communistes. A l'heure actuelle tandis que les impérialistes de l'Entente imposent au peuple allemand une paix de violence aussi vile, il est naturel que les grandes masses nourrissent contre les pays de l'Entente une haine particulière. Comparer quelqu'un avec les gouvernements de l'Entente, c'est donc le comparer avec l'ennemi le plus haïssable du peuple allemand. Et voilà que M. Kautsky dans son zèle de laquais arrive à la vilénie de comparer précisément les communistes avec les gouvernants des pays de l'Entente.

Dans l'article déjà cité, *la Révolution s'approfondit*, Kautsky écrit:

Les gouvernements des vainqueurs sont partisans de la violence tout comme (!) les Spartakistes. Et la victoire de ces derniers, en Allemagne, signifierait la réouverture des hostilités avec les états de l'Entente. Lénine a déjà promis dans ce but 3 millions d'hommes et de grandes réserves de vivres, mais il n'a pas dit, où cette armée et ces réserves étaient cachés en Russie.

Celui qui lira ces vilaines paroles sera d'accord avec nous: Kautsky ne s'est pas seulement détaché de l'idée du socialisme révolutionnaire, il est devenu le sycophante, le chien d'attache de la bourgeoisie. L'homme qui en arrive à dire de telles vilénies est tombé au niveau, auquel tomba en son temps, le renégat Léon Tikhomirov, quand il quitta les révolutionnaires et se mit au service des idées de l'orthodoxie et de l'autocratie.

Il va de soi que vous trouverez chez Kautsky de petites justifications par millions. Il vous racontera que le centre marxiste doit à la fois convaincre les lents d'une part, éveiller à la critique les confiants, d'autre part et enfin contenir les igno-

rants et les incompréhensifs. Il esquissera devant vous une «unité» idyllique au sein de laquelle dans le parti se livrent des luttes d'idées qui

ne rompent pas l'unité du front prolétarien si elles ont cet unique résultat de faire stimuler les droits par les gauches, tandis que les gauches sont retenus par les droits et empêchés de commettre des pas inconsidérés.

Mais tout cela n'est que oiseux bavardage qui ne peut que consoler les vieilles commères du parti «indépendant». Quand au fond Kautsky est d'accord avec Scheidemann. Dans l'article *la Révolution s'approfondit* il l'avoue carrément: «Dans la compréhension de l'approfondissement de la révolution, nous sommes d'accord avec les socialistes de la majorité.» «...Nous nous plaçons maintenant tous (y compris sans doute le bourreau Noske?) sur une seule et même base marxiste».

De quoi nous félicitons M. Kautsky.

* * *

Sur certains points les «indépendants» ont changé de direction. Ils font semblant de s'orienter à gauche. Mais croire Kautsky et ses amis ce serait tout comme croire Azév et Tikhomirov. Et nous sommes heureux de ce que nos camarades communistes allemands jugent cette situation absolument comme nous. Dans l'article d'un des communistes allemands les plus influents, Hartstein nous avons vu dernièrement que les communistes allemands sont complètement prêts, si c'est nécessaire à lutter à main armée contre un gouvernement possible des «indépendants». Cela signifie que les ouvriers allemands ont conscience de leurs devoirs..

La social-démocratie officielle dans tous les pays et dans toutes ses tendances est devenue un instrument de la réaction bourgeoise impérialiste. Il faut arracher à la bourgeoisie cette dernière arme, il faut la briser et la piétiner dans la boue. Et le dernier assaut des remparts de la bourgeoisie en sera moins difficile.

G. ZINOVIEV.

L'INTERNATIONALE DE L'ACTION

La Seconde Internationale, frappée d'apoplexie, est morte en août 1914, au moment où éclata la guerre mondiale. Depuis longtemps elle n'existait qu'en apparence; elle était débilitée et minée par les bacilles tuberculeux du Réformisme.

Son aspect extérieur était très imposant; elle comptait plusieurs millions d'adhérents parmi les Proletaires, mais à l'intérieur—le cœur, les poumons, le sang, tout ce qui devait lui donner force et fraîcheur, était attaqué par le mal et tombait en pourriture. Il ne restait du Socialisme Révolutionnaire d'autrefois qu'une mince enveloppe: des phrases, des résolutions, des décisions prises sur le papier; et lorsqu'on soulevait cette enveloppe, tout le vide du Réformisme et du social-patriotisme se présentait aux yeux.

A la dure épreuve de la guerre mondiale la deuxième Internationale tomba en ruines. Seul, un petit nombre de partis socialistes, tels que les Bolchéviks russes, restèrent fidèles à leur idéal et luttèrent de toutes leurs forces contre la grande guerre et le système capitaliste qui l'avait criminellement provoquée. Les autres, en majorité, trahirent tout ce qu'ils avaient jusqu'alors adoré. Les socialistes modérés d'Allemagne et d'Autriche se vendirent à leurs Kaisers, ceux de France à Clémenceau, ceux d'Angleterre à Lloyd George, les Américains à Wilson, et il n'y eut partout que la minorité qui défendit la cause du Proletariat.

Obéissant à leurs maîtres capitalistes les socialistes se battirent contre des socialistes, et les ouvriers s'entretenaient avec un enthousiasme patriotique. Les chefs des socialistes de la droite de Scheidemann, Thomas et Vandervelde, dans les pays belligérants aux Branting des pays neutres déclarèrent ce massacre honteux un saint devoir socialiste.

Et lorsque les révolutionnaires socialistes arborèrent à Zimmerwald l'étendard de la révolte contre la guerre et l'Impérialisme, ils furent excommuniés par ces valets du capitalisme et par les gouvernements bourgeois qui formèrent une sainte alliance pour mieux berner et opprimer les Proletaires.

Et la seconde Internationale fut ainsi tuée par ses propres chefs. Elle mourut de la mort ignominieuse des traîtres et des lâches.

Devant la Révolution mondiale qui s'annonce, les social-patriotes se sont dépêchés de s'amnistier mutuellement au Congrès de Berne et ont essayé d'insuffler la vie internationale à leur cadavre politique.

Ils craignaient de perdre complètement le pouvoir sur les masses qui commençaient déjà à suivre leur chemin, à elles, le chemin de la révolution, sans se soucier des traîtres, leurs chefs. Mais l'Internationale Jaune est condamnée à l'échec étant fondée sur une base sans solidité, sur la base pourrie du passé, du patriotisme et de la «paix bourgeoise». A l'invitation de ces socialistes de se rassembler autour de la vieille bannière l'historie répond par sa sentence: «Le Seigneur vous a jugé».

Mais dans les cendres de la guerre mondiale et des ruines de la deuxième Internationale naît la nouvelle armée de proletaires révolutionnaires et militants: la troisième Internationale.

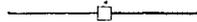
Au Congrès des Communistes du monde entier qui a eu lieu au commencement de mars à Moscou et auquel ont assisté les représentants de 18 partis socialistes, la troisième Internationale a été fondée où le programme de Zimmerwald—qui eut toujours un caractère provisoire—renaît dans ses traits essentiels. Son orientation est étroitement liée aux principes et aux idées que défendent en Russie et en Allemagne les partis communistes—ces admirables pionniers du Socialisme Révolutionnaire.

Le Congrès de Moscou est un événement historique. Il crée un point de ralliement pour le prolétariat révolutionnaire du monde entier dans sa lutte finale contre l'esclavage matériel et spirituel.

Les ouvriers du monde entier conscients de leurs intérêts de classe, doivent accueillir cet événement avec joie, comme le début d'un nouveau temps: l'âge d'or du Travail, du Droit et de la Liberté. L'Internationale de l'Action doit nous y conduire.

Z. Höglund.

(Zimmerwald, 1913, N° 3).



QUESTIONS DE PROGRAMME DANS LE PARTI SUISSE

Le Parti Socialiste Suisse a dans sa „Journée“ de décembre 1918 constitué une commission chargée de l'élaboration d'un nouveau programme. Cette commission n'a reçu aucun mandat définissant la marche qu'elle devrait suivre pour son travail de révision. Deux alternatives se présentent donc à elle: exiger la révision totale du programme ou la modification de sa seconde partie, celle qu'on nomme le „programme du travail“ de notre parti.

Ce dernier point de vue est traité par le camarade Robert Grimm dans sa brochure intitulée *la Révolution et l'action des masses*. Il y écrit: „La résolution d'élaborer un nouveau programme qui fut prise par la récente Journée du Parti, tend moins à changer le programme actuel qu'à lui donner un commentaire, définissant quelles exigences doivent être regardées comme essentielles, centrales pour la propagande et la lutte pratique“. — La conclusion de cette brochure contient aussi le passage suivant: „Tandis que les anciens partis, dits „historiques“ étaient consumés dans le brasier de la guerre mondiale, — le mouvement ouvrier suisse prit, dès le mois d'août 1914, un essor inconnu jusque là. L'esprit et les méthodes de lutte se développèrent simultanément. Ce mouvement ne comporte pas d'orientation nouvelle: son orientation est donnée par le programme du parti social-démocrate, — par le socialisme“.

Nous ne pouvons partager cette façon de voir. L'incendie de la guerre mondiale a dévoré non seulement les partis historiques, mais encore la seconde internationale prolétarienne. Le fait qu'au mois d'août 1914 les grands partis socialistes d'Allemagne, de France, d'Autriche-Hongrie, etc. ont abandonné la décision des congrès socialistes internationaux, qu'ils ont voté les crédits de guerre et soutenu la guerre mondiale, — ce fait a produit dans bien des milieux une profonde déception. Cet effondrement fut aussi celui du parti social-démocrate suisse. Notre fraction au Conseil National a non seulement voté les crédits de mobilisation, mais a aussi donné carte blanche au Conseil Fédéral. Dans aucun pays du monde les socialistes, en soutenant la bourgeoisie, n'allèrent si loin. En automne 1914 le parti conclut une „paix civile“ avec la bourgeoisie. Le tragique est que nous fûmes longtemps sans nous rendre compte de cette honteuse trahison de nos principes. Nous voyions bien la paille dans l'œil du voisin, notre frère, — l'étranger, — mais nous ne remarquions pas la poutre dans le notre. Nous ne pouvons passer sous silence cette circonstance. Les causes qui l'ont provoquée doivent être mises à nu.

Elles ne résident ni dans les personnes qui ont agi à ce moment, ni dans ces „circonstances particulières“ — que nous évoquons si souvent. La défection était internationale et avait partout les mêmes causes. Notre programme de parti, excellent en soi ne pouvait nous garantir de cette chute. Ce n'est donc pas que l'orientation fut fautive.

Dans les pays en guerre il s'est produit des scissions au sein même du prolétariat organisé, scissions qui ont amené l'éloignement des socialistes de gouvernement et ont provoqué d'autres divisions encore. Les Soviets Hongrois montrent que la voie vers l'unité de l'action prolétarienne passe par-dessus les dissensions. Si l'on étudie les causes de ces divisions, on reconnaît qu'il ne s'agit pas seulement de différences tactiques, mais bien du but qui n'est pas le même.

Pendant la longue période de développement tranquille que nous avons derrière nous, des éléments étrangers se sont mêlés à la doctrine de Karl Marx et de Friedrich Engels.

On s'est efforcé continuellement à n'accentuer dans la doctrine que ce qui en pouvait paraître acceptable à la bourgeoisie.

C'est ainsi que la substance révolutionnaire, que l'âme révolutionnaire du socialisme fut refoulée tout au fond et oubliée.

La littérature socialiste d'avant la guerre révèle ce socialisme veule et délayé qui rend si difficile aujourd'hui la compréhension de la doctrine actuelle.

Le phénomène international s'est aussi manifesté en Suisse. Chez nous aussi, la doctrine socialiste se plie selon les circonstances. Chaque page du programme de notre parti offre des traces évidentes de l'accommodement avec les tendances „démocratiques“. Le programme entier respire un esprit d'opportunisme qui est le produit de cette campagne sournoise, lente et envahissante, un enracinement parasite dans le terrain de l'action sociale. On a beau mettre en avant dans le programme du parti la lutte des classes les moyens pratiques qu'on nous propose montrent que son auteur, Otto Lang est dominé par l'idée que le prolétariat pourrait réaliser le socialisme en s'emparant de l'organisation actuelle de l'Etat.

Le paragraphe III du programme de notre parti qui a pour titre *le chemin vers le Socialisme* exprime cette façon de voir dans les passages suivants: „C'est dans cette direction qu'il (le parti social-démocrate) cherche à élargir le cercle des devoirs de la fédération, des cantons et de la commune“, et plus loin: „Il exige une part toujours croissante dans le travail législatif et dans toutes les branches du gouvernement pour les démocratiser et pour aider à l'accomplissement du socialisme“. La collaboration des socialistes et de la bourgeoisie, dans un Etat arrangé selon l'intérêt de cette dernière classe, se montre clairement dans ces phrases. Notre programme d'aujourd'hui a pour but d'améliorer l'Etat bourgeois, de le réparer. Oui, le „retapage“ doit produire un chef-d'œuvre, capable de convaincre la „majorité“ du peuple à passer le pouvoir au réparateur socialiste. Alors se réalisera le socialisme. Cependant qu'en Suisse cette tendance du socialisme ne se révèle que dans le programme du parti, elle

se trouve être complètement réalisée par la majorité socialiste en Allemagne.

Cette majorité s'est emparée par la Révolution du pouvoir et de tout le système administratif et bureaucratique de la monarchie de Guillaume II. Elle s'en sert sans y changer grand'chose et soutient, en fidèle serviteur, la cause de la bourgeoisie, diamétralement opposée aux intérêts de la classe ouvrière.

Nous avons depuis longtemps reconnu que cette attitude de la majorité socialiste allemande constituait une erreur grave. Mais, ainsi qu'en 1914, nous sommes enclins à condamner les fautes des autres, sans vouloir reconnaître les défauts de notre propre conduite.

Il nous faudra donc nous rappeler à ce sujet les écrits de Marx et d'Engels. Dans la préface du *Manifeste Communiste* nous trouvons la phrase suivante: „La Commune a notamment fourni la preuve de ce que la classe ouvrière ne peut simplement s'emparer d'un système d'administration quelconque, et s'en servir dans ses propres desseins.“

La „conception d'usage“ du socialisme marxiste donne une fausse interprétation à cette pensée. „Marx— nous explique-t-elle—accentue dans cette phrase la nécessité de l'évolution, qu'il oppose à la saisie brusque et subite du pouvoir par le prolétariat.“ Cette explication n'est qu'une des multiples falsifications de la doctrine socialiste. Nous apprenons par une lettre qu'il écrivit à Kugelmann le 13 avril 1871, la pensée exacte de Marx concernant la phrase en question: Voici ce qu'il y dit: „Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 *Brumaire*, tu trouveras que je considère nécessaire à la future tentative de Révolution en France, de *détruire* (souligné par Marx) complètement tout le système bureaucratique et militaire légué par l'ancien régime, au lieu de le rectifier et de s'en servir. Cette destruction sera la condition préliminaire d'une véritable révolution prolétarienne“. Dans cette phrase: „détruire complètement tout le système bureaucratique et militaire“ Marx indique l'un des principes de l'évolution vers le socialisme.

Les communistes russes et hongrois se sont conformés aux préceptes de Marx, ils ont ainsi contribué à ériger le pouvoir prolétarien.

Les adeptes des contrefaçons du socialisme ont amené la chute de la II-ème Internationale, et l'Allemagne nous montre les fruits de leur socialisme.

Le Dr. Max Adler publie dans la *Gazette Ouvrière de Vienne* une analyse critique des doctri-

nes Bolchévistes et Communistes. Dans cet ouvrage il les oppose l'une à l'autre, et relève comme point essentiel du Bolchévisme sa conception de la dictature prolétarienne. Les Bolchéviks, à ses yeux considèrent la dictature du Prolétariat non seulement comme une récusation complète de la démocratie, mais comme une forme de terrorisme. Il nous semble que l'auteur commet l'injustice de relever d'une façon trop marquée et de donner trop d'importance à un point très secondaire de la doctrine Bolchéviste.

Le point essentiel et caractéristique de cette doctrine et de ce régime c'est que Lénine détruisit le système d'administration bourgeois et qu'il créa sur ses ruines un système de „conseils de soldats et ouvriers“ (Soviets), organes jusque-là inconnus de la puissance prolétarienne. C'est là le grand mérite historique des Bolchéviks. Une analyse critique du Bolchévisme qui n'en fait pas mention, est non seulement incomplète, mais forcément condamnée à de fausses conclusions.

C'est aussi par cette lacune que s'explique la conception du Bolchévisme que se fait le camarade Adler, qui d'ailleurs dans la partie finale de son article se proclame disciple de Kautsky et du Centrisme; il découvre dans la variété des problèmes tactiques la seule différence entre le socialisme et le communisme. Ce serait juste si les socialistes n'avaient avant la Révolution Bolchéviste mis sous le boisseau leur idéal de Communisme. Mais maintenant, alors que les Indépendants d'Allemagne et d'Autriche et leurs partisans suisses, de peur des Bolchéviks, se proclament eux aussi Communistes ne différant des Bolchéviks qu'en des questions de tactique, personne ne consent plus à les croire et n'a plus confiance en eux.

Nous voilà devant les ruines de la II-ème Internationale. Avant de reconstruire la troisième, il faudra nous libérer des erreurs de la précédente. Ce furent non seulement des erreurs tactiques, mais aussi et surtout des méprises capitales. Il est inadmissible que les socialistes renient une seconde fois leurs principes et qu'ils assistent la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière.

Ces questions seront à discuter à l'occasion de l'élaboration du nouveau programme socialiste; il s'agit pour nous d'une révision totale de l'ancien programme. Le parti Socialiste Suisse se trouve devant une nouvelle orientation.

La plateforme de la Troisième Internationale en indique les bases.

Eugène MÜNCH.

LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS EN BAVIÈRE

Si l'on veut étudier les possibilités de développement de la « République des Soviets », proclamée à Munich dans les premiers jours d'avril, la question qui surgira en premier lieu sera: « Comment sont organisés ces Soviets en Bavière? » Car il est évident que la proclamation d'un gouvernement de Soviets dans la capitale d'un pays n'a de sens que s'il y a dans toutes les localités des organes qui peuvent assumer un tel changement de pouvoir dans tout le pays et qui le veulent. On ne peut éliminer une Diète, les députés, les districts électoraux et les électeurs que lorsqu'on peut mettre à leur place un Congrès d'hommes capables et valides et tout l'appareil dirigeant de conseillers des districts, de localités et d'agents actifs du pouvoir. Or, que voyons-nous en Bavière?

Le premier essai d'établir un gouvernement des Soviets en Bavière eut lieu vers la fin de février, après l'assassinat d'Eisner, et les formes, sous lesquelles cet événement se déroula, donnent une réponse très claire à la question que l'on vient de poser. Le Soviet révolutionnaire provisoire central, pris dans les premiers jours de l'émeute parmi les conseillers municipaux de Munich fortement radicalisés, convoqua immédiatement un Congrès des conseillers ruraux de tout le pays, Congrès qui devait lui donner un mandat officiel et par là s'ériger lui-même comme la plus haute instance gouvernante du pays. Mais le Congrès convoqué s'abstint de cet acte d'autorité, se déclara « incompétent » (plutôt incapable) et rappela la Diète dissoute.

Les auteurs principaux de cette décision furent naturellement les socialistes du Kaiser, représentés au Congrès des conseillers. Cependant les considérations opportunistes sur lesquelles ils fondaient leur attitude, avaient d'autres bases que d'éloigner les partisans possibles de Scheidemann, Allemands du Nord, de la question d'une Assemblée nationale. Les vrais représentants de l'idéologie « démocratique » dans la démocratie socialiste bavaroise se trouvaient par là éliminés, ou ne fût-ce que momentanément éloignés (les ci-devant ministres Auer, Hoffman et Timm, par la division qui s'est produite dans la Diète des industriels de Munich, Franz Schmidt par sa tenue profondément compromettante au cours des dernières réunions du conseil des ouvriers de Munich). En principe, les membres restants du Congrès des conseillers, appartenant à sa majorité étaient presque unanimement d'accord sur l'établissement du système de Soviets comme organisation gouvernementale de l'Etat (et c'était le résultat de l'orientation—très lente mais toujours progressive—des masses ouvrières vers la gauche); ils n'étaient gênés pour une adhésion décisive que par des considérations de politique réaliste (realpolitik) du point de vue de la structure spéciale, économique et sociale, de la Bavière; considérations qui les poussaient à croire que l'établissement d'un gouvernement de Soviets était impraticable pour le pays. Cette opinion qui d'ailleurs

a été partagée pendant longtemps par la plupart des membres du parti des « indépendants » bavarois—ne manque pas de raisons d'être positives. La Bavière est par excellence un pays d'agriculture et, à la différence des provinces agraires du Nord-Est de l'Allemagne, ce sont les paysans d'aisance moyenne qui y sont les propriétaires du sol. Les grandes propriétés, au service desquelles des journaliers, ou valets de ferme loués à l'année (comme en Prusse), doivent faire tous les travaux exigés par l'exploitation, sont aussi peu connues en Bavière que les misérables « lots minuscules » des pauvres paysans qu'on trouve ailleurs. En ce qui concerne l'industrie, par exemple nous voyons que Munich, la plus grande ville du pays, n'a que 6 ou 7 grandes entreprises industrielles, dont toutefois aucune n'approche ni en nombre d'ouvriers occupés, ni en rendement, la moins importante des grandes entreprises des régions industrielles de l'Allemagne du Nord. A cela vient s'ajouter encore le fait qu'à Munich les arrivées et les départs d'ouvriers industriels (venant des campagnes et partant pour y revenir) sont plus nombreuses que dans aucune autre ville de l'Allemagne, ce qui empêche la formation d'un prolétariat local stable. A peine si, sous ce rapport, on peut parler de Nuremberg, de Furth et d'Augsbourg, et peut être encore de quelques petites villes industrielles provinciales, qui auraient pu fournir une majorité tant soit peu marquante de prolétaires industriels. Du point de vue social ce fait indique avant tout que les contrastes de classes ne sont extérieurement que très faiblement prononcés dans ce pays, sont peu sensibles, et qu'il n'y a par conséquent pas de matière pour adopter une attitude belliqueuse immédiate. Ces réelles particularités de la structure économique et sociale de la Bavière doivent certainement être prises en considération et elles rendent la position des membres de la majorité bavaroise plus dangereuse que celle de leurs soutiens et amis du Nord de l'Allemagne, derrière la grimace opportuniste desquels se dressent les faits nus et incontestables de l'existence de masses souffrantes, affamées, du prolétariat des grandes villes et des misérables journaliers des campagnes.

Cependant le raisonnement des majoritaires bavarois est aussi faux et s'ils pouvaient penser, s'ils étaient ne fût-ce qu'un peu révolutionnaires, surtout s'ils avaient ne fût-ce qu'une faible idée du principe organisateur nouveau de la révolution sociale de notre époque—les Soviets—s'ils pouvaient comprendre ce principe, ils auraient dû s'apercevoir eux-mêmes qu'ils sont pour le moment dans l'erreur en raisonnant ainsi! Parce que ce « faible relief » des contrastes de classe n'est (naturellement) qu'apparent, parce que la lutte des classes dans cette forme dissimulée est particulièrement dangereuse pour les ouvriers, parce que la victoire de la bourgeoisie parvient par là à s'ancre dans les masses mêmes des opprimés et menace de s'y éterniser.

Ayant justement ces conditions en vue, le devoir des partisans de l'idée de la lutte des classes est de s'appliquer tout particulièrement à renforcer par tous les moyens de propagande dialectique et pratique la conscience de classe, à éveiller le désir de lutter pour le pouvoir et à créer par leur front de bataille dans les Soviets un moyen d'expression politique, ces Soviets devant être une organisation des couches prolétariennes de la population excluant absolument toutes les autres tendances.

Les majoritaires indécis du Congrès des conseillers auraient eu raison s'ils avaient dit: «Nous sommes contre l'établissement immédiat d'une république des Soviets parce que nous n'avons pas de soviétistes qui pourraient lui servir de soutiens». Parce que de fait, c'est le cas; il n'y a encore jamais eu en Bavière de soviétistes, qui se soient rendus compte de leur vraie tâche: l'organisation des couches purement prolétariennes de la population pour les préparer à vouloir et à exécuter la conquête du pouvoir, et qui se soient conséquemment indépendamment groupés pour sauvegarder leur intransigeance. Après que quelques soviétistes révolutionnaires isolés, — et non des Conseils d'ouvriers et de soldats «élus selon l'usage» — aient su (dans les premiers jours de novembre) organiser en Bavière le mouvement révolutionnaire des masses et les aient concentrées, prêtant ainsi aide et secours au gouvernement Eisner pour arriver au pouvoir, leur exemple réveilla incontestablement partout la tendance, inconsciente encore, à former des Soviets d'après le modèle russe. Seulement, de ce «modèle russe» personne n'avait aucune idée et ces révolutionnaires tombèrent immédiatement dans la vieille ornière démocratique de représentation de «tous les intérêts». Vers le milieu de décembre prit un décret, signé par le «socialiste d'Empire» Auer, ordonnant l'élection, «dans l'ordre usité», de tous les Soviets. L'ordre d'élection établi par ce décret annula complètement le caractère politique et militant des Soviets. A côté des représentants d'entreprises siégeaient les délégués des commerçants, des négociants et même des professeurs bourgeois, qualifiés représentants «d'ouvriers instruits». Les uniques éléments révolutionnaires dans les «Conseils municipaux» étaient les restes des Soviets d'ouvriers, qui avaient été nommés dans le commencement et qu'on avait pu en exclure. Il ne restait d'autre tâche, à ces Soviets qu'un semblant de contrôle sur les organes du gouvernement des communes et des fonctions plus ou moins actives dans le domaine de l'industrie. Dans le courant de cinq mois nulle part il n'y a eu de nouvelles élections pour les Soviets, dans lesquels naturellement siégeaient aussi la plupart des anciens employés d'entreprises industrielles et, dans les campagnes des employés des services communaux. Pendant que, par suite de la pression économique des masses et de la propagande éclairée du parti communiste allemand (qui gagnait lentement de leur force et le désir de lutter grandissant la conscience de leur force et le désir de lutter grandissant chez les classes populaires, dans les Soviets disaient pour n'importe quel travail s'évaporerait à tout intérêt pour n'importe quel travail politique et de précaution de plan d'action politique; et bientôt les Soviets devinrent des parloles, semblables aux anciens Parlements.

Il ne faut donc pas plus d'explications, pour faire comprendre que les représentants de tels Soviets

ne pouvaient, malgré la meilleure volonté, se décider à s'ériger en gouvernement, c'est-à-dire à rétablir effectivement la dictature du prolétariat. On peut aussi mesurer la valeur de la première proclamation de la République Bavaroise des Soviets, en date du 7 avril, si l'on considère que les personnes mêmes qui décidaient alors l'établissement du système des Soviets, quelques semaines à peine, auparavant se débattaient des pieds et des mains contre ce système. Comment se faisait-il? Il est facile de le comprendre par ce qui suit: le Congrès des Soviets du mois de février s'était — pour des considérations opportunistes — prononcé pour le rappel des membres de la Diète, mais il avait été assez révolutionnaire pour confirmer une motion déclarant que cette Diète ne devait être convoquée que pour une courte période de temps, et que la tâche unique qui lui était assignée, consistait dans la confirmation d'un ministère présenté par le Congrès. Lorsque plus tard la Diète ne voulut pas donner son assentiment à cette mesure et, croyant que la faiblesse et le manque d'union des membres du Congrès l'empêcheraient de changer le ministère proposé, décida de siéger de son propre chef, les socialistes majoritaires du Congrès croyaient aussi que seule la République des Soviets pourrait sauver les «conquêtes de la révolution». La réunion de la Diète fut empêchée et la république bavaroise des Soviets proclamée. Au point de vue formel cet acte était très important, surtout parce qu'on pouvait compter sur l'appui des Soviets de tout le pays, dont les représentants officiels avaient soutenu cette décision de leur autorité. Mais en réalité cette décision était nulle. Les chefs du parti Communiste à Munich le comprenaient bien et refusèrent leur concours pour cette raison. Mais ils s'aperçurent encore d'autre chose. Ils virent que, sous la pression de plus en plus forte du régime capitaliste désorganisé et détruit, un obstacle allait se dresser contre un arrêt dans le développement des Conseils sous la forme de la radicalisation toujours grandissante des masses populaires. C'est pourquoi ils purent se risquer à prononcer le mot d'ordre pour l'établissement d'un vrai système de Soviets gouvernants, c'est à dire pour la prise en mains de la totalité du pouvoir par le seul prolétariat. Il parait qu'ils ont réussi à Munich, en éliminant ceux des conseillers, qui depuis longtemps n'étaient plus les représentants de la masse prolétarienne, à se mettre en rapport immédiat complet avec ces masses et par là à arriver à prendre réellement le pouvoir. Il était évident que cela ne pouvait avoir de succès dans tout le pays, après tout ce que nous avons dit plus haut, d'autant plus que l'organisation du parti communiste n'était pas encore suffisamment avancée pour — ce qu'elle aurait tout de même pu faire — remplacer où il le fallait les membres du Soviet manquants par des gens capables de travailler — ce qu'elle aurait tout de même pu tenter. Nous le verrons probablement comme nous verrons le renversement de ces communaux pleins de promesses, par le gouvernement socialiste de Hoffmann, peut-être avec l'aide des «camarades» qui ont aussi, le 7 avril, voté pour le «gouvernement des Soviets». Nous espérons que les communistes réussiront à sauver leur organisation et à la maintenir apte au travail, afin que les expériences des jours de lutte puissent être utilisées et que la possibilité nous reste de garder surtout les germes de l'avenir, dont le développement créera les Soviets.

Par une propagande infatigable, par l'établissement et la mise en évidence des points les plus importants du programme d'action pour toutes les couches prolétariennes et demi-prolétariennes de la population, par l'indication et l'explication des contrastes entre les classes sociales, par le développement de la combattivité, et finalement par la réorganisation des Soviets en des assemblées prolétariennes ayant conscience des injustices de classes, par les conquêtes des communistes—

par tous ces moyens préparer si bien le moment de la prise en mains du pouvoir qu'aucune force au monde ne puisse plus s'opposer à la prépondérance organisée des classes opprimées, telle est la tâche qui nous reste et qui mènera la Bavière aussi—malgré les particularités de sa «structure économique et sociale»—vers le but désiré.

Victor ROEBIG.

LA MARCHÉ DE LA RÉVOLUTION EN HONGRIE

A la fin d'octobre, au front italien, les fusils se turent et dans les garnisons, les troupes refusèrent l'obéissance. Ainsi s'écroura le bloc agraire-financier qui régnait sur la Hongrie, s'appuyant sur les baïonnettes et sur l'obéissance passive des soldats.

Un gouvernement social-démocrate petit bourgeois se forma. Son programme était de créer une démocratie capitaliste et de rétablir la production sur des bases capitalistes. Mais on avait compté sans le maître. Déjà dès les premières explosions révolutionnaires des Soviets de producteurs s'étaient formés partout, s'étaient emparés des fabriques, où ils avaient acquis une influence exclusive et avaient présenté de larges revendications. Le gouvernement s'efforça il est vrai d'anéantir ces conquêtes, mais ses efforts furent infructueux parce qu'il n'avait pas de force armée. L'armée était désorganisée et malgré tous ses efforts le gouvernement ne réussit pas à créer de nouveaux cadres sûrs. L'Entente, par sa tactique acheva de débiliter la bourgeoisie. Elle occupa de vastes contrées et principalement celles qui fournissaient à la production des matières premières. Les efforts de la bourgeoisie d'arrêter le nouveau système à sa perte au moyen de sabotage provoquèrent une réaction énergique de la part des ouvriers et perdirent définitivement la position de la bourgeoisie.

La Hongrie est un pays principalement agricole, circonstance à première vue favorable au nouvel état de choses. Le gouvernement tenta d'accomplir une réforme agraire qui aurait considérablement accru et renforcé la petite propriété créant ainsi toute une catégorie de petits propriétaires, c'est-à-dire de petits bourgeois du système capitaliste. Mais cette tentative échoua grâce à l'opposition des journaliers agricoles et des paysans les plus pauvres. La Hongrie possède de vastes plaines assez bien cultivées. On avait l'intention de les partager en petits lots et de les affermer, aux journaliers mais il fut impossible, quant à présent, de fournir à tous ces nouveaux petits paysans, de bétail et d'instruments agricoles. Ces installations sur des parcelles, sans constructions rurales, sans outillages et payés en outre à haut prix provoquèrent des protestations de la part des journaliers agricoles et des paysans les plus pauvres. En beaucoup d'endroits il s'emparèrent en commun de grandes propriétés et y continuèrent le travail en camaraderie.

Dans une telle situation politico-économique l'agitation communiste était d'une activité fiévreuse: en 15 semaines le parti distribua plus de littérature de propagande qu'en 15 ans. Le journal du parti et son organe scientifique avaient un grand tirage et étaient très demandés chez les ouvriers. Toutes les mesures économiques du gouvernement étaient soumises à une sévère critique, à chaque faux pas en politique nous opposions la bonne marche. Le gouvernement petit bourgeois et socialiste persécutait cruellement les communistes, ne faisant qu'accroître ainsi le nombre de leurs adhérents parmi les ouvriers.

Les choses en étaient là au début de mars. On préparait les élections pour l'Assemblée Nationale. L'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche allemande ne permettait pas de douter qu'une majorité social-démocrate se formerait. Et pourtant les ouvriers n'étaient pas disposés à céder le pouvoir à une majorité bourgeoise. Le Parti Social-Démocrate déclara ouvertement qu'il ne reconnaîtrait le résultat des élections qu'au cas où elles lui seraient favorables. Il menaga de dissoudre le Parlement par la force.

C'était une attaque ouverte contre la démocratie bourgeoise. L'un après l'autre les partis radicaux bourgeois se désintéressaient des élections tandis que la contre-révolution se préparait ouvertement au combat.

A cette difficile situation intérieure s'ajouta l'aggravation de la situation extérieure. L'Entente augmentait de jour en jour ses prétentions. Au début de mars, elle exigeait livraison aux Tchéco-Slovaques de la flotte et des quais du Danube et le 19 mars elle adressa au gouvernement la fameuse note de Lobi. Comme à ce moment il fut prouvé que le gouvernement ne pouvait se maintenir conclut lui-même et démissionna le 21 mars.

Marx indiquait dès sa jeunesse qu'étant donné un développement partiel du capitalisme, une révolution purement capitaliste et démocratique est impossible. Mais, si les ouvriers prennent le pouvoir, ils s'en servent pour défendre leurs propres intérêts. Les événements en Hongrie resteront une justification classique de cette pensée.

Julius ALPARI.

(Budapest).

LA HONGRIE COMMUNISTE

Pour celui qui se tient à l'écart des événements politiques, il aurait semblé—il y a six semaines—tout à fait impossible qu'une république des soviets puisse s'établir en Hongrie. Le prolétariat hongrois était divisé en deux fractions; l'une, incomparablement plus nombreuse, appartenait au parti social-démocrate; l'autre, bien moindre en nombre, mais se comportant sous le rapport politique avec beaucoup plus de ténacité et d'assurance, appartenait au parti communiste. Ces deux fractions paraissaient être en violent désaccord entre elles; les meneurs de la fraction communiste furent même emprisonnés et cela sur un ordre d'un gouvernement dans la composition duquel se trouvaient quatre ministres social-démocrates. Bientôt, après l'arrestation des meneurs, le prolétariat hongrois s'empara de la direction des affaires dans tout le pays, et se plaçant en principe sur le terrain du régime des Soviets, proclama la dictature du prolétariat. Depuis les chefs du parti ci-devant social-démocrate travaillent en parfait accord avec les communistes à la consolidation de cette dictature. Parmi les commissaires des Soviets se trouvent deux anciens ministres qui, dans le temps avaient consenti à l'arrestation des chefs de la fraction communiste. Actuellement une union absolue s'est établie dans les rangs du prolétariat hongrois; lors de l'union des deux fractions trois seulement des anciens chefs du parti social-démocrate se sont isolés du reste: Garami, l'intelligent socialiste hongrois ci-devant ministre du Commerce, Buchinger, secrétaire du parti et Peidl, typographe, ministre sans portefeuille; ils ne consentirent pas à se placer sur le terrain de la dictature.

Ce changement particulier n'a été possible que parce que le parti social-démocrate hongrois est incomparablement plus radical que ces partis ne le sont dans l'Europe occidentale; en Hongrie ce parti—à quelques insignifiantes exceptions près—était éloigné de tout socialisme patriotique. Pendant la guerre il n'y eut pas de paix civile; la lutte des classes du prolétariat continua et prit souvent des formes très marquées pendant le cours des hostilités. Ce qui facilita le passage de la base social-démocrate à la politique communiste.

— Mais ce qui a déterminé les meneurs du parti social-démocrate, partisans des doctrines de Karl Marx—et avant tout l'auteur du présent article—à changer en principe leur politique c'a été la conviction qu'en Hongrie (et probablement dans tous les autres pays) le rétablissement de la production sur des bases capitalistes était impossible. La première révolution hongroise a éliminé le militarisme si radicalement, qu'il a été tout à fait impossible pour les classes dirigeantes de se servir de la force armée contre le prolétariat; l'un des soutiens absolument indispensables de toute production capitaliste, qui peut quand il le faut forcer les ouvriers à travailler, la force armée, manqua donc. En Hongrie, lors de la première révolution, l'armée fut complètement dissoute; aucune des organisations et formations militaires ne resta intacte, ce qui fit qu'il n'y avait plus de centre collectif qui, comme nous le voyons en Allemagne, aurait pu servir de point de

ralliement pour toute espèce d'organisations contre-révolutionnaires. Ce qui fut nouvellement formé—comme force militaire—après la première révolution, fut beaucoup plus proche du prolétariat que de la bourgeoisie; il fut par conséquent tout à fait hors de question de penser à employer ces troupes nouvellement formées, qui avaient leurs Soviets militaires et leur système de délégués de confiance, pour une action contre le prolétariat.

Il est facile à comprendre que, dans ces conditions, les augmentations de salaires, que le prolétariat réclamait, devaient être consenties par les capitalistes, parce que, dans le cas contraire, les ouvriers auraient pu employer la force contre eux et leurs employés. Mais comme à des salaires élevés la production devenait onéreuse pour les capitalistes, ces derniers se retirèrent des entreprises et tout le système capitaliste s'arrêta net. Et naturellement, les demandes d'augmentation de salaires montèrent proportionnellement.—Ainsi tout le système du travail de production tournait dans un cercle vicieux et il est évident que les réclamations des ouvriers, qui n'étaient pas tenus en échec par une force militaire intacte, ne pouvaient être satisfaites si le système capitaliste continuait à subsister, d'autant moins que, à cause de la longue durée des hostilités, l'appareil de production hongrois avait grandement souffert. Tout marxiste clairvoyant devait donc se rendre compte de ce que toute l'existence économique du pays allait vers la ruine absolue si le système capitaliste était maintenu et que la réorganisation de la production n'était possible que dans le cas où tous les obstacles capitalistes au développement économique seraient éloignés d'un seul coup et la vie économique du pays soumise entièrement à la dictature du prolétariat.

Le passage du pouvoir politique entre les mains du prolétariat hongrois lui a été facilité par le fait, que les impérialistes des gouvernements de l'Entente voulaient dicter à la Hongrie des conditions de paix telles, que le gouvernement social-démocrate et de coalition bourgeoise de ce pays ne voulait pas les accepter, sans toutefois avoir le courage de les refuser; et il décida en manière d'échappatoire, de démissionner et de passer tout le pouvoir gouvernemental au prolétariat. Les bourgeois croyaient transmettre le pouvoir au parti social-démocrate et ont été certainement très désagréablement surpris en s'apercevant qu'ils avaient en somme ouvert le chemin à la dictature du prolétariat. La démission du gouvernement bourgeois a donné au prolétariat le moyen de prendre en mains, sans la moindre effusion de sang, d'un seul coup, tout le pouvoir politique dans tout le pays.

Après que l'union des deux fractions se fut accomplie et que la dictature du prolétariat eut été proclamée, un travail févreux commença immédiatement en faveur d'une rapide socialisation de la production. Dès le premier jour du nouveau gouvernement toutes les institutions de crédit furent déclarées propriété de l'État, les dépôts, valeurs, titres, caisses de sûreté («saves») des bourgeois furent saisis et il ne leur fut permis que de retirer, au plus, 2000 couronnes par mois.

Toutes les entreprises industrielles qui occupaient plus de 20 ouvriers, ou celles qui n'étaient pas de petites entreprises furent déclarées propriété de l'Etat sans payement d'indemnité aux anciens propriétaires. Chaque propriété foncière, dépassant la mesure de terrain qu'un paysan peut exploiter avec l'aide de sa famille, fut enlevée sans indemnité aucune à son ancien propriétaire et remise à des journaliers agricoles dépourvus de terre pour l'exploitation. Le sol est devenu propriété de l'Etat; les ouvriers, formés en associations, sont employés par l'Etat. L'exploitation des grandes propriétés se fait sous la surveillance et la direction d'employés agriculteurs instruits; aucune division du terrain en lots ou parcelles n'est admise. Le même sort frappa les maisons de rapport, arrangées pour être louées à des locataires, que le prolétariat n'avait pas acquises ou construites lui-même, mais ne faisait que louer; elles furent toutes expropriées par l'Etat sans payement d'indemnité aux anciens propriétaires.

Le règlement de la situation économique, mené rapidement, avance aussi: on établit maintenant une administration centrale pour emmagasiner et distribuer toutes les matières brutes et les articles à demi-fabriqués; la production totale des branches les plus importantes de l'industrie, la houille, le bois, le fer, le sucre, les machines, etc., est réunie aussi dans une administration centrale; la production de toutes les entreprises et exploitations est annoncée à cette administration par des rapports hebdomadaires; toutes les données sur la production se trouvent ainsi concentrées dans ce service public. Un conseil supérieur décide sur les principes de la distribution et des dispositions à prendre

pour l'emploi postérieur de toutes ces matières. On a établi en plus une administration qui règle et contrôle le total du commerce extérieur, importation et exportation. Comme on peut en juger par ce qui précède, le travail de rétablissement des conditions économiques de la vie a marché en Hongrie bien plus rapidement qu'en Russie; cela a été possible: 1) parce qu'en Hongrie il n'y a eu pendant tout un mois ni mouvement contre-révolutionnaire, ni guerre extérieure; 2) parce que le pays est petit et que par conséquent le travail d'organisation peut se faire bien plus facilement que dans un pays de grande étendue; 3) enfin parce que jusqu'à présent nous ne nous sommes heurtés à aucun sabotage de la part des classes intellectuelles (c'est-à-dire ayant reçu une instruction supérieure); au contraire, les ingénieurs, les chimistes, les employés des services de l'Etat et les employés des entreprises privées sont jusqu'à présent totalement à la disposition du gouvernement des Soviets.

Il va sans dire que ce travail pacifique est grandement dérangé par les menées des hobereaux roumains; le travail régulier a dû être interrompu à cause de cette résistance (non sans succès) et les forces totales du prolétariat ont dû être employées à la défense du pays. Nous espérons que nous réussirons tout de même à parer les attaques de nos adversaires et que nous pourrons bientôt mener à bonne fin, avec un plein succès, le travail d'organisation déjà commencé.

Eugène VARGA

(Commissaire du peuple pour la Production Industrielle socialisée, Budapest).

A LA DÉFENSE DE ROSA LUXEMBOURG

Tous ceux qui ont connu la grande âme généreuse de Rosa Luxembourg protesteront avec la plus grande énergie contre la page des souvenirs publiée par la citoyenne Louise Kautsky (N° 36 de la „Freiheit“, du 20 janvier) sur l'assassinée et intitulée *A la mémoire de Rosa Luxembourg*. Il me répugne de soulever une discussion autour d'une morte, au bord d'une tombe encore ouverte. La vérité et l'amitié m'obligent à protester cependant contre certaines affirmations de Louise Kautsky. Les nombreux ennemis de Rosa Luxembourg ont caricaturé sa personnalité si marquante et j'estime de mon devoir non seulement envers la morte, mais encore vis-à-vis des vivants d'empêcher que cette caricature soit rendue encore plus laide et plus grossière par les traits qu'y ajoutent certains amis.

Louise Kautsky dit vrai quand elle affirme en parlant de l'esprit militant de Rosa Luxembourg „qu'elle n'épargnait pas ses amis les plus vieux et les meilleurs“. Mais en amie intelligente de la défunte la citoyenne Louise Kautsky aurait dû relever d'autres choses aussi: elle aurait dû dire avec quelle patience infatigable et pleine d'égards Rosa Luxembourg lutta pour l'esprit, pour l'âme de ses plus vieux amis avant de les combattre. Combien grande

était sa douleur lorsqu'elle se voyait obligée de lever les armes contre un de ses anciens alliés, combien amère était sa déception lorsque la persistance de l'ancien ami dans la lutte, l'usage qu'il faisait de telles armes lui montrait qu'il n'était pas à la hauteur morale et humaine où elle le plaçait. Oui, certes, Rosa Luxembourg n'avait pas épargné même son ami le plus ancien lorsque en toute honnêteté de jugement elle avait cru voir en lui un adversaire faisant tort à la lutte prolétarienne des classes. Pour elle la cause était toujours au dessus de l'homme. Quand elle crut de son devoir de lutter contre le plus ancien de ses amis, elle mit en œuvre toutes les armes dont elle disposait. Les grosses pièces de sa science approfondie et de sa pensée philosophique très mûrie, les coups sûrs d'une brillante dialectique, le fleuret élégant de l'ironie, de l'esprit, de la raillerie. Jamais pourtant elle ne s'est servie des armes indignes. Rosa Luxembourg était une nature foncièrement noble, incapable de payer ses détracteurs en monnaie égale et d'avoir recours à des moyens ignobles lors même qu'on s'en était servi contre elle.

Louise Kautsky n'est donc pas juste quand elle définit dans les termes suivants l'attitude militante de Rosa Luxembourg: „Malheureusement elle agis-

sait dans ces cas-là comme Lénine qu'elle admirait et qui cité un jour devant le tribunal du parti pour avoir calomnié un camarade déclara ceci : „Contre un adversaire politique — surtout s'il appartient à notre camp (socialiste) — il faut combattre avec des armes empoisonnées — en cherchant à soulever contre lui les pires soupçons“.

Je doute fort, soit dit en passant, que ces paroles puissent servir à caractériser le grand chef bolchévique. Je sais par l'histoire du mouvement russe et aussi par l'expérience personnelle que le camarade Lénine est un adversaire tenace et redoutable. Mais je n'ai jamais vu la calomnie figurant au nombre de ses armes. Avant de reconnaître la force d'un tel argument, il faudrait donc se rendre compte dans quelles circonstances et par rapport à quoi auraient été prononcées les paroles citées.

Louise Kautsky aurait dû se garder, à ce qu'il me semble, dans sa *page de souvenirs* de quitter à la fin le terrain purement personnel et de passer au domaine politique pour indiquer un changement inexplicable dans les idées et l'attitude de Rosa Luxembourg. J'apprécie pleinement et sympathiquement tout ce que Louise Kautsky aspire à faire pour le socialisme dans son milieu et conformément à sa nature. Je ne lui dispute aucunement le droit d'avoir des idées à elle sur les événements dans le camp du socialisme international. Mais il n'en est pas moins vrai que dans la lutte pour le socialisme elle ne fait que partager les sentiments des autres sans participer elle-même au mouvement d'une manière active et personnelle. C'est pourquoi, malgré son effort d'impartialité, elle ne sait pas se faire un jugement juste et indépendant sur les personnes et les choses. Elle les observe dans la perspective de son milieu, en femme qui comprend la lutte de l'homme et la suit avec sympathie sans se trouver elle-même dans la mêlée. Rosa Luxembourg, tout au contraire, était toujours là où les balles sifflaient le plus et observait les choses du haut de la tour qu'elle s'était bâtie elle-même.

Il n'est donc pas étonnant que l'une d'elles ait pris toutes les peines pour arriver à une conception historique bien pesée de la révolution russe, tandis que l'autre, sûre d'elle et ayant la sentence toute prête d'avance, s'est érigée en juge de „l'hérésie bolchévique“ dont une intelligence claire s'est étrangement laissée aveugler : à tel point que Rosa voulait répéter en Allemagne les expériences avortées des Russes“. J'aime autant laisser sans y toucher ce jugement écrasant sur la révolution russe, dans la certitude que „les expériences avortées des Russes“ continueront leur œuvre créatrice dans l'histoire lorsque les rats mêmes n'auront plus souci de ce que les pédants socialistes auront écrit sur elles. L'attitude de Rosa Luxembourg envers la révolution russe de novembre et la république des Soviets était ferme et claire. Il ne faut pas la juger d'après des paroles dites à telle ou telle autre occasion sur des personnes et des événements, d'après des paroles comme il en échappe sous l'influence

des choses et du moment aux personnes impressionnables et d'une sensibilité finement différenciée. Rosa Luxembourg appréciait le bolchévisme pour se servir du nom abrégé de cet „épouvantail des bourgeois“ dans sa totalité; elle en reconnaissait la grande valeur historique, et critiquait les détails de l'action bolchévique lorsqu'ils lui paraissaient appeler la critique. Son sens politique et son tact personnel lui dictaient toutefois une conduite contraire à celle de Louise Kautsky qui, elle, obéissait à son besoin de consistance dans l'action politique. Rosa Luxembourg ne se souvint pas d'anciennes querelles et de jugements d'autrefois au moment même où les mouchards et les sbires d'Ebert et de Noske s'attachaient aux talons de Radek.

Je n'éprouve aucun désir de m'expliquer au juste avec Louise Kautsky dans le cadre restreint de cette notice sur ce qu'il en est des „méthodes bolchévistes“ que Rosa „approuvait et que, malheureusement, elle commençait même à mettre en pratique“. Il suffit de dire que ces méthodes ne correspondent guère au tableau tracé sur le mur par le chef du flanc droit du Parti Socialiste Indépendant dans les intérêts d'une politique chancelante et timide — tableau qui ne diffère pas sensiblement de l'épouvantail „bolchéviste“ et „spartakiste“ des socialistes gouvernementaux. Mais laissons les „méthodes bolchévistes“... C'est manquer de jugement que vouloir expliquer par ce mot courant l'étouffement de la révolte du janvier à Berlin. Autant dire que la Commune de Paris est tombée pour avoir anticipé l'hérésie et les méthodes bolchévistes, Rosa Luxembourg n'a pas emprunté sa tactique militante à la révolution russe. Elle l'a plutôt puisée dans l'étude approfondie et lumineuse du mouvement international. Dans les intérêts de la cause allemande elle a basé sa tactique sur la situation en Allemagne — non pas toutefois sur celle d'une période écoulée de lente évolution, mais sur celle du moment orageux et de la révolution que nous traversons depuis l'avènement et le développement de l'impérialisme.

Que mon amie Louise Kautsky ne m'en veuille pas si je dis ce que je pense. C'est l'amie reconnaissante de Rosa Luxembourg qui a commencé la *page de souvenirs* et c'est la femme de Karl Kautsky qui l'a terminée. Rosa Luxembourg aurait été la dernière à le lui reprocher. Consciente de sa liberté d'esprit à elle, Rosa Luxembourg était très indulgente pour toute dépendance d'âme chez les autres. Mais ce ne sera pas Louise Kautsky qui d'un air de juge condescendant prononcera le dernier mot sur „l'aveuglement“ et „les méthodes bolchévistes“ de Rosa Luxembourg. Ce dernier mot — c'est l'histoire qui le dira. Et nous, tous, qui sommes fiers d'avoir été les amis et les compagnons d'armes de Rosa Luxembourg, nous attendons tranquillement le jugement de l'histoire.

Clara ZETKIN

LA SITUATION ACTUELLE EN FRANCE

(Observations et impressions)

Pour caractériser la situation révolutionnaire d'un pays en fermentation, nous avons trois sortes de symptômes. En premier lieu la désagrégation des classes gouvernantes et leur incapacité de liquider les questions posées à l'ordre du jour. En second lieu l'évidence d'un profond mécontentement des masses et enfin, en troisième lieu, l'organisation par suite de ce fait de la partie la plus active et la plus consciente en parti révolutionnaire communiste. Je traiterai principalement dans cet article les deux premiers facteurs d'un caractère objectif et je commencerai d'abord par la question la plus pénible et la plus importante pour nous, celle de l'intervention. La question d'une intervention militaire dans les affaires russes peut être considérée en France comme définitivement liquidée. La politique que les classes gouvernantes ont soutenue à l'égard de la Russie depuis la paix de Brest-Litovsk a subi un échec définitif.

Sans insister sur ce fait qu'après la révolution allemande l'intervention perdit aux yeux du grand public son caractère antérieur, il faut reconnaître que le moment décisif pour la liquidation du principe de l'intervention directe en Russie a été marqué par nos brillants succès dans le sud. La presse bourgeoise en France qui, jusqu'à ce moment, présentait l'armée russe comme un ramassis d'aventuriers, de bandits, de pillards, de poltrons et de déserteurs, fut obligée de changer de ton. L'armée rouge fut reconnue, sous les rapports de la combativité et de la préparation technique, par les ennemis les plus exaspérés de la révolution ouvrière russe. La presse française se mit à publier des articles où l'on parlait du grand enthousiasme de troupes russes au combat, de leur aptitude à s'orienter dans des circonstances stratégiques très compliquées, de leur bonne préparation technique, du puissant appareil d'agitation dont elles disposent et dont l'influence sur les soldats étrangers venus en contact avec elles est décisive. Dans un rapport secret adressé par un officier très en vue de l'état-major, qui se trouvait près de Tiraspol, toutes ces qualités de l'armée russe ont été justement appréciées. Une autre des causes directes qui ont discrédité l'intervention ça été son extrême impopularité dans les plus larges couches de la population. Les journaux socialistes ont publié une série de lettres tant de soldats mêmes, quo de leurs parents, et de personnes appartenant à diverses catégories de la population. Dans ces lettres, tous, à commencer par le petit rentier pour finir par l'ouvrier et par le paysan français, tous condamnaient l'intervention militaire en Russie qui, à leurs yeux, constituait pour la France une inféconde dépense de force. Déjà des personnes appartenant aux milieux d'affaires et notamment un gros industriel français ayant séjourné en Russie et intéressé dans les relations économiques avec notre pays commencèrent une certaine opposition à la politique interventionniste. Parallèlement à cela des faits d'insubordination ouverte au commandement se manifestèrent parmi les troupes françaises du front oriental. A la

Commission parlementaire des Affaires Etrangères ou reçut un rapport du front oriental où étaient consignés des faits de mutinerie de soldats exigeant le retour au pays.

A Odessa par exemple les troupes françaises se démoralisèrent complètement bien avant l'approche des troupes ukrainiennes. Le même rapport remarquait que les populations sur les concours desquels comptaient les autorités françaises recevaient partout les troupes de débarquement avec une extrême hostilité, comme une force d'occupation étrangère. Les choses allèrent si loin que sur le vaisseau-amiral *La Provence* les matelots exigèrent le retour immédiat en France et la cessation des hostilités contre la Russie des Soviets. Un fait analogue se produisit avec les soldats revenus en permission en France à bord du bâtiment *Australia*. Près de 5000 soldats exigèrent en cours de route leur démobilisation, désarmèrent et arrêtaient les officiers français les informant qu'ils les relâcheraient seulement à la condition qu'en arrivant dans un port français aucun des soldats ne serait arrêté et que tous pourraient librement rentrer chez eux. Un général français fut envoyé à bord et tenta d'agir sur les mutins par des promesses et des menaces, mais il finit par être lui-même retenu prisonnier et obligé d'envoyer à son gouvernement un télégramme proposant de faire des concessions à la garnison révoltée. Deux torpilleurs envoyés sur les lieux refusèrent de combattre les soldats. Après quoi le gouvernement français entra dans la voie des concessions, les soldats débarquèrent sans encombre et rentrèrent chez eux. Un tel état d'esprit crée certainement un terrain extrêmement favorable à l'agitation de la gauche internationaliste du parti socialiste français, qui, depuis le congrès de juillet dernier est devenue la majorité. A la tête de ce mouvement s'est mis le député socialiste, Marcel Cachin qui depuis la révolution allemande a passé de l'aile droite à l'aile gauche. Le point culminant de l'agitation fut marqué par la question posée au parlement par la fraction socialiste qui remarquons-le fut dans cette circonstance unanime. Et pendant le débat parlementaire, Marcel Cachin, Mayéras, Lafont soumièrent la politique interventionniste de Pichon à une critique si serrée que le gouvernement dut déclarer qu'il avait définitivement renoncé à tout projet d'intervention directe. Les discours des députés socialistes donnèrent des indications caractéristiques sur la transformation de l'état d'esprit général et on y entendit des notes auxquelles l'oreille des parlementaires français n'est pas accoutumée. Marcel Cachin salua du haut de la tribune parlementaire, malgré les protestations de la majorité, les soldats français mutinés, et Mayéras, citant le texte de la constitution de 1793 termina son discours par un appel à la révolte.

Mais si l'idée d'une intervention directe a subi un échec définitif, les impérialistes européens et tout particulièrement la France restée le rempart de la réaction européenne, n'ont pas pour cela renoncé à attaquer la Russie par une voie détournée en poussant contre les

soviets de petits états nationaux. La peur de la diffusion du bolchévisme de l'Orient à l'Occident suscite tous les jours dans la presse française des dizaines d'articles et provoque dans la bourgeoisie française un état d'esprit inquiet et menaçant.

La France a formé le projet de créer, alentour de la Russie un réseau d'états tampons comparable à deux lignes parallèles de tranchées. La première ligne de ces tranchées protégeant l'Europe contre la diffusion du bolchévisme à l'Occident doit être formée par la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, l'Ukraine. La deuxième par la Pologne, la Bohême, la Hongrie et la Serbie. La réaction française a poursuivi ainsi un double but : d'abord sa réalisation eût permis de séparer la Russie révolutionnaire de l'Allemagne révolutionnaire et de créer un front unique ; en second lieu elle lui eût permis de continuer avec un cynisme encore plus grand la politique suivie par l'impérialisme allemand par rapport à la Russie des Soviets après la paix de Brest-Litovsk. Il s'agissait non seulement de « balkaniser » l'Europe Orientale, mais encore toute l'Europe Centrale. Un des coups les plus forts portés à cette politique, et qui provoqua une panique extraordinaire parmi les impérialistes européens, fut la révolution hongroise ; elle faisait sortir la Russie de sa situation isolée dans la politique internationale, lui ouvrant d'une part la route des Balkans, de l'autre celle de l'Occident, et sa solidité, ses formes extraordinaires produisaient en France une impression stupéfiante. Le journal français le plus influent *Le Temps* écrivait après la révolution hongroise que celle-ci avait porté à la politique des alliés un coup dont elle ne se rétablirait pas de sitôt. « La politique de l'île des Princes — écrivait *Le Temps* — a vieilli. Quand nous invitions Lénine à venir à l'île des Princes nous voulions causer avec lui comme avec un vaincu. Après l'évacuation d'Odessas et la révolution hongroise nous devons causer avec lui comme avec un vainqueur ».

Au moment où la victoire de la révolution en Europe centrale portait un tel coup à la politique des alliés, l'infécondité de la conférence de la paix se manifestait de plus en plus clairement. L'appréciation que les communistes révolutionnaires donnaient de l'impuissance de l'impérialisme contemporain à liquider les questions posées, cette appréciation portant, en raison de notre isolement de l'Europe occidentale, un caractère abstrait se concrétisait ici, se faisait chair et sang, recevant chaque jour aux travaux de la conférence de la paix une brillante confirmation.

Si les alliés après une lutte extrêmement longue et cruelle ont réussi, malgré l'opposition de Wilson à bâcler le traité de paix de Versailles, fixant les rapports de l'Allemagne avec les pays de l'Entente, tout une série d'autres questions des plus graves n'ont reçu, à l'heure actuelle aucune solution pratique ! La Conférence s'est montrée impuissante à réprimer les appétits des petites nationalités, chez lesquelles la lutte pour des modifications de frontière commence à revêtir la forme de conflits armés. Si l'on considère le nouveau conflit qui se produit dans l'Orient européen, celui de la Pologne et de l'Allemagne pour la possession du couloir de Dantzig se jette aux yeux. Les alliés voulant satisfaire les Polonais avaient l'intention de débarquer à Dantzig les deux divisions de volontaires polonais du général Haller, naguère combattant au front occidental. Mais l'Allemagne fit une si opiniâtre opposition qu'en dépit de leur victoire, les alliés

durent céder et renoncer à cette idée. Un autre conflit se produit en ce moment, entre les Tchèques et les Polonais au sujet des mines de la Haute Silésie. On en est venu aux mains en une bataille rangée entre les troupes nationales tchèques et polonaises. Plus loin la lutte s'engage entre Roumains et Serbes au sujet des banats. Et l'oligarchie roumaine sollicite vainement l'aide des alliés contre la mobilisation des troupes serbes, sur les territoires contestés des banats. Mais la question la plus aiguë et qui, comme on sait, s'est même liquidée par le départ de la délégation italienne à la Conférence, c'est celle de la possession des côtes de l'Adriatique et de Fiume. Ici les Yougoslaves et les Italiens sont en présence. Toutes les tentatives de la Conférence de la paix pour arriver à un arrangement n'ont abouti à aucun résultat. Les choses allèrent si loin que les Serbes arrêtèrent et expulsèrent une commission italienne. Faut-il encore mentionner l'impuissance de la Conférence à liquider l'incident de Lemberg entre les Polonais et les Ukrainiens ? Faut-il donner en exemple les conflits territoriaux entre la Belgique et la Hollande, pour montrer quelle atmosphère surchargée d'électricité est maintenant celle de l'Europe, sur la chair vive de laquelle les impérialistes européens pratiquent maintenant des coupures territoriales ? Devant l'imminence de nouvelles guerres qui mûrissent et la totale impuissance à remédier aux inévitables conflits, on observe dans la presse française un ton profondément pessimiste par rapport aux travaux de la conférence de la paix. Tout le monde en est mécontent. Les Américains, Wilson en tête, en sont particulièrement mécontents. Ses 14 fameux points ont subi à Versailles un cruel échec ; les cercles les plus réactionnaires industriels et militaires, les classes moyennes françaises, les rentiers, les paysans, les ouvriers en sont mécontents. On peut dire sans craindre d'exagérer que la Conférence de la paix se trouve dans un isolement complet.

Son impuissance s'avère plus nettement encore, si l'on analyse les conflits qui la partagent sur les questions intéressant les plus grandes puissances. Il n'est pas une question pratique qui ait enfin reçu des travaux de la Conférence de la paix une solution appropriée. Prenons en exemple la question de la flotte de guerre allemande. Ici le désaccord entre les Français et les Anglais est profond. Comme on sait les pertes de la flotte anglaise ont été au cours de cette guerre les plus importantes parmi celles des alliés. Mais les Anglais ont su compenser ces pertes en construisant de nouveaux bâtiments, accroissant ainsi leur flotte pendant la guerre de 500 nouvelles unités de combat. Pendant ce temps la France à laquelle toutes les charges de la guerre sur terre étaient échues était obligée de suspendre ses constructions navales. Le partage de la flotte allemande selon le principe des pertes créerait à l'Angleterre une situation extrêmement avantageuse et l'Angleterre naturellement défend ce principe. Pour empêcher l'accroissement des forces navales de l'Angleterre les Français exigent le partage de la flotte d'après le principe des charges générales des états belligérants. En réponse à quoi les Anglais présentent un projet d'annéantissement de la flotte allemande. De vives polémiques s'engagent dans la presse, démontrant qu'un camp de vainqueurs tout ne vas pas pour le mieux. En fait la problème de la flotte allemande n'a pas encore de solution. Un autre conflit, détruisant l'harmonie des intérêts franco-anglais est

celui de l'Asie mineure, et plus particulièrement la question syrienne. Pour conserver leur hégémonie en Asie mineure où les Anglais se sont établis de la façon la plus solide (tout un réseau d'états tels que l'Arménie et l'Etat juif de Palestine se trouve sous leur protectorat) les Français demandent la souveraineté exclusive sur la Syrie. Après des débats longs et passionnés tant à la Conférence que dans la presse, la diplomatie anglo-française imagina enfin une demi-mesure et décida que le problème syrien serait résolu par une commission internationale. Quoi d'étonnant si dans cette mêlée générale de petits et de grands peuples se disputant un butin, tous les espoirs de Wilson concernant la liquidation des armements ont subi un fiasco si cruel? Tout en désarmant l'Allemagne révolutionnaire, en réduisant son armée à la proportion d'une police mercenaire, les alliés étudient des projets de nouveaux armements. L'armée anglaise, selon les déclarations de Balfour doit, pour pouvoir dans un prochain avenir maintenir la paix de l'Europe, compter un million d'hommes ni plus ni moins. Il est bien entendu que personne dans les milieux militaires français ne pense, après la sanglante catastrophe à faire forger des soos de charnières avec les épées, et la presse française justifiant son droit aux armements cite non seulement les Anglais, mais encore les Américains dont le programme naval pour 1920 ne fait que continuer logiquement le développement du militarisme en Europe. La démobilisation que les masses populaires attendaient avec une telle espérance après la conclusion de l'armistice s'accomplit avec une stupéfiante lenteur provoquant dans les grandes masses de plus en plus de mécontentement. De 8 millions de mobilisés en France, si l'on déduit les pertes militaires, soit environ 1 million et demi de morts, 2 millions et demi de blessés, de mutilés et de malades, un million et demi seulement a été jusqu'à présent démobilisé. De 2 millions de troupes américaines transportées en France 800.000 h. seulement ont été démobilisés. Autant d'Anglais l'ont été. Le maintien des soldats sur leurs positions, malgré les pourparlers de paix a provoqué dans le pays une sorte de fermentation. Les milieux syndicalistes révolutionnaires ont su en tirer parti très énergiquement. Le mot d'ordre de démobilisation est devenu celui de toute la population excédée par la guerre et l'on ne peut douter que si la conférence ne parvient pas à résoudre à bref délai la question de la démobilisation, il faut s'attendre à des troubles graves parmi les soldats.

J'essaierai maintenant d'examiner la situation intérieure de la France. La plus grave question pour la France actuelle est la question financière. La dépense directe de la guerre se monte à 200 milliards de francs. Si l'on y ajoute les dépenses indispensables pour venir en aide aux populations éprouvées par les hostilités, celles des secours aux familles atteintes par la grosse artillerie allemande, etc., les dépenses totales de guerre atteignent le chiffre de 270 à 300 milliards. Le journal français le *Matin* les évalue même à 316 milliards. L'accroissement du budget est peut-être plus significatif encore pour caractériser la situation financière de la France. Comme on sait, le budget français atteignait avant la guerre le chiffre de 5 milliards, il dépasse maintenant 22 milliards. Cette année, en raison des allocations aux démobilisés, des secours à la population des départements du Nord, le gouvernement français a besoin de 50 nouveaux milliards. La bour-

geoisie française enrichie uniquement par les bénéfices de guerre soutient momentanément les illusions des masses en faisant croire que toutes les dépenses de guerre seront payées par l'Allemagne. Si cependant l'on tient compte de ce que l'Allemagne a dû pendant la guerre dépenser 150 milliards et que d'autre part d'après le calcul de la banque de Dresde, toute sa richesse nationale s'élève à 400 milliards de marks, si l'on tient compte aussi de l'immense ruine causée actuellement par le blocus, on conçoit que toutes les espérances de voir l'Allemagne fermer les blessures portées par la guerre à la population française deviennent vaines. En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, elle disparaît en tant que débiteur. Au contraire les Etats indépendants créés sur les ruines de la monarchie des Habsbourg, jouent eux-mêmes le rôle de client de la finance européenne. Le ministre français Klotz, pour éviter l'inévitable banqueroute financière de la France a projeté de diviser toutes les dépenses militaires entre tous les membres de la future *Ligue des Nations*. Mais c'est à peine si les futurs membres de la Ligue des Nations seraient en état, sans une transformation radicale de l'ordre capitaliste actuel de se tirer de l'abîme où la guerre les a poussés. La dette de guerre de la seule Italie dont les dépenses atteignent le chiffre de 60 milliards tandis que la richesse nationale se monte à 80 milliards, peut servir d'exemple de l'impuissance des maîtres actuels de la situation à résoudre la crise financière. Le seul stratagème imaginable dans les cadres de la société capitaliste actuel, l'impôt sur le revenu tel qu'il a été introduit en Amérique et en Angleterre est énergiquement repoussé par la bourgeoisie française. L'auteur du projet de l'impôt sur le revenu, Caillaux, qui fut ministre des finances à la veille de la guerre et tenta d'imposer à la bourgeoisie un minime impôt sur le revenu est maintenant jeté en prison et son projet demeure dans les cartons du Sénat. Le parlement français n'est pas en état d'innover une seule réforme. Et tandis qu'alentour s'animent les passions politiques, tandis que l'Europe semble une chaudière en ébullition, l'on présente à la Chambre le vieux projet oublié de la représentation proportionnelle. Et quand les hommes les plus habiles et les plus clairvoyants de la bourgeoisie tentent de modifier le cours de la politique française dans le sens des concessions au mouvement ouvrier dont les exigences ne cessent de s'accroître, ils rencontrent une vive opposition de la part des maîtres du jour.

Si la situation financière fait de la France contemporaine un pays sans victoire, sa politique réactionnaire en fait une république sans républicains. Les éléments radicaux et républicains de la bourgeoisie française sont révoltés. Le cléricalisme et la réaction nationaliste sont au pouvoir. Si au sens politique du mot Clémenceau est dictateur, au sens militaire Foch et la coterie militaire qui le suit, dirigeant en fait toute la politique française. Les méthodes de l'impérialisme allemand contre lesquelles protesta en son temps la presse républicaine et socialiste de France, méthodes qui se traduisent par l'intervention du cercle militaire dans la politique extérieure et intérieure de l'Allemagne, sont aujourd'hui appliquées avec la plus grande énergie en France même. Le général Foch et la coterie cléricale qui l'entoure, incarnée principalement par le général Mallerre, voilà quels sont actuellement les véritables maîtres. L'opposition républicaine est écartée. Caillaux est emprisonné sous l'in-

culpation de haute trahison. On l'accuse d'avoir été président du conseil à la veille de la guerre quand la France avait une politique conciliante; on l'accuse d'avoir après un incident fameux signé un accord avec l'Allemagne et évité ainsi la guerre en 1911; on l'accuse enfin de ce que, en qualité de ministre des finances, il autorisa avant la guerre la cote à la Bourse de Paris des emprunts turcs.

Le journal *L'Action française*, dont le fameux réjacteur Daudet, s'est spécialisé dans la dénonciation des militants socialistes et républicains, qu'il ne cesse d'accuser de trahison, joue maintenant le rôle d'un organe officieux du gouvernement. Cette politique nationaliste se fait particulièrement sentir en Alsace. La pauvre population alsacienne après avoir subi les horreurs de l'occupation allemande de 1870 est obligée de subir en 1919 la lourde oppression de l'impérialisme français. Des fusillades en masse ont eu lieu. La population est divisée par catégories. Tout est permis à l'égard des habitants d'origine allemande. On entend littéralement gémir la population d'Alsace-Lorraine, jetée sous la botte des généraux. Au même moment crévent les abîmes du régime parlementaire, et seul le scandale de Panama pourrait leur être comparé. Tandis que les soldats français qui pendant quatre ans furent abrutis de phrases patriotiques rêvent enfin de revenir à la vie paisible, tandis qu'ils sont largement sacrifiés, on commence seulement à connaître la bacchanale de l'arrière. Deux procès révèlent toute la corruption, toute la pourriture de la bourgeoisie française actuelle, et provoquent dans le public une profonde indignation; je veux dire les affaires du sénateur Charles Humbert et du bassin de Briey.

Le fond du procès Humbert est très simple. Ce sénateur, vice-président de la commission de l'armée, dont Clémenceau était le président, jouant un rôle des plus importants dans l'organisation de la défense nationale, recevant sans cesse des groupes parlementaires des charges comportant dans la république les plus hautes responsabilités, ce sénateur qui, avant la guerre, avait fait énormément de bruit en révélant les insuffisances de la flotte française et qui avait pris la parole au Sénat pour y faire d'assez singulières révélations à la veille même de la guerre, — y déclarant que la France n'était nullement prête aux hostilités, — ce sénateur patriote est aujourd'hui inculpé d'avoir acheté pour le compte de l'Allemagne le plus grand quotidien français *Le Journal* et reçu en deux fois de divers agents allemands une somme de 20 millions. Les détails du procès intéressent autant que la personnalité du sénateur patriote. Ils découvrent les manœuvres intéressées de toute une série de personnages parlementaires avec des gens de réputation douteuse. Le procès fait connaître que l'agent de l'Allemagne naguère fusillé Bolo appartenait à la meilleure société française, était volontiers reçu par Poincaré, alors même qu'une suspicion de trahison pesait sur lui et motivait l'ouverture d'une instruction. D'autres détails

piquants viennent au jour au cours des débats de l'affaire Humbert. On trouve dans les papiers de l'un des accusés des chèques au nom du fils de Clémenceau. Toute la défense de Charles Humbert et de son avocat M. de Moro-Giafferi s'échafaudait en somme sur cet argument que le sénateur patriote, achetant pour le compte de l'Allemagne la presse française n'était ni pire ni meilleur que quantité d'autres personnages parlementaires effectuant les mêmes opérations douteuses, mais plus heureux et risquant moins d'échouer sur les bancs des accusés...

Une autre affaire est celle de trusts métallurgiques, qui compromettent le ministre actuel de l'armement, Loucheur. Au début de la guerre le bassin de Briey contenant de riches gisements de fer indispensables à la production métallurgique fut livré aux Allemands sans combat. Plus tard, quand les Allemands se mirent à l'exploiter, prolongeant ainsi la guerre, l'état-major français résolut d'entreprendre une offensive dans ces secteurs pour libérer le bassin de Briey, il rencontra dans les milieux financiers et industriels une grande opposition. *Le Temps* publia une série d'articles démontrant l'inutilité de cette opération. Et les aviateurs qui avaient survolé le bassin de Briey en y jetant des bombes furent blâmés par leurs chefs.

Il apparaît maintenant que les propriétaires du bassin de Briey (c'est-à-dire des Compagnies franco-allemandes) étaient intéressés à le conserver en bon état et que pendant que les soldats français mourraient par milliers dans les tranchées, les gens d'affaires tels que M. Loucheur d'accord avec leurs pareils allemands livraient consciemment les usines à l'exploitation des Compagnies allemandes.

Rien d'étonnant que devant cette corruption l'esprit révolutionnaire des masses augmente non de jour en jour, mais d'heure en heure. Il lui faut une issue. Et il en est qu'une pour le prolétariat parisien: la rue. Les manifestations dans la rue organisées, à Paris au cours de ces derniers mois ont une si profonde signification qu'il convient de les étudier à part¹⁾. Dessendu dans la rue le prolétariat français a montré au monde sa haine de l'ordre bourgeois, son esprit révolutionnaire, son internationalisme. Telle est brièvement résumée la situation en France. Est-ce encore la peine de dire combien est grand le prestige de la révolution russe et du gouvernement des Soviets dans le prolétariat français? Faut-il répéter que depuis l'armistice, toute tentative de la part des majoritaires d'attaquer dans les meetings la révolution russe a suscité de telles répliques qu'ils ne se montrent plus dans les réunions ouvrières? Comme la révolution hongroise, la révolution française s'accomplira solidairement avec celle du prolétariat russe. Et la réaction européenne succombera.

I. MANOUILSKY.

(Délégué de la Croix-Rouge russe en France).

¹⁾ Voir plus loin A. Victor. *Lettre de France*.

LETTRE DE FRANCE.

I.

C'est un fait certain que la classe ouvrière, en France, a de beaucoup devancé, par son esprit révolutionnaire, les partis et les syndicats qui prétendent la diriger.

Je ne veux exposer dans cette lettre que quelques faits importants du mouvement ouvrier français, remettant à une autre fois une étude plus approfondie de la vie politique française.

La Révolution bolchévique suscite en France le plus grand enthousiasme. Mais à l'époque où elle se produisit les partis socialistes et les syndicats n'osèrent même pas exprimer leurs sympathies pour elle et durent se borner à réfuter les calomnies monstrueuses de la presse bourgeoise. Mais aussitôt après la fin des hostilités, 8 jours après l'amnistie un grand nombre de meetings furent organisés à Paris et dans toute la France, et dans toutes ces réunions la moindre évocation de la Révolution d'Octobre éveilla la plus profonde sympathie, provoquant les cris unanimes de «Vivent les Soviets! Vivent Lénine et Trotsky!» Il suffisait à un chef de parti, même au plus populaire, de critiquer le moindre détail du gouvernement des Soviets pour que l'auditoire ouvrier lui imposât orageusement silence. Et ces réunions finissaient même quelquefois par des bagarres.

Dans les dix ou douze meetings organisés à Paris pas un des anciens majoritaires ne put se faire entendre. Pendant que les masses ouvrières, se groupant autour des syndicalistes, manifestaient une si vive sympathie pour la Russie des Soviets, une solidarité si fraternelle avec la jeune République, les députés socialistes, fussent-ils de l'extrême gauche, n'osaient que très rarement en parler en termes favorables. Ils se bornaient à mener campagne contre l'intervention des Alliés dans les affaires russes; campagne, il est vrai, très énergique, parfois même très passionnée, mais appuyée sur des arguments essentiellement formels ou d'ordre général contre l'intervention dans la vie intérieure d'un pays étranger, — ou encore, appuyée des protestations patriotiques contre «le sang français répandu dans les plaines glacées de la Russie».

Il faut bien avouer, quelle que soit la tristesse du fait, que la brillante campagne de meetings commencée aussitôt après l'amnistie fut suspendue par le parti et par les syndicats, bien moins à cause des tracasseries de la police, que pour des considérations de diplomatie au sein même du parti...

La manifestation organisée le jour de l'arrivée de Wilson à Paris offre, de ce fait, une illustration encore plus curieuse.

Les socialistes «majoritaires» (de droite) décidèrent d'organiser une manifestation en l'honneur de Wilson, afin de protester, ne fût-ce que sous cette forme bien innocente, contre la politique cynique, politique de conquête de Clémenceau. Le Centre du parti socialiste unifié, Longuet, Cachin et Mistral, désirait que cette manifestation eût lieu, pour y proclamer le programme dit «socialiste» de la paix. Les prolétaires l'attendaient avec impatience afin d'exprimer leurs protestations si longtemps contenues et de reconquérir le droit de manifestation dans la rue. Mais quand les

députés socialistes comprirent que la manifestation prendrait un caractère plus révolutionnaire qu'ils ne l'auraient voulu, ils profitèrent de la cynique interdiction de Clémenceau pour la décommander complètement. La manifestation eut lieu cependant; quoique inorganisée, émettée en groupes de 2 à 3 mille hommes, elle se déroula avec des drapeaux rouges, au chant de l'Internationale, marquée de cris de protestation contre l'intervention en Russie. Et elle fut indubitablement le point de départ des manifestations du prolétariat parisien après la guerre.

La manifestation contre l'acquiescement de l'assassin de Jaurès qui eut lieu trois mois plus tard eut un caractère tout différent. Absolument paisible, elle atteignit des dimensions si grandioses qu'elle causa une profonde émotion dans les milieux syndicalistes et effraya pour de bon la bourgeoisie et le gouvernement.

Plus de 300.000 hommes, d'après des estimations officielles, défilèrent en bon ordre, et portant des drapeaux rouges, devant le buste de Jaurès. Et les cris qu'on entendit le plus fréquemment furent ceux de: «Vive Lénine! Vive Trotsky! Vive Zinoviev!» On fut frappé par la quantité de soldats et de marins en tenue participant à la manifestation. Notons un incident qui s'y produisit. Un des soldats, en passant devant le buste de Jaurès, ôta sa Croix de Guerre et l'accrocha à la statue. D'autres, nombreux, l'imitèrent et bientôt le buste de Jaurès fut couvert de 82 Croix de Guerre et de quantité d'autres décorations militaires.

Cette manifestation que le Gouvernement se vit forcé d'autoriser, s'écoula presque paisiblement. Il n'y eut guère de troupes et peu de police, et les manifestants se tinrent très calmement. Mais ses dimensions, son caractère grandiose produisirent une si forte impression dans les milieux parlementaires que trois jours après le Gouvernement présenta à la Chambre un projet de loi sur la journée de 8 heures; le projet même, au sujet duquel le ministre de l'Industrie avait déclaré huit jours auparavant que la France ne pourrait jamais le réaliser. Et, — fait sans précédent dans l'histoire parlementaire française — ce projet de loi, d'une importance sociale de premier ordre dans les pays bourgeois, fut en huit jours, voté par la Chambre et le Sénat et promulgué sous forme de loi.

Quand à la manifestation du 1-er mai elle est une étape dans la voie de la lutte révolutionnaire ouverte.

Ni dans le parti socialiste, ni dans les syndicats les meneurs ne la désiraient. Le Comité de la C. G. T. se prononça nettement contre le principe même de cette manifestation. Et lorsqu'elle devint inévitable, il prit toutes les mesures pour lui conférer le caractère d'un paisible défilé ne réclamant que la journée de 8 heures.

Et pourtant les événements du 1-er mai prirent des proportions si menaçantes qu'ils seront sans aucun doute mentionnés dans l'histoire du mouvement révolutionnaire en France. Le jour du premier mai tout Paris et toute la France firent grève. Le travail était partout arrêté. Théâtres, restaurants, cafés, marchés — tout chôma. D'après l'enregistrement officiel, les Halles — le ventre de Paris — qui englutit journalle-

ment des produits venant du monde entier — ne reçurent ce jour-là que deux corbeilles de salade!

Il y eut partout en province des manifestations, drapeaux rouges déployés; la plupart se passèrent paisiblement mais dans un grand enthousiasme.

A Paris le Gouvernement prohiba toute manifestation. La ville était occupée par les troupes. Au point de ralliement, fixé par l'Union des Syndicats de la Seine, Place de la Concorde et dans les rues contiguës, des troupes de toutes armes furent réparties sur l'espace de plusieurs kilomètres. Au Jardin des Tuileries, non loin de la place de la Concorde, tout un état-major militaire et policier siégeait. Malgré ce déploiement de forces, dès midi la Place et les rues qui y accèdent furent envahies par les manifestants. D'après les instructions de l'Union des Syndicats de la Seine, la manifestation, partie de la Place de la Concorde devait suivre toutes les artères centrales jusqu'à la Place de la République. Vers deux heures de l'après-midi les bagarres entre les ouvriers et la police commencèrent. Les rapports officiels disent que les manifestants rompirent tous les cordons de troupes et de police, et par cortèges de dix à trente mille hommes continuèrent leur marche suivant l'itinéraire tracé.

Les rapports de police nous apprennent qu'en certains endroits les bagarres se transformèrent en véritables batailles. C'est ainsi, que près de l'Opéra une foule compacte comptant environ 50,000 manifestants tint tête pendant une heure à la police et aux dragons. La même chose se produisit Boulevard Magenta. Mais l'échauffourée la plus grave, où l'on eut recours aux barricades, eut lieu près de la Gare de l'Est et dura plus de deux heures. Les manifestants arrachèrent les grilles de la Gare et des maisons voisines, démolirent les poteaux électriques et s'en servirent pour dresser des barricades. Il fallut envoyer contre eux plus de 3000 dragons. Et, de part et d'autre il y eut passablement de victimes. Près du théâtre de la Renaissance on dut envoyer un renfort de mille dragons, pour rétablir l'ordre. C'est non loin de là que fut blessé à l'œil le secrétaire de la C. G. T. — majoritaire syndicaliste

de droite — Jouhaux. Il est à craindre qu'il ne perde la vue. Non loin de là aussi le député majoritaire Poncet reçut quatre blessures sérieuses: un autre député majoritaire, Laval, fut aussi blessé en voulant lui prêter secours. Place de la République la lutte entre les dragons et les manifestants au nombre de dix mille dura depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à onze heures du soir, les ouvriers ne cessant pas d'être soutenus par de nouveaux renforts. Les rapports officiels avouent 430 blessés parmi les dragons et la police. Le Gouvernement dut même demander le concours des soldats américains, casernés à Paris, pour réprimer ce mouvement. Mais l'événement du jour le plus menaçant pour la bourgeoisie française c'est le refus des troupes d'intervenir contre les manifestants. Des 100,000 hommes qui se trouvaient ce jour-là à Paris il n'y eut que quelques milliers de dragons qui consentirent à se battre contre les ouvriers; toutes les autres troupes refusèrent catégoriquement ou opposèrent la force d'inertie.

La situation politique, économique et financière de la France après la guerre, s'est compliquée d'une telle façon qu'il serait bien risqué de vouloir prédire le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire en France. Je me bornerai dans cette courte lettre écrite en toute hâte à marquer quelques points principaux:

1) le mouvement révolutionnaire se développe en France avec l'inéluctabilité d'une loi physique.

2) Dans ce mouvement révolutionnaire les chefs de l'ancien Parti Socialiste Unifié et de la Confédération Générale du Travail sont non seulement les éléments les plus rétrogrades, mais encore dans nombre de cas de véritables adversaires.

3) La marche et le développement de la Révolution Russe ont eu et ont une influence décisive sur le développement de la Révolution en France, et plus précisément: le sort de la Révolution en France dépend entièrement du sort et du succès de la République des Soviets.

A. VICTOR.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA RUSSIE DES SOVIETS

I.

En cherchant à systématiser chaque problème d'Etat, le gouvernement des Soviets a changé de fond en comble le volume aussi bien que le caractère de cet organe du gouvernement qui, sous l'ancien régime, portait le nom de Ministère de l'Instruction Publique.

Ce Ministère était 1) exclusivement limité aux écoles. Toute une série d'institutions de culture intellectuelle et d'Instruction de la plus haute importance, même celles d'un caractère essentiellement étatiste ne se trouvaient pas enclavées dans ces limites. Par exemple les Théâtres d'Etat étaient sous la direction du Ministère de la Cour, ainsi que l'école supérieure attachée à l'Académie des Arts. La section de Musique était administrée par la Société Impériale de Musique, qui elle-même—ce qui est singulier—était rattachée au Ministère de l'Intérieur. De sorte que l'éducation artistique de la jeunesse et en général la régularisation des rapports entre l'Etat et le monde des Arts n'était pas de la compétence du Ministère de l'Instruction Publique.

Dans la Russie des Soviets ces problèmes sont du ressort du Commissariat de l'Instruction Publique, dont les départements correspondants forment sa section spéciale des Arts.

2) D'une part les tâches étendues de l'Etat, de l'autre la situation difficile dans laquelle se sont trouvées en Russie les entreprises d'éditions aussi bien des particuliers que des Sociétés et de l'Etat même, ont obligé le gouvernement des Soviets à créer un grand organe ayant pour but d'endiguer le torrent de livres, de choisir—vu le manque de papier—dans tout cet amas d'œuvres à éditer, celles qui sont les plus nécessaires, les plus à l'ordre du jour, de surveiller la marche même de la préparation du livre, de régulariser enfin sa répartition suivant les principes socialistes.

Ce centre régularisateur, suivant le plan adopté par toutes les institutions d'Etat intéressées et soumis à la sanction du Comité Central Exécutif de toute la Russie, constituera aussi une section du Commissariat de l'Instruction Publique.

De cette manière l'Instruction publique embrasse tout ce qui touche à la littérature, aux arts et à l'édition, ce qui étend extraordinairement la tâche du gouvernement au point de vue de l'Instruction et en même temps y introduit plus d'ordre. Mais en plus une différence importante existe encore entre le Commissariat et l'ancien Ministère de l'Instruction Publique.

3) Le Ministère du tsar, d'après son esprit même, devait moins veiller au développement de l'Instruction en Russie qu'à sa surveillance par tous les moyens, afin que ce fleuve ne déborde pas, ce fleuve que le gouvernement d'alors, à son vif regret, avait dû reconstruire nécessaire à l'Etat. Pourtant le développement militaire et économique de la Russie la mettait très sérieusement en demeure de former des gens instruits, si bien que toute une série de départements créèrent chez eux en guise d'écoles spéciales, de petits ministères particuliers, sous lesquels on vivait mieux que sous la

lourde main des ministres tsaristes de la pédagogie. Non seulement les Ministres des Finances, du Commerce et de l'Industrie, de l'Agriculture avaient accueilli chez eux de multiples écoles d'un type, au fond, supérieur au type normal du Ministère de l'Instruction Publique, mais il en est de même du Ministère de la Guerre et quelque étrange que cela ne paraisse—des écoles du Synode: malgré tout le mépris qu'a mérité le réseau de ce qu'on a appelé les écoles d'Eglise dont le type moyen est l'école cléricale, l'école diocésaine des filles et d'autres instruments de mutilation de l'âme de la jeunesse,—il est cependant à noter que même sous la protection du Synode, des unités intéressantes au point de vue pédagogique ont été créées.

Dans la Russie des Soviets la nécessité d'une telle spécialisation tombe complètement. Suivant le décret du Soviet des Commissaires du Peuple, tous les petits ministères de l'Instruction publique dans les autres Commissariats doivent être liquidés et tout le domaine de l'Instruction Publique, dans le sens le plus général et le plus étendu de ce mot passe petit à petit entièrement au Commissariat de l'Instruction publique.

4) Entre février et octobre 1917, tant que l'on fut en Russie pour le compromis avec la bourgeoisie, il y eut une tendance à faire passer toutes les écoles, qui n'avaient pas exclusivement une importance d'Etat, aux organes de self-government.

D'ailleurs dans la Russie du tsar aussi, les municipalités—et surtout les zemstvos—supportaient, sous le contrôle souvent insupportable du ministère, la plupart des charges de l'enseignement primaire et commencèrent même à s'occuper indépendamment de l'Etat de l'enseignement secondaire. Cette tendance a été arrêtée par la révolution d'Octobre. Les écoles sont bien entendu sous la gestion immédiate des soviets locaux c. à d. des sections de l'Enseignement public de l'arrondissement du gouvernement, de la ville, mais elles se développent dans les cadres des lois générales édictées par le Commissariat de l'Instruction Publique. Les écoles en Russie ne sont pas municipales maintenant, de même que les Soviets ne sont pas des organes de self-government distincts du pouvoir central de l'Etat, mais ils constituent bien une partie de ce pouvoir de l'Etat, qui lui-même est tout entier le self-government du peuple laborieux.

5) La suppression de toute rétribution scolaire a rendu l'existence de l'école privée impossible. Le Commissariat de l'Instruction Publique n'est pas du tout intéressé à limiter l'initiative privée, à amener toutes les écoles à un seul type, mais la diversité dans la vie de l'école doit être atteinte désormais au sein de l'école d'Etat, car faute de rétributions spéciales l'Etat seul peut entretenir l'école.

De cette façon nulle part au monde l'Instruction publique n'assume une tâche d'une telle envergure et n'a une compétence si étendue dans les questions de développement de la culture intellectuelle.

Pour finir ce chapitre qui tend à donner une idée générale de structure de l'appareil même régissant

la question d'enseignement dans la Russie des Soviets, je vais énumérer ci-dessous les sections principales qui toutes ensemble forment le Commissariat.

À la tête de celui-ci se trouve le Commissaire ou son remplaçant. Tous les deux font partie d'un collège de onze personnes qui, dans leurs réunions, tranchent toutes les questions du jour tant soit peu graves. Conformément à sa récente décision les questions de grande importance sont examinées dans un collège plus nombreux, où sont invités les représentants du Collège de l'arrondissement de Pétrograd ayant voix délibérative. Cet arrêté découle de la reconnaissance d'une importance toute particulière d'un centre tel que Pétrograd au point de vue de la culture intellectuelle.

Enfin les questions de principe, qui sont ensuite examinées par de plus hautes instances législatives, sont préalablement délibérées par ce qu'on appelle la Commission Gouvernementale de l'Instruction Publique, dont font partie les représentants de différents corps de l'Etat, directement ou indirectement intéressés à la cause de l'enseignement.

Tout le vaste domaine du Commissariat se divise en quelques sections: Pédagogie, Sciences et Arts. Quelques départements ne font partie d'aucune de ces sections.

La section pédagogique comprend tout d'abord un vaste département, disposant de plus de la moitié de tout le budget, — c'est celui de l'École Unique. Le département de la Réforme de l'École étudie les questions théoriques se rattachant à telle ou telle réforme entreprise par le Commissariat. En plus font encore partie de la même section: le département des Ecoles Techniques, de l'Instruction préparatoire, post-scolaire et celui de la préparation au professorat.

La section des Sciences est formée par trois départements: 1) des Sciences, qui dirige tout ce qui se rapporte aux sociétés savantes, 2) des Ecoles Supérieures, et 3) des Bibliothèques.

La section des Arts comprend les départements: des Arts Graphiques de la Conservation des Monuments, de la Musique, des Théâtres, des Editions d'Etat et le département Cinématographique.

Ne font partie d'aucune section les départements: des Finances, de la Construction, de l'Economie des Fournitures scolaires et de l'Administration du Commissariat.

L'activité du Commissariat se vivifie continuellement par des conférences. Je noterai les plus importantes de celles qui ont eu lieu. — La Conférence des représentants des départements de l'Instruction Publique de toute la Russie c. à d. des représentants de l'Administration de l'Instruction Publique des Gouvernements et des Districts. Son œuvre principale

fut de fixer définitivement les principes de l'École Unique du Travail. — La conférence des représentants de toute la Russie pour la préparation au professorat. — Deux conférences des institutions internationalistes. Conférence des représentants des Départements des Gouvernements. — Conférence des représentants de toute la Russie des sous-départements de l'Instruction post-scolaire. — Conférence des membres de la société pour la conservation des Musées de toute la Russie (à Pétrograd). Deux conférences pour la réforme des Ecoles Supérieures. Présentement siège à Moscou la conférence pour l'Instruction préparatoire. Le 5 Mai sera ouverte la séance de la conférence pour l'Instruction post-scolaire. Le 15 — aura lieu la conférence sur les questions du Théâtre des paysans et des ouvriers. J'en ometts littéralement des centaines qui ont lieu à Moscou, à Pétrograd et dans d'autres centres importants de la Russie des Soviets.

Un grand nombre de commissions et de comités auxiliaires et d'expertises sont attachés au commissariat. Le plus important d'entre eux est le Conseil savant d'Etat, chargé par le C. E. C. (1) de réformer les Ecoles supérieures de la Russie. Ce Conseil est formé de 5 personnes nommées par le C. C. E. de toute la Russie, et de 5 autres nommées par le Commissariat de l'Instruction publique et il a pour président le Commissaire de l'Instruction Publique.

Vu la situation extrêmement pénible du pays au point de vue du ravitaillement, la question de la sauvegarde des enfants se présente avec acuité devant le Gouvernement des Soviets. Dans ce but le Soviet des Commissaires du Peuple a créé un Conseil spécial pour la Protection de l'Enfance, où entrent les représentants responsables des Commissariats de l'Assurance sociale, du Travail, de la Santé Publique et du Ravitaillement Public. Le président de ce Conseil est le Commissaire de l'Instruction Publique (2). Le même Conseil est chargé de la tâche très importante de l'évacuation des enfants dans des colonies spéciales éloignées en Ukraine, sur la Volga, etc.

Telle est dans ses traits généraux l'organisation du Commissariat de l'Instruction Publique.

Maintenant nous allons prendre connaissance des traits essentiels des réformes ou plutôt des changements révolutionnaires qu'il introduit dans différents domaines.

À. LOUNATCHARSKY.

Fin avril 1919.
Pétrograd.

1) C. E. C. — Comité Exécutif Central.

2) Un récent décret mis actuellement en vigueur a établi dans la République des Soviets l'alimentation gratuite de tous les enfants.

DOCUMENTS SUR LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

LETTRE DU CAMARADE BELA-KUN AU CAMARADE LÉNINE

Très honoré camarade Lénine!

«Un pas de véritable mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes».—J'avais lu ceci dans Marx, mais je dois avouer, sans vouloir vous flatter que c'est vous qui m'avez appris à apprécier cette vérité.

J'ajoute à cette lettre un document historique sur la révolution prolétarienne Hongroise, nommément, une lettre que j'adressai à un camarade-socialiste de gauche, qui m'avait proposé de lui indiquer la plateforme sur laquelle nous pourrions nous unir. Cette plateforme est bolchévik et nos actions ne le sont pas moins.

Je dois tout d'abord constater que la révolution prolétarienne, organisée par les communistes, se serait accomplie même sans la fameuse note du colonel Vix. Mais je pense qu'il eût été absurde de ne pas saisir l'occasion qui se présentait. Les idéologues bourgeois, pensant d'après la routine, ayant conçu la forme et non l'esprit de la méthode marxiste, ne peuvent s'expliquer qu'avec difficulté, comment il se fait qu'après une révolution aussi sanglante que l'a été celle d'octobre en Russie, en Hongrie le bouleversement semble s'effectuer sans douleur. Il est caractéristique que les partisans de Scheidemann furent particulièrement affectés par ce fait. Ils ne virent dans notre révolution qu'un «bluff» nationaliste. Mais la meilleure preuve de son caractère communiste c'est notre complète rupture avec le capitalisme. «Vous les reconnaîtrez à leurs œuvres»... Il est hors de doute que la révolution Hongroise verra couler du sang autour d'elle. La contre révolution commence déjà à lever la tête; mais avant qu'elle réussisse à la redresser complètement nous la lui trancherons net.

Je reviens à l'aphorisme cité au début de ma lettre. Je ne vous avais pas envoyé de programmes, si ce n'est quelques compte-rendus de l'état des choses, mais l'important est que la République des Soviets Hongrois ait envoyé le premier salut de la dictature prolétarienne en Hongrie à sa sœur aînée, la République Russe. Aujourd'hui encore je n'envoie pas de programmes. Les étapes ultérieures de la révolution internationale démontreront l'importance de notre révolution prolétarienne. Notre

situation est critique. Mais quoiqu'il arrive, chacun de nos pas sera guidé par les intérêts de la révolution mondiale. Nous n'admettons pas même l'idée de sacrifier ces intérêts au profit d'un contingent quelconque de la révolution internationale. Serait-ce même une paix de Brest-Litovsk qui nous attend,— nous la conclurons avec la conscience que vous êtes en concluant la vôtre, contre notre volonté à nous, contre la volonté des communistes de gauche. Je ne me suis pas gêné autrefois, pour déclarer ouvertement que dans la question de la paix de Brest, votre manière d'agir était juste, tandis que le point de vue contraire n'était justifié ni par l'histoire, ni par le marxisme. Ceux qui, aujourd'hui, jugent de notre révolution d'après les conditions spéciales dans lesquelles elle se fit, montrent également une absence totale d'intelligence historique.

Je vous ai envoyé nos décrets à temps utile, mais j'aurais été content si les événements des jours derniers avaient pu se dérouler devant vos yeux comme un film cinématographique, afin que vous soyez convaincu que la dictature n'est pas seulement proclamée en Hongrie, mais qu'elle y est effectivement réalisée.

Les thèses sur la nécessité de la dictature que vous développez dans votre livre dirigé contre Kautsky, sont devenues notre base dans l'œuvre de réalisation de la dictature. Je ne pense pas que vous trouveriez quelque chose à redire à nos actes et à nos mesures les plus importantes.

Nos difficultés sont encore plus nombreuses que ne le furent jadis les vôtres. Notre situation extérieure est bien pire que la vôtre d'alors. Et je pense néanmoins que même au point de vue des principes, on ne peut rien avoir à redire contre notre manière d'agir. L'unité que nous avons obtenue grâce à ce programme est sans aucun doute une unification de principes et de tactique, et par cela même elle se trouve être une unité véritable. Les éléments de droite sont éliminés du parti, et l'ancienne bureaucratie professionnelle le quitte peu à peu.

Je sais parfaitement que ce ne sera pas moi, mais le prolétariat lui-même qui décidera sa des-

tinée. Mais je vous demande de me témoigner confiance pour l'avenir aussi. Je n'irai jamais à droite, quant au communisme de «gauche» il est impossible chez nous, précisément parce que nous nous sommes tellement avancés à gauche qu'il nous est impossible d'aller plus loin.

Je vous adresse le plus cordial salut tant en

mon propre nom que de la part de mes chers camarades et amis,—et quelques articles de mes collaborateurs, qui ont lutté et travaillé avec moi dans les premiers rangs de la révolution.

BÉLA-KUN

Budapest, 22 avril 1919.

LETTRE DE BÉLA-KUN A IGNACE BOGAR

Cher Camarade Bogar,

Quand vous m'avez visité en prison vous m'avez demandé de vous exposer la plateforme, sur laquelle pourraient s'unir les deux tendances du mouvement ouvrier hongrois. Je voudrais ajouter que la question concerne non seulement le prolétariat hongrois, mais encore tout le prolétariat international. Je dois d'ailleurs remarquer par avance que nous n'ouvrons pas de pourparlers en prison. Et motiver ce refus serait je l'espère superflu.

En ce qui concerne mon opinion sur l'unité du mouvement ouvrier, je pense que seule une unité effective et non apparente peut conduire à la libération du prolétariat. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de le démontrer par le menu, parce que l'unité du mouvement ouvrier, proclamée dans son numéro du 9 mars par le journal *Nepszava*, eut poussé la majorité dans les masses ouvrières vers le camp des Scheidemanns et aurait ainsi été nuisible, inadmissible. Seule l'unité prolétarienne, seule l'organisation unique du mouvement ouvrier, qui reposera sur une unité effective de théories et des principes et proclamera non la collaboration des classes, mais la lutte des classes, sera avantageuse. Les concessions des principes équivalent à l'abandon des principes. Ce n'est pas douteux.

Je vous rappellerai seulement l'opinion de Marx sur l'unité, artificiellement engendrée par le programme de *Gotha*, et fondée sur le compromis des groupes d'Eisenach et de Lassalle. Dans une lettre à Bracke, Marx, critiquant le programme de *Gotha*, écrit: «Nous savons dans quelle mesure le seul fait de l'unité satisfait les ouvriers, mais vous vous tromperiez beaucoup en pensant avoir atteint ce résultat momentané à bon compte.

Je m'empresse de déclarer aux éclectiques qui considèrent toute citation de Marx comme dogmatique, d'un marxisme biblique, comme un argument d'autorité (ils voudraient bien mettre à la place de Marx leur propre nullité) que cette citation est vraie non parce qu'elle est de Marx, mais

parce qu'elle est confirmée par les faits. Si les bolchéviks russes n'avaient pas, comme le constate Lénine, arrêté dès 1917 les opérations tactiques à l'intérieur des partis, si Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Franz Mehring et même les socialistes indépendants les plus inoffensifs n'avaient pas rompu, dès la guerre avec l'unité fictive de la classe ouvrière allemande, si les socialistes italiens n'avaient pas agi de même dès la campagne de Tripolitaine, assurant ainsi leur liberté d'action et la possibilité d'avoir leurs propres organisations de propagande indépendantes, l'histoire du mouvement ouvrier eut été, ce me semble, sensiblement plus pauvre en grands événements révolutionnaires, sans parler des conquêtes. Il est possible que la guerre fratricide, la guerre d'une partie du prolétariat contre l'autre, ne se fut pas, dans ces conditions, faite si ouvertement, mais c'est encore une question de savoir si cette guerre ouverte n'a pas évité au prolétariat un nombre beaucoup plus grand de victimes, inévitable étant donnée la continuation du régime capitaliste. Je vous le demande: le conflit entre les ouvriers, groupés dans les associations professionnelles et les prolétaires, qui se tiennent en dehors de ces associations, n'est-il pas une guerre fratricide?

Il y a des maux inéluctables. Si tout de suite, ou plus tard, on me casse la tête, ce fait constituera un mal inévitable. Il serait pour moi très fâcheux, mais pour le mouvement ouvrier il serait finalement utile. Il faut que d'autres hommes aussi sachent se placer à ce point de vue historique et objectif.

L'unification des mouvements ouvriers est inévitable. Mais pour qu'ils puissent s'unifier, il faut que d'abord ils se divisent. Ce n'est pas un jeu de mots, c'est l'expression d'une loi dialectique.

Avant ou après la victoire de la révolution prolétarienne le mouvement ouvrier sera unique en tout cas. Je ne me sens pas plus d'inclination pour le prolétariat hongrois, que pour le prolé-

tarial américain, russe ou tchèque, mais subjectivement, je serais très heureux, si le mouvement ouvrier hongrois unifié obtenait la victoire et pouvait avec union se mettre au travail pour la transition au socialisme.

Je ne puis cacher que j'envisage l'avenir avec un certain scepticisme, avec un certain doute. L'état du mouvement ouvrier international m'y incite. Et pourtant je pense que l'unification du mouvement ouvrier purement prolétarien c'est-à-dire révolutionnaire en Hongrie sera chose faite dans un avenir, qui n'est pas très éloigné.

La plateforme que vous me demandez et qui doit résumer notre propre point de vue et celui de nos adversaires bien intentionnés peut être résumée en les points suivants:

1) Refus de soutenir le soi-disant gouvernement populaire, refus d'entrer au gouvernement de l'état bourgeois. Suppression de toute collaboration des classes, transformation des organisations des travailleurs en organisations des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.

2) Abandon de la politique dite territoriale ou comme on l'appelle aujourd'hui, de l'intégrité nationale. Lutte énergique contre ce qu'on appelle la «défense révolutionnaire du pays» et qui n'est qu'une conséquence de la collaboration des classes. Éloignement à tout prix d'une nouvelle guerre avec les Tchèques, les Roumains ou les Serbes, le parti prolétarien ne pouvant approuver une nouvelle guerre qu'au cas où:

a) tout le pouvoir est effectivement et nettement entre les mains du prolétariat industriel et rural;

b) si tout intérêt commun avec le capitalisme a véritablement disparu;

c) si l'on a toutes les garanties que la guerre n'entraînera pas de nouvelles oppressions nationales.

3) On peut constater que la révolution hongroise se trouve maintenant dans une période de transition entre le stade national, en général et l'époque de la révolution purement prolétarienne et sociale. La révolution hongroise est la manifestation de l'énergie prolétarienne révolutionnaire internationale, devenue actuelle par suite de la banqueroute générale de la production capitaliste. Les déductions qui en découlent doivent préciser aussi la tactique du prolétariat hongrois:

a) Refus de la république parlementaire et organisation pour la période de transition d'une république centralisée des Soviets des députés, ouvriers et paysans;

b) suppression de l'armée permanente et des contingents spéciaux armés (police, gendarmerie, garde frontière, etc.) leur remplacement par l'armée

de classe du prolétariat; désarmement de la bourgeoisie.

c) liquidation complète de la bureaucratie, self-government des masses prolétariennes les Soviets des députés ouvriers et paysans n'étant pas seulement des organes législateurs édictant les lois et les décrets, mais encore des organes exécutifs et judiciaires. Toutes les fonctions soumises à l'élection. Les mandats de courte durée, les élus peuvent se le voir retirer à tout moment. Le traitement des élus ne doit pas dépasser celui des ouvriers qualifiés. Les traitements supérieurs ne sont admissibles d'après l'expérience russe que pour les spécialistes.

Une semblable constitution politique garantit la réalisation des mesures de transition vers le socialisme et l'écrasement des tentatives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie.

4) Avant même de prendre des mesures directes dans le but de hâter le passage au socialisme, avant la prise du pouvoir gouvernemental, il importe de réaliser immédiatement, en partie pour remplacer les comités des fabriques et d'usines, le contrôle centralisé des soviets ouvriers et le contrôle décentralisé des soviets ouvriers spéciaux, sur la production industrielle et agricole et sur la répartition des produits. Les soviets ouvriers et paysans doivent en même temps dresser un inventaire exact des forces de production, des matières premières et des approvisionnements.

Les mesures préparant le passage au socialisme doivent être dans l'ensemble:

5) confiscation de la terre au profit de l'état prolétarien, interdiction du travail salarié pour les particuliers et dans les entreprises particulières. La terre est déclarée propriété d'état. Dans la mesure où elle n'est pas cultivée par le paysan qui en dispose, ou par les membres de sa famille, elle doit être dans l'intérêt de l'état par les Soviets de la pauvreté paysanne. Lutte énergique contre le partage des terres. Un moyen temporaire pendant cette période de transition doit être l'organisation de communes d'économie agricole.

6) Nationalisation prolétarienne des banques, confiscation de tous les dépôts et de toutes les réserves.

7) Nationalisation prolétarienne de l'industrie et des voies et communications, en premier naturellement de la grande industrie, et sa concentration par l'état prolétarien; passage à la direction par les ouvriers de toutes les entreprises industrielles et de transport (composition de la direction à titre d'exemple: un tiers des membres pris parmi les employés de l'entreprise, 1/6 parmi les représentants de toutes les organisations de l'industrie en question, 1/6 parmi les représentants des orga-

nisations des consommateurs, et 1/3 parmi les membres de la commission supérieure de l'économie nationale).

Monopolisation immédiate du gros commerce extérieur et intérieur. Monopole de tous les produits de ravitaillement les plus importants. Répartition entre les travailleurs exclusivement sur présentation du certificat de travail au moyen de groupement obligatoire de consommateurs ou des départements correspondants de soviets d'ouvriers et de paysans (Les organisations d'achats des entreprises peuvent aussi fournir des bases).

Dans le but de réaliser véritablement le produit du travail, passage au paiement en nature du prix du travail.

9. Réalisation immédiate de toutes les exigences concernant la protection du travail, énoncées dans le programme du Parti Social-Démocrate dit programme de transition; affermissement de la discipline ouvrière.

10. Propagande du socialisme par l'état. Séparation immédiate de l'église et de l'état. L'école doit fournir une éducation dans l'esprit socialiste.

Telle est la plateforme sur laquelle à mon avis doivent bientôt s'unir l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier et un peu plus tard le mouvement ouvrier entier.

Les expériences de la démocratie ou plus exactement celle de la démocratie bourgeoise ont déjà dégrisé en Hongrie, me semble-t-il, passablement de gens. Ce n'est pas seulement la banqueroute de la politique du partage des terres qui est maintenant évidente: les espérances placées en ce qu'on appelait la réforme de la bureaucratie et sur l'Assemblée Nationale se sont montrées vaines. La fausseté du principe d'égalité de la démocratie bourgeoise que l'on nous présente comme la démocratie en général, son incapacité à réaliser les mesures de transition vers le socialisme devient évidente dès que nous tentons d'opposer l'exploiteur à l'exploité. Est-ce que l'exploiteur peut jamais être égal à l'exploité?

La démocratie prolétarienne ou en d'autres termes la dictature prolétarienne doit être mise au premier plan par chacun de ceux qui tendent sincèrement à l'abolition de l'exploitation. Sur ce programme les éléments révolutionnaires du prolétariat hongrois doivent se grouper avec les Partis Socialistes d'Italie et de Suisse et les socialistes indépendants d'Allemagne. On dit que le Parti Socialiste Serbe l'a aussi adopté.

Le renvoi à l'insuffisance de charbon, à la baisse de l'industrie, le mot d'ordre «nous ne pouvons pas socialiser le vieux fer», l'intimidation par notre situation internationale ne peuvent

empêcher aucun socialiste révolutionnaire d'agir ouvertement dans cette direction.

L'argument de la situation internationale sert aujourd'hui d'une façon évidente les intérêts des puissances impérialistes de l'Entente, tout comme quiconque s'en référant à l'insuffisance de charbon s'oppose au développement de la révolution prolétarienne sert ce qu'on appelle la défense révolutionnaire du pays, c'est-à-dire,—pour parler allemand,—son indivisibilité territoriale. Celui qui au lieu de la révolution prolétarienne, au lieu du passage du pouvoir politique aux Soviets insiste sur la défense révolutionnaire du pays contre les Roumains et les Tchèques afin que les entreprises capitalistes reçoivent du charbon, mettra volontiers le prolétariat hongrois au service des impérialistes de l'Entente dans le but de gagner cette guerre.

Je pense que le prolétariat hongrois ne sera pas sauvé par les marchands de blé américains ni par le charbon acheté en échange de munitions chez les contre-révolutionnaires polonais ou ukrainiens entretenus par l'Entente; tout cela ne peut qu'entraîner l'asservissement à l'impérialisme; le salut du prolétariat hongrois est dans l'union avec le prolétariat révolutionnaire de Russie, d'Allemagne, de Lattvia et d'Ukraine. Tel est le problème de politique extérieure que nous avons à résoudre immédiatement; et dans ce sens on peut parler de l'action générale immédiate. Je pense que déjà partout l'on commence à se dégriser au sujet de l'alliance contre-révolutionnaire appelée «Ligue des Nations». Ceux qui l'ont déclarée salvatrice comptent déjà davantage dès maintenant sur la solidarité du prolétariat italien, français, anglais, tchéco-slovaque. Mais ces contingents du prolétariat international seront, me semble-t-il, bien plus solidaires avec la Hongrie prolétarienne qu'avec la Hongrie gouvernée par le comte Karolyi.

La révolution internationale n'est pas une plaisanterie mais la *Ligue des nations* en est une. Au mois de décembre encore, si je ne me trompe, les fidèles de Wilson considéraient l'Allemagne et surtout l'Autriche comme un atout dans leur jeu et, déclaraient fièrement que la révolution sociale n'y avait aucune chance de réussite. Or, voyez maintenant: non seulement les spartakistes, mais aussi les socialistes indépendants et même les éléments prolétariens des socialistes majoritaires ne sont-ils pas partisans de la révolution prolétarienne? Croyez-vous que la lutte qui a lieu en Allemagne, soit une lutte fraternelle? Croyez-vous que l'armée dite «volontaire» soit formée de frères? Mais demandez donc, chers camarades, pourquoi le gouvernement a-t-il défendu de publier les radiotélégrammes qui communiquaient la re-

vendication des ouvriers anglais d'organiser des Soviets ouvriers et soldats et donnaient les détails des troubles de Londres?

Si vous tombez sur quelque membre du gouvernement dans un moment de franchise et s'il connaît le contenu secret de ces communications, il vous dira que la faillite de Berne devait nécessairement suivre celle de la *Ligue des Nations*, la politique internationale de Berne n'étant que la conséquence de celle de Paris. Cette faillite est aussi un signe de la victoire prochaine de l'Internationale révolutionnaire, l'adhésion à l'Internationale révolutionnaire étant la première condition pour que soit efficace une tentative de créer l'union.

Voici, à mon avis, les tâches concrètes à remplir pour réaliser l'union:

1) Organiser une Conférence générale des éléments révolutionnaires dans le but de discuter la plateforme que j'indique.

2) Réformer profondément le programme du parti, qui doit comprendre:

a) L'appréciation de l'impérialisme comme étape du capitalisme, la constatation de la banqueroute du capitalisme, l'adoption d'une attitude envers le socialisme d'Etat et le capitalisme d'Etat.

b) Les rapports du prolétariat avec l'Etat. Nous demandons bien entendu, la république des Soviets.

c) Réforme du programme de transition conformément à ce qui est dit plus haut.

3) Adhésion à l'Internationale révolutionnaire. Encore une remarque. Un gouvernement dit «pure-ment socialiste» ne signifie pas l'acheminement vers la démocratie prolétarienne. C'est même plutôt un recul sous ce rapport. Le régime parlementaire, l'organisation de l'Etat bourgeois sont des obstacles pour l'autonomie des masses ouvrières et pour la transition au socialisme. Il n'existe guère de régime purement socialiste qui pourrait réaliser la démocratie prolétarienne dans une république parlementaire, et la domination d'un gouvernement socialiste est aussi loin de la démocratie prolétarienne que le capitalisme d'Etat (qui commença, chose très significative, par la monopolisation par l'Etat de l'industrie hongroise du sucre) l'est de la socialisation.

Je vous ai écrit ces choses, cher et honoré camarade, convaincu que vous ne douterez pas de

ma résolution de combattre quoiqu'il arrive, pour la réalisation de ce programme dans lequel je vois une condition nécessaire de la libération du prolétariat. Je n'ai nulle honte, je suis au contraire fier du concours que nous recevons dans notre lutte de la part de Lénine et aussi, — je l'avoue — des spartakistes allemands. Je n'ai nulle honte d'accepter ce secours même sous la forme de roubles et je suis fier d'avoir avec Radek mérité toute la confiance de nos amis. Nous nous en montrerons aussi dignes dans l'avenir.

Quand à la question de savoir qui établira la dictature du prolétariat en Hongrie — on se le demande souvent — elle me laisse plutôt indifférent. Ce seront, à ce que je pense, les masses prolétariennes qui l'accompliront et non pas telle ou telle personne; se mettra à la tête des masses celui qui est destiné à cette mission par ses idées et, j'ajoute encore, par son courage. Je puis tranquillement dire du fond de ma prison qu'il ne m'importe guère de savoir si dans la distribution des postes je me trouverai parmi les premiers. Je tiens seulement à combattre au premier rang des prolétaires ici en Hongrie, comme je l'ai fait en Russie. L'action est la pierre de touche du vrai révolutionnaire. Nous qui nous appelons des «communistes», devons attendre dans une prison de l'Etat bourgeois qu'un jury composé de merciers de Theresienstadt, d'épiciers de Leopoldstadt et de Josephstadt se prononce sur les tendances révolutionnaires et réformistes du mouvement ouvrier, nous, «soi-disant» communistes, nous ne voulons rien de plus que réaliser notre aspiration révolutionnaire.

Je sais que cette lutte de libération du prolétariat, si même elle n'est pas décidée par un parti ouvrier unique, conduira à l'unification du mouvement ouvrier de tous les pays. Après la première étape de la lutte le mouvement ouvrier sera unifié, absolument comme cela s'est passé en Russie, où — il convient de le rappeler pour éviter des fautes possibles — ce ne sont pas les bolchéviks qui ont admis le point de vue des menchéviks.

Recevez, de la part des camarades consacrés à cette cause et de la mienne, notre salut communiste.

BÉLA-KUN.

(Budapest, 11 mars 1919).

A PROPOS DU REFUS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN DE PARTICIPER A LA CONFÉRENCE DE BERNE

(Lettre du camarade Morgari)

Chers camarades!

Vous avez publié dernièrement un télégramme de Milan du 7 février, annonçant que le parti socialiste italien, désapprouvant les moyens d'organisation de la conférence autant que le caractère des débats, avait décidé de rappeler du congrès international de Berne ses délégués, — les camarades Morgari et Casalini. Cette information est inexacte pour les raisons suivantes: 1) le parti socialiste italien ne nous a pas délégués à cette conférence; 2) nous n'y avons jamais pris part comme tels, et 3) aucune communication ne nous est parvenue d'Italie dans le sens du télégramme milanais publié par vous.

Les raisons qui décidèrent le parti socialiste suisse à boycotter le congrès international stimulèrent au contraire la direction du parti socialiste italien à nous envoyer à Berne, afin de prendre part aux réunions organisées par le bureau de l'ancienne Internationale dont nous faisons encore parti et d'y travailler à la victoire des principes de Zimmerwald et de Kienthal; mais, dans l'incertitude où nous mettais le manque de clarté des convocations télégraphiques dont certaines étaient signées par Henderson, d'autres par Huysmans et d'autres enfin par le secrétaire du parti socialiste français, de même que les informations contradictoires de la presse italienne à ce sujet, nous avons reçu en même temps l'instruction de ne pas y participer s'il n'était question que d'une manifestation de social-patriotes ou d'une continuation de la conférence des socialistes de l'Entente qui eut lieu à Londres en septembre dernier.

Aussitôt à Berne le caractère réel de la conférence nous apparut nettement et c'est ce qui nous fit déclarer au bureau de n'avoir plus à nous considérer comme délégués au Congrès. Le camarade Casalini ayant trouvé son nom sur la liste des délégués déclara officiellement au bureau que cette inscription était la suite d'un malentendu; nous restâmes au congrès exclusivement en qualité de journalistes.

Dès que nos camarades italiens eurent une idée exacte du caractère de la conférence l'«Avanti» lui aussi se prononça nettement contre elle et voici du reste ce que ce journal publia à ce sujet:

«Nous n'affirmerons pas que tous les membres du congrès étaient animés de tels sentiments (social-patriotiques); certains d'entre eux ont loyalement sou-

tenu et défendu nos principes; nous considérons néanmoins que le fait seul de leur présence, même dans l'opposition, pouvait servir la cause du parti ennemi. Cette présence contribua à donner des dehors de légalité à des actes arbitraires tels que le fut la disposition adoptée par le bureau international qui s'en rapportait aux décisions d'un seul groupe pour convoquer telle ou telle section de l'Internationale et basait exclusivement ces convocations sur les sympathies des classes dirigeantes, n'ayant en réalité aucun rapport avec le socialisme.» Les socialistes italiens, suisses, russes, anglais (du Labour party) américains, serbes, bulgares (engherzege) et tous ceux qui étaient restés fidèles au socialisme aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix se refusèrent nettement à reconnaître ce droit au bureau. C'est avec pleine raison que Constantin Lazari écrivait dernièrement: «Le parti socialiste italien ne doit pas prendre part aux assemblées de partis ou de groupes qui servent les vues et les intérêts de leurs gouvernements bourgeois et encore moins de ceux qui ont sur la conscience l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Nous considérons que ceux de nos camarades qui de bonne foi avaient l'intention de prendre part à la Conférence de Berne doivent être convaincus que le meilleur parti à prendre est de se tenir le plus loin possible de ceux qui ne cherchent qu'à jeter le voile de l'oubli sur leurs fautes et leurs crimes récents. Ce n'est qu'à ce parti pris qu'est due l'union spontanée de tous les anciens partisans de la guerre.»

Tous ceux qui partagent nos vues sur la lutte des classes ne sauraient rien avoir de commun avec une telle Internationale.

Le prolétariat socialiste du monde entier ne se laissera plus bernier. Il doit voir l'abîme qui le sépare de ses exploités.

Tout est à reconstruire et tout sera reconstruit à nouveau, sans en exclure l'Internationale aux profondes racines prolétariennes qui vit le jour dans le petit village de Zimmerwald dans les temps pénibles où elle dut subir la persécution de la bourgeoisie ensanglantant le monde, et à la calomnie haineuse de ceux qui hier ont osé jouer à Berne le rôle de défenseurs du socialisme.

«Volksrecht», N° 38 du 15 février 1919.

COMITÉ POUR LA REPRISE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(FRANCE)

SECTION SOCIALISTE Congrès des 20, 21 et 22 avril 1919

PROGRAMME

Le parti socialiste constate que, depuis le 2 août 1914, les événements ont été la justification éclatante des affirmations du socialisme avant la guerre.

Dans sa lutte contre la catastrophe qu'elle voyait venir l'Internationale socialiste a sans cesse dénoncé le terrible danger que faisait courir à la paix du monde la politique d'impérialisme, de colonialisme et d'armements à outrance de tous les gouvernements.

Le caractère capitaliste du conflit dont elle envisageait les épouvantables conséquences et dont elle s'efforçait de préserver l'humanité a été précisé par elle avec une force et une clarté chaque jour accrues et c'est solennellement qu'à Bâle, en 1912, elle a condamné la politique des traités secrets et des intrigues criminelles des dirigeants monarchistes ou républicains qui rendaient la conflagration fatale.

Confirmant les appréhensions socialistes, la guerre a éclaté et, dans toutes les phases de son monstrueux développement son véritable caractère sur lequel on s'est efforcé d'égarer les masses et la responsabilité du régime de spoliation et de la violence qu'est le régime capitaliste ont été mis en évidence.

Les gouvernements des deux groupes de belligérants, dans des accords secrets et au mépris du droit des peuples, ont procédé à leur profit à un nouveau partage du monde. Partout et toujours, à chaque succès des armes a correspondu le déchaînement des convoitises capitalistes et l'abus de la force brutale.

Maitresse un moment de l'heure, l'Allemagne officielle a imposé à la Russie l'odieux traité de Brest-Litovsk et maintenant après leur victoire, les gouvernements des nations de l'Entente, unis seulement dans leur commune haine du socialisme, mais divisés dans leurs ambitions annexionistes, témoignent dans l'établissement de la nouvelle carte de l'Europe du même mépris de principes de justice et de droit derrière lesquels ils s'abritent. C'est ainsi qu'ils s'efforcent, en vertu des traités secrets, de démembrer l'Allemagne, d'annexer ou de mettre en tutelle la rive gauche du Rhin, le bassin de la Sarre, la côte orientale de l'Adriatique, l'Asie Mineure, la Syrie, la Mésopotamie, la Perse, les colonies allemandes...

Les conflits chaque jour plus aigus des impérialistes qui mettent aux prises à la Conférence de la Paix les petites nations contre les grandes et les grandes nations entre elles, montrent bien que les appétits capitalistes et politiques de la rapine et de la conquête sont indépendants de la forme du pouvoir et qu'aucun gouvernement bourgeois n'est capable de faire la "guerre du droit".

Pour s'opposer aux desseins criminels du capitalisme, faire échec aux combinaisons de la diplomatie et empêcher le massacre, l'Internationale So-

cialiste comptait surtout sur l'action du prolétariat. La faillite ou l'impuissance du démocratisme bourgeois en face de la force dominatrice du capitalisme dans tout le cours de la guerre prouvent que cette attitude était justifiée.

Certes, l'Internationale Socialiste savait que le prolétariat systématiquement tenu dans l'ignorance et contrarié dans son effort d'organisation par la bourgeoisie au pouvoir, ne pourrait peut-être pas empêcher le conflit, mais elle prévoyait que la situation créée par cette guerre impérialiste dans ses origines et ses buts serait révolutionnaire et elle enjoignait à Stuttgart aux socialistes de profiter de cette situation pour abrégier la guerre et „d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste."

Par sa durée, par l'effroyable consommation de vies humaines et de richesse qu'elle a faite, la guerre qui s'achève a dépassé ces prévisions.

La bourgeoisie apparaît impuissante à solutionner les multiples problèmes que sa politique aveugle et belliqueuse a fait surgir et sous le poids desquels elle se débat et succombe. La disproportion considérable qui existe partout entre les ressources et les charges rend impossible au capitalisme livré à ses propres forces le rétablissement de l'équilibre financier, le relèvement des ruines, l'harmonie entre le taux des salaires et le coût de la vie qui, malgré tous les palliatifs, continue sa marche ascendante de la remise en état des moyens de production et d'échange... Et c'est parce que cette situation est générale, c'est parce que toutes les nations civilisées sont aujourd'hui plongées dans un abîme de désorganisation et de misère que le capitalisme d'une nation ne peut espérer faire payer les nations plus faibles ou vaincues. Déjà la faillite de la formule „l'Allemagne payera" est officiellement proclamée et montre aux prolétariats qui ont pu subir la griserie de l'illusion de la victoire le désarroi des classes dirigeantes. Celles-ci ne peuvent se sauver qu'en réduisant les ouvriers et les paysans à un état de servitude économique qu'il leur est impossible d'accepter.

Ainsi le prolétariat universel est placé devant une crise plus profonde, une situation plus révolutionnaire que ne l'envisageait l'Internationale Socialiste, et il est entraîné par les événements à prendre des responsabilités plus immédiates et plus hautes.

La Révolution sociale est commencée et la conception théorique et abstraite du passage de la société capitaliste au régime socialiste ne se pose plus,

En Russie, le pouvoir tout entier est aux mains du prolétariat. En Allemagne les masses ouvrières et paysannes n'acceptent pas la prétendue démocratie née du compromis des traîtres social-démocrates avec la réaction militariste et, malgré la sanglante répression du gouvernement actuel, le processus révolutionnaire est le même qu'en Russie.

La doctrine évolutionniste ne correspond donc plus à la situation. Le cours de l'histoire ne s'arrête pas et toute tentative visant, soit à déposséder la classe ouvrière là où elle a pris le pouvoir, soit à entraver l'essor des révolutions en cours, soit à paralyser le développement de la révolution sociale internationale en aidant les classes dirigeantes à résoudre dans le cadre de la démocratie bourgeoise les difficultés qui les accablent, ne peut aujourd'hui servir que les entreprises de la réaction pure.

Le Parti socialiste rappelle d'ailleurs que l'Internationale était révolutionnaire et que toute la tactique du socialisme scientifique moderne est synthétisée dans cette phrase de Karl Marx: «La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est pas.»

La conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel et le développement des institutions parlementaires et démocratiques n'ont jamais été le but final de l'Internationale. Si, en période normale, l'Internationale socialiste avait un programme de réformes, elle n'a jamais envisagé ces réformes comme une fin, mais comme un moyen approprié aux circonstances de temps et de lieu d'augmenter la capacité d'action des masses au jour de la Révolution indispensable. Elle savait que la démocratie devient impossible lorsqu'elle atteint le développement qui met en péril l'existence de la bourgeoisie capitaliste dirigeante et que, devant cette menace, le gouvernement qui est l'expression de cette bourgeoisie, supprime sans hésitation les avantages et les libertés concédés. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'une classe maîtresse du pouvoir se soit laissée déposséder légalement.

La révolution est donc nécessaire et dès que le prolétariat est en possession du pouvoir, il doit imposer sa dictature jusqu'à ce que ses conquêtes soient à l'abri des tentatives de la réaction capitaliste.

Avant d'être mise en pratique par le gouvernement des Soviets de Russie, cette idée fut celle de l'Internationale qui n'a jamais admis l'hypothèse d'une évolution aboutissant à déposséder pacifiquement et sans résistance la classe bourgeoise.

Le parti socialiste repousse également avec énergie toute tentative tendant à représenter la révolution comme prématurée et le prolétariat comme insuffisamment préparé à l'exercice du pouvoir.

Le moment de la révolution sociale et son développement ne dépendent pas exclusivement de la préparation nécessaire de la classe ouvrière, ni du degré d'évolution de la concentration capitaliste, mais aussi de la situation générale créée par la bourgeoisie et de l'impuissance de celle-ci à trouver les moyens acceptables de prolonger sa domination. Le prolétariat peut être mis dans la nécessité de faire la révolution et de prendre le pouvoir. Il doit l'accepter même si son état de préparation apparaît insuffisant.

Des faits exposés ci-dessus: d'une part décomposition de la société bourgeoise, d'autre part exis-

tence de la révolution il résulte en effet que le prolétariat mondial est placé dans l'alternative soit de faire la révolution, soit de renforcer la bourgeoisie, capitaliste et de subir sa dictature.

Seule la possession intégrale du pouvoir par la classe ouvrière pourra solutionner les problèmes d'organisation sociale. Le fait que la révolution est aujourd'hui sortie du domaine de la théorie pour devenir une réalité fait apparaître comme dépassé le stade d'une Société des Nations démocratisées devant ultérieurement évoluer vers le socialisme. La conception d'une telle Société dans l'état actuel du monde est à la foi chimérique et contre-révolutionnaire. Le conflit des impérialismes à la Conférence de Paix, le déchaînement des mêmes convoitises dans les pays nouvellement créés, prouvent que la bourgeoisie est incapable d'organiser cette Société ou d'en faire autre chose qu'un instrument de consolidation de sa puissance. Elle en est empêchée par les antagonismes irréductibles, entre capitalistes des différents Etats et la nécessité impérieuse de se préserver des soulèvements révolutionnaires. C'est à la fois pour réaliser des profits immédiats et éviter la révolution que la bourgeoisie française réclame des indemnités et des territoires.

Pour réaliser ses desseins, la classe bourgeoise, en pleine décomposition, ne peut être soutenue que par le prolétariat. Celui-ci n'a pas intérêt à lui fournir cet appui. Il doit, au contraire, profiter de circonstances qui lui permettent de prendre le pouvoir avec le minimum d'efforts. Toute adhésion de sa part à la politique du président Wilson qualifié par le Gouvernement des Soviets «d'homme-lige de l'impérialisme mondial», est une négation des possibilités de la situation révolutionnaire et une tentative de restauration d'un régime irrémédiablement compromis.

Seule la révolution peut apporter la solution rapide et complète des problèmes de réorganisation sociale. Seule elle peut délivrer l'humanité du cauchemar de la guerre et, en fondant la société sur la production, régénérer et libérer le travail en rendant impossible la spéculation, cause de la vie chère.

Seule, elle est capable de conclure l'accord international qui résoudra équitablement et sans délai toutes les questions de nationalités que le règlement base sur la violence et l'arbitraire qu'on s'efforce actuellement d'imposer laisse subsister comme autant de menaces de guerres futures.

Seule, par la suppression immédiate et générale des charges parasitaires imposées à la collectivité par le capital et accumulées dans la majeure partie de la dette publique, elle peut rétablir l'équilibre financier et trouver des ressources nécessaires pour donner aux masses laborieuses décimées par la tuberculose et les autres maladies de la misère les habitations salubres et les grandes lois d'hygiène, d'assistance et d'assurances sociales.

Seule, encore, par la reconnaissance de la valeur de tout travail utile, elle permettra à la femme de prendre dans la société la place à laquelle elle a droit et établira automatiquement, (l'exemple des révolutions en course en apporte la preuve), l'égalité complète des sexes.

C'est dans la pleine maîtrise de son destin que la classe ouvrière pourra relever les ruines de la guerre, procéder à la refecton du matériel des transports et de l'outillage industriel et agricole et assurer de la sorte le prompt ravitaillement des peuples ruinés.

Jamais la bourgeoisie capitaliste, quelques réformes qu'elle concède, ne consentira volontairement à transformer le caractère général de l'enseignement qui constitue entre ses mains le plus puissant instrument de domination. C'est la révolution triomphante qui créera véritablement le régime scolaire, laïque obligatoire et gratuit à tous les degrés, celui qui ne se contentera plus de n'apprendre aux enfants du peuple que ce que nul ne doit ignorer, mais qui, plaçant tous les enfants sur le pied de la plus parfaite égalité, assurera à chacun le plein développement de ses facultés.

Le parti socialiste se présente donc aux masses

prolétariennes en les appelant à réaliser le programme suivant:

- 1° Prise totale du pouvoir par le prolétariat;
- 2° Institution du travail obligatoire;
- 3° Socialisation des moyens de production et d'échange, terre, industries, mines, moyens de transports... sous la gestion directe des paysans, ouvriers, mineurs, cheminots, marins...
- 4° Distribution des produits faite par l'intermédiaire des coopératives et des magasins municipaux sous le contrôle de la collectivité;
- 5° Municipalisation des habitations civiles et du service hospitalier;
- 6° Transformation de la bureaucratie confiée à gestion directe des employés;
- 7° Désarmement universel par suite de l'union de toutes les républiques prolétariennes dans l'Internationale socialiste.

LES MINORITAIRES FRANÇAIS ET LE BOLCHÉVISME

Résolution proposée par les camarades Frossard, Paul Faure, Verfeuil et Lorient à la conférence de Berne

L'Internationale socialiste refuse d'ouvrir un débat qui tendrait à faire condamner la dictature du prolétariat au nom de la démocratie; tout comme elle refuserait si la proposition en était faite de condamner la démocratie au nom de la dictature.

La Conférence n'a pas de mandat, elle est même disqualifiée (par l'absence d'un certain nombre de sections nationales), pour discuter du régime établi en Russie par le gouvernement des Soviets. La Conférence considère qu'un tel débat ne pourra amener à des conclusions théoriques et pratiques d'aucune valeur tant que le blocus et la censure dans certains pays empêchent la réunion de personnes capables de nous informer sur le régime des Soviets et de nous aider à nous former à son sujet une opinion fondée. La Conférence considère en outre que le seul fait de critiquer un régime poursuivi par les capitalistes de tous les pays avec une haine implacable cadrerait avec le dessein des gouvernements qui, par le blocus économique et l'intervention militaire, rêvent d'annihiler, sous le nom de ce qu'ils appellent bolchévisme, l'effort de libération tenté par les ouvriers et les paysans russes.

Néanmoins considérant que l'intervention et le blocus menacent l'existence même de la révolution russe et même le cours de son développement, considérant aussi que le prolétariat international a le droit d'être impartialement informé sur l'expérience socialiste qui réussit en ce moment dans la république des Soviets, la Conférence déclare qu'il est du devoir des Partis Socialistes de combattre de toute leur énergie afin d'obliger les gouvernements à rappeler de Russie et à licencier les troupes qui y combattent encore, — aussi bien qu'à lever le blocus qui étouffe économiquement le peuple russe. La Conférence décide qu'une commission internationale socialiste et ouvrière sera chargée de se rendre sur les lieux et de se rendre compte dans le plus court délai, des faits qui seuls peuvent rendre l'Internationale apte à porter un jugement éclairé et définitif sur les méthodes inaugurées par la révolution russe et par la révolution d'Allemagne et d'Autriche.

Note. — Ce texte nous parvient en une traduction anglaise. Nous nous voyons obligés de le reconstituer en français ce qui ne permet pas une exactitude absolument littérale. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

La Rédaction de l'I. C. — Pétrograd.

**TEXTE DE L'ACCORD
CONCLU DANS LA PRISON DE BUDAPEST ENTRE LES PARTIS
COMMUNISTES ET SOCIAL-DÉMOCRATES HONGROIS**

Le Parti Social-Démocrate Hongrois et le Parti Communiste hongrois ont adopté à la Conférence de leurs leaders du 21 mars la résolution d'unifier complètement les deux partis.

Le parti unifié s'appellera Parti Socialiste Hongrois jusqu'au moment où l'Internationale révolutionnaire fixera sa dénomination définitive.

L'unification s'accomplit sur la base suivante: Les deux anciens partis auront également part à la direction du nouveau parti et à l'exercice du pouvoir. Au nom du prolétariat le parti prend immédiatement tout le pouvoir. La dictature sera exercée par les Soviets des ouvriers, des soldats et des paysans. Par suite,

naturellement, le projet de convoquer l'Assemblée Nationale tombe sans appel. Il importe d'organiser sans tarder l'armée de classe du prolétariat qui désarmera la bourgeoisie.

Afin d'assurer le pouvoir du prolétariat et de combattre l'impérialisme de l'Entente une étroite et complète alliance militaire et spirituelle est conclue avec la république des Soviets russe.

Le Parti Social-Démocrate Hongrois,
Le Parti Communiste Hongrois.

Budapest, 21 mars 1919.

**MESSAGE DES RÉVOLUTIONNAIRES IRLANDAIS AU PARTI
COMMUNISTE RUSSE**

Au nom du socialisme révolutionnaire irlandais et du mouvement ouvrier, je vous adresse ce salut. Transmettez-le aux camarades du Parti Communiste russe et au Congrès Communiste. J'aurais voulu vous apporter moi-même ce message et je l'aurais fait si le gouvernement américain ne m'avait pas refusé l'autorisation nécessaire. Je saisis une

occasion favorable pour vous saluer. Soyez certains que les camarades irlandais sont entièrement avec vous dans tout ce que vous entreprenez.

Avec vous pour la révolution et la dictature prolétarienne.

Jim LARKIN.

New-York, 20 mars 1919.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A TOUS, A TOUS, A TOUS.

(Par radio).

Budapest—Béla Kun.

Paris—Rédaction du «Populaire».

Un crime inouï est en train de s'accomplir, crime devant lequel pâlissent tous les forfaits commis par les classes possédantes durant la guerre. Les impérialistes anglais et français envahissent de toutes parts la République des Soviets Hongrois, afin de noyer dans le sang des ouvriers hongrois la révolution socialiste de Hongrie.

Les féodaux roumains ont jeté contre la Hongrie des troupes dupées par les propriétaires.

Les gouvernements Tchéco-Slovaque et Yougo-Slave instigués par les mêmes impérialistes français menacent la Hongrie de deux autres côtés. Le gouvernement des Soviets Hongrois a consenti aux plus dures conditions de paix, consenti à satisfaire les exigences les plus exorbitantes des gouvernements réactionnaires de la Roumanie et de la Bohême. Et les armées réactionnaires de ces gouvernements continuent néanmoins à marcher sur la Hongrie.

Le sens de ces événements est clair. La République Hongroise ne voulait pas la guerre et ne la veut pas. Le Gouvernement Hongrois accomplit la volonté de tous les prolétaires hongrois. Ceux-ci ont secoué le joug des capitalistes et c'est là leur seul «crime».

L'offensive des impérialistes contre la Hongrie socialiste s'accomplit avec l'approbation évidente et le concours assez caractérisé des traîtres de la cause socialiste qui s'intitulent social-démocrates. La Conférence de l'Internationale Jaune qui siège actuellement à Amsterdam n'a pas eu un mot de protestation contre la campagne de brigandage de Hongrie.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste fait appel aux ouvriers et aux soldats roumains, tchéco-slovaques et yougo-slaves.

Canarades! refusez le rôle de bourreaux involontaires des ouvriers hongrois! Tendez loyalement la main à vos frères, soldats et ouvriers de Hongrie. Le monde travailleur tout entier se détournera avec mépris de ceux qui, en ce moment critique, ne rempliront pas leur devoir.

Ouvriers et soldats de France! La bourgeoisie de votre pays est plus coupable que nulle autre dans la campagne de bourreaux entreprise contre la République des Soviets Hongrois. Faites entendre votre cri de protestation! Arrachez le pouvoir des mains des pires scélérats que le monde ait jamais connu! Faites tomber des mains des assassins le couteau qu'ils lèvent contre nos frères ouvriers hongrois.

Les prolétaires conscients du monde entier sont fiers des actes héroïques des ouvriers hongrois qui ont fondé la République du travail. Ouvriers hongrois, entourés d'ennemis de toutes parts les ouvriers Communistes du monde entier vous envoient leur plus ardent salut! Le prolétariat russe pendant les dix-huit mois de sa

dictature s'est vu plus d'une fois dans des situations semblables. Et il est quand-même parvenu à surmonter toutes les difficultés. Nous sommes ardemment convaincus que vous sortirez affermis de l'épreuve actuelle.

A bas les bandits internationaux!

Vive la République des Soviets Hongrois!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

Comment la bourgeoisie combat l'Internationale Communiste

Membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, sujet suisse, Frédéric Platten, arrêté le 8 avril en Finlande en qualité «d'otage russe», a été renvoyé à la frontière russe le 14 mai et se trouve à Pétrograd. Le camarade Platten refusa net son consentement à être échangé contre des Finlandais arrêtés en Russie. Il se refusa également à manifester le désir de retourner en Russie. Pour ne pas mettre d'obstacle à l'échange de citoyens russes arrêtés déjà depuis plusieurs mois à la frontière finlandaise, Platten fit la déclaration suivante au moment où il se trouvait déjà à la frontière de Finlande, à Raioka: «Le 14 mai 1919 on m'annonça dans la prison de Helsingfors qu'on me renvoyait immédiatement en Russie. Laisant de côté tous mes désirs personnels et tenant compte des circonstances, je ne m'oppose plus à mon renvoi en Russie.» On lui donna l'assurance que l'on avait renoncé en le renvoyant à l'échange antérieurement projeté. Le cas Platten a été discuté au parlement finlandais. Nous savons de source authentique, que la manière d'agir du gouvernement qui se saisit d'un citoyen suisse en le déclarant otage russe souleva une opposition violente; les représentants du gouvernement déclarèrent que la décision connue du parlement peut amener la chute du ministère.

La bourgeoisie qui ouvre partout ses portes hospitalières à l'Internationale «jaune» de Berne, croit tous les moyens bons pour réagir contre l'activité de la III-ème Internationale communiste. Les ouvriers de tous les pays apprécieront à leur juste valeur cette attitude de la bourgeoisie.

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV

Message au Congrès des camarades suédois.

Chers amis.

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste j'adresse à votre Congrès notre salut le plus cordial.

Le Comité Exécutif est convaincu que votre Parti qui le premier a levé l'étendard du combat contre le social chauvinisme, adoptera maintenant officiellement le nom de Parti Communiste et adoptera naturellement dans son entier le programme de l'Internationale Communiste.

La bourgeoisie des pays de l'Entente n'a pas eu la force d'intervenir ouvertement contre la Russie des Soviets. Les ouvriers et les soldats ne le lui ont point permis. Maintenant les impérialistes de l'Entente appliquent le système de l'intervention cachée dans les affaires russes, s'efforçant de pousser contre nous la Finlande, l'Esthonie, la Pologne etc. Démasquer cette nouvelle campagne de bandit contre la république socialiste c'est une des tâches des plus importantes de tous les prolétariats de l'Europe. Votre Parti, nous en sommes convaincus, sera sur ce rapport au premier rang.

L'Internationale Communiste croît et se fortifie chaque jour. Nulle force nous vaincra. L'heure est proche de la victoire complète des ouvriers dans le monde entier.

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV

Aux organisations de la jeunesse prolétarienne du monde entier.

Chers camarades,

La jeunesse ouvrière et rurale a fourni le plus grand nombre de victimes à la tuerie impérialiste. Des millions et des millions d'ouvriers et de cultivateurs ont péri dans la fleur de l'âge pour servir les intérêts d'un groupe de capitalistes. Les gouvernements bourgeois envoyaient la jeunesse ouvrière à la tuerie très consciemment, poursuivant ainsi un double but : 1) celui de vaincre leurs concurrents bourgeois et 2) celui de détruire les groupes les plus «turbulents», les plus exigeants et les plus révolutionnaires des ouvriers de leurs propres pays.

La jeunesse ouvrière a le plus souffert dans la guerre de 1914-1919. Et la jeunesse ouvrière a été la première à élever sa voix contre le massacre monstrueux.

Lorsque les partis «socialistes» et «social-démocrates» officiels ont passé du côté de la bourgeoisie et se sont mis à glorifier cette guerre de pillage comme une guerre «équitable» et «libé-

trice», les organisations de la jeunesse ont été les premières à protester contre cette trahison. Les Scheidemann et les Ebert en Allemagne, les Renaudel et les Thomas en France, les Hyndman et les Henderson en Angleterre, les Remmer et les Austerlitz en Autriche, les Branting en Suède, les Greilich en Suisse, les Gompers en Amérique et les res'e des menteurs et des traîtres dans les autres pays se sont heurtés à la résistance de la jeunesse ouvrière.

L'heure est venue maintenant d'organiser la jeunesse Internationale. La jeunesse ouvrière du monde entier doit choisir définitivement sa voie.

L'Internationale Communiste fondée en mars 1919 à Moscou fait appel à toutes les organisations de la jeunesse en lui proposant de s'affirmer et de se rallier à l'Internationale Communiste.

Les communistes considèrent l'organisation de la jeunesse comme une de ses tâches les plus importantes et les plus urgentes. Le grand lutteur de l'Internationale Communiste, crucifié par les traîtres du socialisme du parti Scheidemann, Karl Liebknecht fut un des promoteurs les plus zélés du mouvement de la jeunesse et l'un de ses organisateurs. La République des Soviets consacre toutes ses forces, tout son appareil pour aider la jeunesse ouvrière et rurale.

Une Internationale jeune s'est fondée à Berne. Les assassins de Karl Liebknecht s'y sont unis aux traîtres de la classe ouvrière française. Cette Internationale jeune est devenue un instrument dans les mains des impérialistes de l'Entente, Kautsky, avocat de l'«unité» avec Scheidemann, est en fait un valet de la bourgeoisie.

La jeunesse ouvrière, nous en sommes certains, ne voudra rien avoir de commun avec cette Internationale de mensonge, de tromperie et de trahison. La jeunesse ouvrière viendra se joindre toute entière à l'Internationale de la lutte, à l'Internationale rouge, Communiste. Le moment si longtemps attendu de la lutte pour le pouvoir des ouvriers, pour la dictature du prolétariat, pour le communisme, ce moment est arrivé. La classe ouvrière prend sa revanche pour toutes les humiliations qu'a subi le drapeau du prolétariat durant cinq années de guerre. Les ouvriers dans le monde entier organisent leurs Soviets qui réaliseront le socialisme. A l'armée noire de la bourgeoisie nous opposerons notre armée rouge du prolétariat, et la jeunesse ouvrière combattra sur les premières barricades pour les conquêtes du pouvoir des Soviets.

Vive la jeunesse prolétarienne!

Vive l'Internationale de la jeunesse Communiste!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
G. ZINOVIEV

Pétrograd, 29 mai 1919

RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS AU 1-er CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

RAPPORT du camarade ALBERT

(Allemagne)

Camarades!

Le 8 novembre 1918 les partisans des socialistes indépendants eux-mêmes niaient encore la possibilité d'une révolution en Allemagne. L'édifice vermoulu du régime capitaliste croulait pourtant le lendemain et tout ce qu'on critiquait si sévèrement chez les Russes et dont on supposait l'Allemagne incapable y devenait fait accompli. Il est vrai que le mouvement révolutionnaire là-bas semblait n'être au début qu'une simple émeute de soldats, provoquée par la sévérité excessive du commandement et la fatigue d'une longue guerre, mais le système des soviets fut introduit et adopté en une seule nuit jusque dans les plus petites villes.

On ne saurait donc parler en ce cas d'une révolution purement militaire, mais bien d'une manifestation ferme et précise de la volonté du prolétariat exigeant l'établissement d'un système social vers lequel tendaient depuis longtemps tous ses efforts.

Les soviets de députés ouvriers et soldats ne jouirent pas au commencement d'une grande confiance; les socialistes de majoritaires de Scheidemann bien mieux organisés que les ouvriers, réussirent à s'introduire dans les rangs du nouveau gouvernement et acquirent dans les soviets une situation ferme. L'ancien point de vue des ouvriers qui s'imaginaient qu'il suffisait pour l'organisation d'une nouvelle société de remplacer les anciens ministres et fonctionnaires par autant de social-démocrates, mena à ce résultat: les socialistes de la majorité et les indépendants représentaient le nouveau gouvernement allemand.

Aux premiers jours de la révolution, les soviets proposèrent aux membres de l'union Spartacus d'entrer dans le gouvernement exigeant que le camarade Liebknecht en fit également partie; celui-ci déclara le jour-même qu'il consentait à rester trois jours dans les rangs du nouveau ministère dans le but d'affermir l'armistice. Cette offre ayant été déclinée par les socialistes de la majorité, Liebknecht refusa net de faire parti du gouvernement—exemple qui fut suivi par tous les autres membres de l'union Spartacus. Nous étions convaincus que le moment n'était pas encore venu pour l'Allemagne de créer un nouveau régime social et qu'il ne suffisait aucunement pour une semblable reconstruction d'avoir chassé du pouvoir quelques serviteurs du Kaiser. Le grand problème est de détruire de fond en comble tout l'appareil de l'ancien gouvernement et de créer à sa place une nouvelle forme de gouvernement prolétaire. Notre principal but était donc de démontrer aux masses l'avantage du système des soviets et d'instituer la dictature du prolétariat. Les mesures prises aussitôt par le nouveau gouvernement

prouvèrent à quel point nos camarades avaient eu raison en refusant d'y collaborer, les premiers décrets ne poursuivant qu'un seul but: enlever aux soviets tout pouvoir exécutif.

Haase, Dittmann, Barth et d'autres entrèrent également dans les rangs du gouvernement. Le premier décret fut publié au nom des soviets et du gouvernement, mais quelques jours après, ce dernier entra en conflit avec le soviets central; ce fut le gouvernement qui eut le dessus. Les officiers furent réintégrés dans leurs anciens droits et reprirent le commandement. On avait décidé que le moment n'était pas venu pour le régime du socialisme et que cette question devait être ajournée pour un temps indéterminé. Tout ce que représentaient les exigences des ouvriers et les aspirations de la classe opprimée était rejeté sous prétexte que l'ennemi menaçait et qu'il dictait ses volontés.

Lorsque le prolétariat s'éleva contre cette politique, refusant de suivre l'ancienne route, le gouvernement dévoila ses véritables intentions. Il est à retenir que, dès le troisième jour de la révolution, les journaux de droite déclaraient: la révolution est un fait accompli et indéniable; le premier devoir du gouvernement est de travailler à la démocratisation de l'Allemagne. Il est évident qu'ils avaient en vue la démocratie bourgeoise et la convocation de l'assemblée constituante. L'union Spartacus déclara aussitôt qu'il n'en saurait être question et que nous voulions la dictature du prolétariat, dont les soviets représentaient l'appareil exécutif; le droit de créer un nouveau régime social ne pouvant appartenir qu'au peuple qui avait fait la révolution.

Nous réclamions la lutte implacable des classes jusqu'à l'anéantissement du système capitaliste. Ce point de vue ne pouvait certes pas être partagé par Scheidemann, Ebert et Cie qui se déclarèrent partisans de l'Assemblée Constituante. Les élections furent annoncées en toute hâte.

Cette situation détermina la scission du peuple allemand qui opta d'un côté pour le capitalisme représenté par les partisans des Scheidemanns et de l'autre pour l'union Spartacus qui poursuivait la réalisation du système des soviets.

Les camarades qui adhérèrent à l'union Spartacus faisaient jusque là partie des social-démocrates indépendants. On sait qu'avant la guerre il n'existait en Allemagne qu'un seul parti social-démocrate unifié, porté aux nues à l'étranger et que lorsqu'au début de la guerre les social-démocrates et leurs chefs passèrent dans les rangs des nationalistes, luttant aux côtés de la bourgeoisie pour la guerre, seuls les membres de l'union Spartacus quittèrent le parti.

Il y avait cependant au milieu des social-démocrates un groupe avec Haase et Ledebour en tête, qui, tout en s'abstenant du vote des crédits militaires s'entendait avec

Scheidemann et Ebert sur toutes les autres questions de la défense nationale. Ce groupe fut exclu du parti et fonda celui des social-démocrates indépendants.

Les membres de l'union Spartacus se trouvaient alors dans l'impossibilité d'agir, tous leurs représentants ayant été jetés en prison et envoyés dans les tranchées; seuls quelques-uns d'entr'eux surent profiter des rares occasions de liberté pour travailler à l'œuvre entreprise. Lorsque le parti des social-démocrates indépendants se fut organisé à Gotha, les membres de notre parti exprimèrent le désir de s'unir à eux, malgré les différends qui s'élevaient déjà entre nous; mais le rôle que jouèrent les indépendants au début de la révolution en s'unissant aux partisans, de la démocratie bourgeoise, nous obligea cette fois à rompre définitivement tous rapports. C'est alors que fut fondé, à la conférence de notre union le 3 janvier 1919 à Berlin, le Parti Communiste allemand.

Le gouvernement Scheidemann - Ebert entreprit, presque aussitôt sa formation, une lutte ardente contre les communistes, employant contre nous toutes les mesures répressives en vogue sous l'ancien régime. Aux protestations des ouvriers qui s'élevèrent contre ces iniquités en se mettant en grève, il répondit par le canon et la mitrailleuse. Beaucoup de nos camarades furent tués ou blessés dans la journée sanglante du 6 décembre 1918. Il est à remarquer que c'est à l'égard des députés - soldats de notre parti que les persécuteurs montrèrent le plus d'acharnement.

Que représente à l'heure qu'il est l'armée en Allemagne? Les soldats, qui, après 4 ans de guerre, ont anéanti le 9 janvier l'ancien régime, refusent de jouer leur ancien rôle. Les vieux régiments n'existent plus; ils se sont dispersés sans demander l'avis de Scheidemann. Les régiments qui se trouvaient en Allemagne furent démobilisés quelques jours après la révolution. Certains territoires dont les représentants passèrent aux communistes, tels que la république de Brunswick, entreprirent et achevèrent cette démobilisation malgré les injonctions du Gouvernement, qui d'ailleurs n'avait rien à attendre de ces soldats, ne pouvant s'en servir pour ses projets. Au front l'ancienne armée refusait de combattre contre l'ennemi de l'extérieur et s'est dispersée sans se soucier de l'armistice.

Je ferai remarquer ici que la Russie a joué un grand rôle dans la décomposition de notre armée. Les prisonniers qu'elle nous rendait y contribuèrent pour une bonne part, semant la rébellion partout où ils passaient. Il y avait, il est vrai, des régiments au front qui n'avaient pas encore été entamés par la propagande, mais ils ne résistèrent pas longtemps. Le général Léguis, commandant en chef de la garnison de Berlin déclarait en janvier qu'il ne fallait guère plus de 5 à 6 jours passés à Berlin pour démoraliser ses hommes. Ce ne fut donc que grâce à l'arrivée fortuite du front de quelques régiments restés insensibles à la propagande, qu'il fut possible de lancer les soldats contre les ouvriers dans les rues de Berlin. Tel fut le cas lorsque, le 6 décembre, les soldats revenant d'une conférence du soviet rouge furent fusillés par un régiment arrivant de Finlande, où lorsque les matelots — ces remparts de la révolution, composés pour la plus part, d'anciens ouvriers communistes — à leur refus de quitter Berlin tombèrent sous les grenades dont les couvrit un régiment appelé en toute hâte du front.

Haase, Bartt et Diettmann, membres du gouvernement, déclarèrent n'avoir pas assisté à la conférence où il fut décidé de tirer sur les ouvriers. Les indépendants quittèrent ensuite les rangs du gouvernement, jetés dehors par Scheidemann, non sans déplorer amèrement cette déconvenue.

L'union Spartacus ne pouvait travailler de pair avec eux. De plus toute tentative d'entente devenait inutile en raison des innombrables différends qui s'élevaient à chaque instant dans le milieu des indépendants, chaque leader personnifiant une nouvelle direction et voulant former un nouveau parti. Ledebour et Däumig par exemple caressaient l'espoir de fonder un parti allemand unifié, ce qui, en cas de succès aurait amené la naissance d'un nouveau parti de social-démocrates indépendants, tenant le milieu entre la gauche et la droite et ne correspondant nullement aux tendances de l'extrême gauche, autrement dit de l'union Spartacus, qui soutenait la dictature du prolétariat. C'est ce qui nous décida à rompre immédiatement avec eux, et de rendre par cela même impossible la formation d'un tel parti.

L'important pour les communistes n'était pas seulement de former un parti, mais principalement d'entreprendre l'éducation des masses afin de les préparer à l'avènement d'un nouveau régime social. Il s'agissait de détruire chez l'ouvrier cette conviction encore fortement enracinée qu'il suffit pour la solution du problème de remplacer les anciens ministres par quelques social-démocrates et de lui démontrer qu'aucune lutte définitive ne pouvait être entreprise contre la bourgeoisie sans un soulèvement en masse.

Pour nous il était clair dès le début que la révolution du 9 novembre n'était en réalité qu'une faible tentative dans ce sens et que la vraie révolution était loin d'être achevée en Allemagne.

Ces dernières semaines ont prouvé que la transformation du régime social ne se fera pas sans une lutte acharnée de part et d'autre et que cette guerre civile sera menée avec une violence sans exemple dans l'histoire. Il est indispensable de démontrer aux masses que ce but ne saurait être atteint qu'à l'aide du système des Soviets et c'est là l'objet principal de notre propagande. Examinons la situation: on sait que dès le début de la révolution, les soviets furent organisés par toute l'Allemagne; le même système fut introduit dans tous les ateliers et les grosses entreprises commerciales afin d'améliorer et de réglementer les conditions de travail. Ces soviets — fait important à constater — firent face aux anciens syndicats si puissants jusque-là en Allemagne, et dont le seul but était d'opprimer la classe des travailleurs. Le rôle des syndicats devient nul dès le 9 novembre et tous les mouvements ouvriers pour l'augmentation du salaire furent commencés et menés à bonne fin sans l'aide et même souvent contre l'avis desdits syndicats, qui eux n'avaient jamais rien obtenu d'utile dans ce sens. Tout dernièrement seulement, le syndicat des employés du commerce et de l'industrie s'est mis ouvertement à la tête du mouvement et cela uniquement parce que des membres du parti communiste siègent dans sa direction.

Examinons les perspectives de cette lutte en Allemagne. Certes, si on s'en rapportait aux chiffres fournis par les dernières élections à l'assemblée nationale, il faudrait convenir que les masses sont pour les socialistes de la majorité.

Onze millions de voix ont été données pour les Scheidemann et deux millions pour les socialistes indépendants. Mais il suffit d'approfondir les faits pour constater que les ouvriers sont loin de suivre le gouvernement en rangs serrés qu'il se l'imagine. Il devient clair que partout, où le prolétariat, poursuivant ses propres intérêts agit contre le gré des gouvernants, il s'appuie sur les dévies des communistes. Un grand pas en avant vient d'être fait en ce sens par les ouvriers mineurs dans la région Westphalienne du Rhin; ces derniers ont organisé un soviet central qui régit et contrôle toute l'exploitation minière de la région; cette socialisation fut entreprise sans aucun sabotage de la part des employés et fonctionnaires qui se déclarèrent prêts à la mener à bonne fin en travaillant aux côtés des ouvriers. Cet exemple prouve que les ouvriers commencent à se rendre compte de la nécessité d'une socialisation générale des entreprises et de la vie même, et d'un changement radical de toute la méthode économique.

Les perspectives de la lutte entreprise sont d'autant meilleures que toute la vie économique de l'Allemagne décline vers une désorganisation imminente. Moins rassurante est l'attitude inconciliable du gouvernement qui ne se gêne pas pour employer contre les ouvriers tous les moyens de répression dont il dispose encore; mais ceux-ci ne se laisseront pas terroriser. «Nous ne marchons pas contre les ouvriers!» Ces paroles deviennent de plus en plus fréquentes dans la bouche des soldats allemands et ont forcé le gouvernement à former à l'exemple de la Russie des régiments de garde blanche composés de volontaires. Tels furent les régiments formés pour la défense de la frontière orientale qui ont pour mission de retenir les Polonais rebelles—ces mêmes Polonais si opprimés déjà aux temps de la dictature bourgeoise—et de repousser l'invasion de l'armée rouge bolchéviste.

Les légendes les plus calomnieuses courent en Allemagne sur le compte de ces armées rouges, qu'on représente comme des bandes de brigands, pillant et détruisant tout ce qu'elles trouvent sur leur passage. Ces légendes sont l'objet d'une propagande suivie de la part du gouvernement qui espère par ce moyen gagner les soldats à sa cause.

Ce sont ces mêmes soldats de la nouvelle garde blanche qu'on jette contre les ouvriers dans les rues de Berlin. Leur premier fait d'armes eut lieu en janvier 1919 aussitôt que le nouveau gouvernement fut nommé au poste de l'ancien chef de police un socialiste de la majorité bien connu des ouvriers pour sa trahison. Sans aucune provocation de la part de notre parti les ouvriers s'emparèrent le 19 janvier 1919 de quelques rédactions, entr'autres de celle du «Vorwärts» objet de leur haine depuis longtemps. Après plusieurs journées d'hostilités les socialistes de la majorité secondés par le gouvernement firent avancer la garde blanche et la chargèrent de débarrasser Berlin des rebelles. Pour avoir une idée de la cruauté des répressions qui suivirent, il suffit de savoir que les premiers parlementaires sortis du «Vorwärts» furent fouettés à mort par les soldats et que 7 autres furent tués.

Aussitôt le mouvement étouffé, les gardes blancs jetèrent en prison tous ceux qui de près ou de loin touchaient à l'union Spartacus, et c'est alors que nous perdîmes nos meilleurs leaders—Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg qui tombèrent sous les coups de ces bourreaux.

Tout ce qu'on raconte au sujet de la fuite de Karl Liebknecht et de la prise de Rosa Luxembourg par les ouvriers n'est que mensonge et calomnie. Nous possédons des témoignages irréfutables prouvant que Liebknecht fut d'abord frappé à coup de crosse sur la tête par les blancs puis achevé par eux dans l'automobile où ils le transportaient et que Rosa Luxembourg fut assommée à coups de crosse. Les assassins et les officiers sont connus, tous leurs interrogatoires sont publiés; inutile d'ajouter qu'ils sont toujours en liberté et que le gouvernement ne songe même pas à leur faire expier leur crime.

Beaucoup de nos camarades ont partagé le sort de Liebknecht et de Rosa Luxembourg—et furent assassinés et enterrés par des soldats fanatiques. Karl Radek, notre camarade russe, arrêté également fut jeté lourdement enchaîné dans le cachot infect d'une ancienne maison de détention. Comme vous voyez la terreur blanche bat son plein à Berlin et la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est loin d'être menée comme dans le temps à coups de proclamations et de brochures. La bourgeoisie affolée emprunte ses arguments à la poudre, n'en ayant point d'autres.

La situation économique de l'Allemagne est mauvaise. Beaucoup d'entreprises ont fait faillite ou se ferment par suite des salaires excessifs obtenus par les ouvriers aux moyens de grèves répétées et ruineuses. L'ouvrier de son côté de vient de plus en plus inapte au travail, ne se souciant plus de remplir les poches des entrepreneurs. Les provisions de matières brutes sont insignifiantes et leur trafic se fait en sous-main. A mon départ de Berlin on y comptait 260.000 chômeurs. L'Allemagne est à la veille d'une faillite économique générale.

L'état actuel du transport n'est guère meilleur. On me disait en Allemagne: «Si tu vas en Russie de graves désagréments t'attendent dans tes voyages». Camarades, le parcourt que j'ai fait de la frontière à Moscou ne saurait même être comparé aux calamités éprouvées en Allemagne. Les Anglais et les Français nous ont confisqué nos meilleures locomotives. Le voyage de Berlin à Leipzig qui durait 2 heures demande maintenant de 9—10 heures. Certaines lignes qui avaient des trains directs à toutes les heures ne comptent plus que deux ou trois trains de passagers par jour.

La question du ravitaillement se complique de jour en jour. Les prix montent fabuleusement; certains produits sont introuvables. Les rations délivrées sont insuffisantes pour vivre, ce qui ouvre un large débouché aux spéculateurs et grève lourdement le budget des ouvriers, provoquant des émeutes d'affamés. Les blancs attendent le moment pour tomber sur le prolétariat et de graves rencontres sont imminentes.

Toutes ces considérations jointes à la paix que nous offre l'Entente, nous font bien augurer sur l'issue de la lutte entreprise par le prolétariat. Les consolations et les tergiversations du gouvernement qui met en avant la paix non signée et les promesses de l'Entente, ne trompent plus les ouvriers. Voilà des mois qu'on nous répète que nous devons battre les Russes pour complaire à l'Entente. Nous n'y avons gagné jusqu'à présent que quelques bouteilles de lait condensé, offertes à des prix inaccessibles. Les Scheidemanns et Cie qui soutenaient il y a 4 ans la politique inconciliable du gouvernement à l'égard de l'Entente sont à ces

pieds à l'heure qu'il est et demandent grâce. Ils ont peur de la paix et ce n'est pas sans raison. N'est-ce pas le gouvernement allemand uni aux Scheidemanns et autres qui donna à l'Entente la première leçon sur la façon de traiter les vaincus? Anglais et Français peuvent leur répondre maintenant: «Souvenez-vous de Brest-Litovsk? En vous posant ces conditions impitoyables qui vous ruineront pour longtemps nous ne faisons que suivre votre exemple».

Wilson et Clémenceau jouent auprès de leurs gouvernements—capitalistes le rôle de fidèles intendants, cherchant à retirer de l'affaire le plus d'avantages possibles. Les plates supplices de nos gouvernements ne changeront rien aux intentions de l'Entente qu'elles ne sauraient toucher. Il appartient au prolétariat seul, en continuant victorieusement la campagne révolutionnaire entreprise, de gagner la confiance de ses frères anglais et français afin de combattre à leur côté pour la révolution universelle.

Telle est l'opinion du parti communiste allemand et tel est l'objet de notre propagande partout où le prolétariat n'est pas encore d'accord pour nous suivre. Je ne crois pas faire preuve d'un optimisme exagéré en affirmant que l'avenir nous appartient malgré les Scheidemanns et les assemblées constituantes et que l'avènement de la dictature prolétarienne est proche. Il est indispensable que le prolétariat allemand vienne augmenter les rangs de ses frères des autres pays. Imbu de cette ferme conviction j'ai accepté avec joie votre proposition, certain que le moment approche pour nous de combattre aux côtés du prolétariat anglais et français pour la révolution universelle et le triomphe des idées communistes en Allemagne.

M. ALBERT.

RAPPORT du camarade ZINOVIEV

(Russie)

Camarades! Vous comprendrez que je ne puis vous renseigner que sur une partie des matériaux que j'ai à ma disposition. C'est la première fois que nous sommes en état de convoquer une Conférence Internationale sur le territoire russe et que nous pouvons présenter à l'attention de nos camarades les nombreux matériaux, concernant le mouvement de notre parti.

Nous ne sommes plus obligés, comme jadis, de prendre la parole en qualité d'émigrants et de ne parler que d'après des on-dits du mouvement de la classe ouvrière. Nous aurions pu, en d'autres termes dire presque la même chose que ce que vient de raconter le camarade Albert de l'Allemagne, sur ce que nous venons de vivre en Russie. Son rapport nous rappelle ce qui est arrivé chez nous au temps de Kérensky, et la période que nous avons traversé en Russie, vers le mois d'octobre 1917.

Notre parti était le seul, comme vous le savez, qui avait proclamé la révolution prolétaire en Russie. Tous les autres partis étaient contre la Révolution d'Octobre et il était évident que l'avant-garde communiste du prolétariat russe, sans avoir à compter sur l'aide de personne, mais au contraire ayant à se heurter à quantité d'obstacles, serait obligée de prendre sur elle toute la charge de la lutte.

Jusqu'à la révolution d'Octobre notre parti comptait près de 15,000 membres. Actuellement, peu de temps avant d'ouvrir le huitième Congrès du parti Communiste, nous comptons près de 700,000 membres en Russie. Ce n'est pas beaucoup, c'est vrai, mais vous devez comprendre que nous ne pouvons ouvrir nos portes toutes grandes devant tous les éléments qui voudraient entrer dans notre parti. Certes, les meilleurs éléments, de la classe ouvrière s'inscrivent chez nous, les meilleurs éléments communistes—et nous acceptons avec joie ces éléments-là. Mais, étant donné que notre parti se trouve au pouvoir, il est compréhensible que beaucoup d'éléments incertains et petits-bourgeois tâchent de s'infiltrer parmi nous. Mais notre parti a décidé formellement et à l'unanimité d'y mettre obstacle. Notre comité central a même résolu de...ver plusieurs membres du parti du droit de

vôte à l'Assemblée. Il est tout-à-fait extraordinaire, c'est vrai, de recourir à des restrictions du droit de vote dans les rangs du parti même, mais, je le répète, tout le parti a approuvé notre manière d'agir, car nous voulons qu'il constitue un tout unique, qu'il ne soit composé que de communistes. Toute la question ne se rapporte qu'à 800,000 membres qui tiennent en mains tout l'outillage gouvernemental — de haut en bas.

Les ouvriers forment la base du parti et les intellectuels sont faiblement représentés. Ce n'est, que dans ce dernier temps que l'on a vu un changement se produire. Une partie de la classe intellectuelle consent à travailler avec nous dans les Soviets, mais son admission dans notre parti rencontre des difficultés.

La seconde forme de notre organisation de travail est formée par les unions ou ligues professionnelles. Le développement historique de nos ligues a été tout autre qu'en Allemagne. Elles ont joué un grand rôle révolutionnaire en 1904 et 1905 et luttent à présent à côté de nous pour le socialisme. Ces unions comptent actuellement près de 3,500,000 membres en Russie—chiffre établi lors du dernier Congrès des unions professionnelles. La majorité de leurs membres partage les points de vue de notre parti et toutes les décisions se votent dans notre sens. Il n'y a qu'une petite minorité qui défend les idées de neutralité et d'indépendance du mouvement professionnel. La plus grande partie trouve qu'il est indispensable de travailler conjointement avec les communistes. Mais il y a un assez grand courant qui exige l'étatification des unions professionnelles; elles veulent faire partie officiellement du gouvernement des Soviets. Tous les décrets démontrent, en réalité que l'activité de ces ligues forme une partie de notre machine gouvernementale. Dans les questions de tarifs, de salaires des ouvriers — ce sont les Soviets qui décrètent, mais le mot de la fin, la décision finale appartient aux unions professionnelles. Les autres questions en sont au même point, comme par exemple, la question de l'assurance sur la vie des ouvriers, etc.

La troisième forme de notre organisation appartient aux coopératives. Nous sommes actuellement à la tête de 25,000 coopératives, comptant dans les villes 2,000,000 membres ouvriers; dans les villages il y a 10,000,000 coopérateurs ruraux; si l'on tient compte des familles des membres proprement dit, ces organisations ont réuni près de 50,000,000 personnes.

Mais nos organisations principales sont, comme vous le savez, nos Soviets. Il est assez difficile de dire combien d'ouvriers et de paysans-cultivateurs se sont organisés en Soviets. Nous pouvons en tout cas certifier que dès le moment où nous avons institué notre constitution des Soviets, les élections se propagent journellement dans les classes moyennes de la population. Nous voyons ce tableau par exemple dans les élections des députés-ouvriers du Soviet de Pétrograd. Près de 650,000 personnes environ jouissent du droit de vote à Pétrograd. Près des 2/3 de la population ont participé aux élections et plus des 9/10 ont droit au vote. Je pense, que ce tableau est caractéristique pour toutes nos villes et l'on peut vraisemblablement affirmer, qu'une population de plus de 100,000,000 de personnes use de ses droits de vote. Il va de soi que les ouvriers sont chargés de tout le grand travail des Soviets et cette circonstance a aussi sa signification pour les camarades des autres pays. On nous a fait souvent craindre et les ouvriers eux-mêmes le craignaient également, que nous n'arriverons pas à bout tout seuls d'un travail aussi compliqué. Nous faisons encore bien des fautes, mais la classe ouvrière de Russie qui n'est certainement pas la plus intellectuelle du monde entier, a démontré néanmoins qu'en prenant en main le pouvoir politique, elle est en état de résoudre toutes les questions les plus complexes si elle est guidée par un parti organisé.

Jusqu'au dernier moment notre parti était principalement un parti du prolétariat des villes. C'est tout-à-fait compréhensible, car les premiers membres de notre parti sont sortis des centres de fabriques: notre organisation a vu le jour dans les quartiers ouvriers. Maintenant notre parti devient celui des masses laborieuses populaires en général des villes et des villages. Nous ne travaillons pas depuis bien longtemps dans les villages et peut-être n'y travaillons-nous pas aussi énergiquement que dans les villes. Mais nous pouvons dire, qu'un an de travail nous y a donné beaucoup de forces nouvelles et que nous avons distancé tous les autres partis. La popularité du parti communiste est très grande dans les campagnes et elle grandit journellement. La jeunesse rurale, les jeunes gens qui ont été soldats, et les ouvriers des villes, principalement ceux de Pétrograd et de Moscou ont accompli un grand ouvrage — surtout les ouvriers de Pétrograd. La dernière année près de 280,000 ouvriers ont quitté la ville pour aller au front ou rentrer au village. C'est certainement un grand malheur pour Pétrograd, mais c'a été un bonheur pour la révolution — car c'est la « vieille garde » des ouvriers russes qui est partie et elle a pu travailler avec profit partout où elle passait. La révolution communiste a roulé les derniers mois jusqu'au village. Actuellement le cultivateur indigent est en train de traverser sa révolution d'Octobre — et nous pourrions puiser à cette source beaucoup de nouvelles forces pour notre révolution communiste.

C'est la première fois que notre prolétariat et notre parti ont eu la possibilité de mener avec le concours de l'État, une propagande communiste. Et nous avons profité de

cet avantage. Nous nous trouvons à présent devant une immense tâche; beaucoup est déjà fait — mais il reste encore beaucoup à faire. Notre parti a 35 journaux lui appartenant, et plus de 100 journaux des Soviets paraissent quotidiennement. Ce sont des journaux pour les cultivateurs et les soldats — et c'est ce que nous entendons par liberté de la presse. Nous pouvons à présent publier des journaux pour les paysans dans les plus petites localités — journaux dans lesquels les paysans écrivent pour la plupart du temps eux-mêmes — et c'est la liberté de la presse la plus utile et dont les travailleurs ont le plus besoin. Le tirage de nos journaux est assez considérable. Les *Isvestia* qui sont l'organe central du gouvernement des Soviets, se tirent à environ 400,000 exemplaires; la *Gazette Rouge* (*Krasnaia gazeta*) de Pétrograd — paraît en 280,000 exempl. et seul le manque de papier ne nous permet pas d'augmenter le tirage. L'organe central de notre parti — la *Pravda* ne paraît aussi qu'en 150,000 exempl. faute de papier. — Nous avons organisé beaucoup d'universités populaires pour les prolétaires et les paysans — elles se développent très bien et donnent à la campagne de grandes forces intellectuelles qui y travaillent dans l'intérêt du communisme. Les Soviets des grandes villes ont fondé de grandes imprimeries; l'imprimerie du Soviet de Pétrograd par exemple a publié près de 11,500,000 livres et brochures dans le courant de l'année écoulée, l'imprimerie centrale de Moscou a développé une activité plus grande encore. Cette question concerne principalement le Commissariat de l'Instruction Publique, qui actuellement mène une propagande à peu près communiste mais notre parti exige qu'il organise maintenant tout son travail sur des bases communistes. Je me bornerais, quant à présent, à ne vous donner que quelques chiffres; en 1917 les dépenses du Ministère de l'Instruction Publique se montaient à 300,000,000, en 1918 — à 3,000,000,000 Rbs. et pour la première moitié de l'année 1919 ont été déjà assignés 4,000,000,000 de Roubles. Vous pouvez voir par là quel travail énorme incombera à ce Commissariat. Dans la presse bourgeoise de l'Allemagne et de la France vous avez pu lire que même des autorités bourgeoises sont obligées de reconnaître que le gouvernement des Soviets a accompli sous ce rapport un travail admirable et tout-à-fait extraordinaire.

On parle beaucoup à l'étranger de notre situation économique. Kautsky a traité la question du socialisme et de la pauvreté en Russie. Le pays est effectivement très pauvre. Nous l'avons reçu dans un tel état, que des contrées entières étaient ensanglantées et prêtes à succomber. Nous nous sommes trouvés devant une situation très difficile et qui jusqu'à présent est encore très menaçante. Mais durant l'année qui vient de s'écouler, nous sommes néanmoins, arrivés à plusieurs bons résultats: nous avons pris en mains les organisations économiques, nous possédons un appareil de travail plus ou moins suffisant — il exige des améliorations certes, mais il fonctionne. L'année prochaine on pense assigner aux besoins des Soviets de l'Économie populaire et des autres organisations de ce genre 10 milliards de roubles. Vous voyez par ce chiffre combien le travail est vaste et tout ce qui nous reste encore à accomplir.

Dans la question des habitations nous ne sommes pas encore arrivés à tout ce qu'il faudrait — mais les premiers pas, assez sérieux, sont faits. Dans les grandes villes, surtout à Pétrograd et à Moscou, mais aussi dans beaucoup

d'autres—la question des habitations est sur le chemin de la solution. Les masses ouvrières, l'élite du prolétariat, reconnaissent que nous avons fait tout ce qui était dans notre pouvoir, même si nous ne sommes pas arrivés à une amélioration radicale. Nous avons exproprié les logements de la bourgeoisie et nous les avons en partie distribués; nous avons confisqué les meubles les plus indispensables et nous les avons donnés aux ouvriers. Des quartiers qui étaient avant des quartiers bourgeois sont devenus maintenant des quartiers ouvriers communistes-prolétaires. Les ouvriers communistes, des ouvriers de fabriques entières, s'y sont installés.

Je ne parlerai pas de l'Armée Rouge—c'est une question tout-à-fait à part et le camarade Trotsky, plus compétent, pourra mieux vous renseigner à ce sujet.

Nous avons pensé aussi que c'était pour nous un point d'honneur de porter une aide matérielle au mouvement ouvrier des autres pays. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie de presque tout l'univers nous montre les dents, et jette feu et flamme contre nous. Nous avons fait notre devoir dans cette circonstance et nous trouvons de notre devoir aussi dans l'avenir, d'aider chaque mouvement ouvrier qui sera basé sur des idées communistes.

Jamais notre parti n'a été aussi uni qu'à présent, au moment où nous sommes en train de convoquer et d'ouvrir son huitième congrès. Plusieurs camarades sont sortis du parti au commencement de la révolution et nous avons eu au moment des pourparlers de la paix de Brest des discussions très vives. Un des arguments que l'on tâchait alors de faire prévaloir était qu'en concluant la paix de Brest-Litovsk nous pourrions par cela même affaiblir la position internationale de nos camarades allemands—cet argument nous semblait avoir le plus d'importance. Nous avions surtout peur d'aggraver par un faux pas de notre part la position des ouvriers en Allemagne ou dans les autres pays. Ce n'est heureusement pas arrivé. La classe ouvrière de tous les pays nous a compris et j'espère que notre manière d'agir n'a pas aggravé, mais au contraire, facilité la position des ouvriers. Et, si dans le futur la même question se posait devant nous, par exemple la conclusion de la paix avec l'Entente, je crois, que notre parti approuvera à l'unanimité la décision du Comité Central et du gouvernement des Soviets. Les ouvriers français, anglais et américains nous comprendront et seront complètement solidaires avec nous.

On peut dire que notre classe ouvrière est assoiffée de renouer les rapports internationaux. Il en a été la même chose de tout temps: au commencement de la révolution, quand les menchéviks étaient au pouvoir, les ouvriers de Moscou et de Pétrograd étaient heureux de voir même de gens tels que M. Albert Thomas, Henderson, etc. Quand ceux-ci sont arrivés à Pétrograd pour fraterniser avec MM. Tseretelli, Kérensky et consorts, nos masses ouvrières les ont pris au premier moment au sérieux,—maintenant elles ont compris que ce ne sont que des socialistes pour rire et l'ouvrier le moins intelligent de Pétrograd et de Moscou s'orientait parfaitement parmi les trois courants principaux du mouvement international.

Quelques mots maintenant sur la question de la terreur rouge. D'après les récits de nos amis politiques qui sont à l'étranger, je sais que cette question est un des points principaux dans la lutte que l'on mène là-bas contre nous et que

même quelques-uns de nos adhérents ne voulaient pas partager notre point de vue à ce sujet. Mais après ce que nous avons traversé en Allemagne, après nous être convaincus que la guerre civile, là-bas, a été bien plus acharnée que chez nous, après avoir assisté au meurtre de Libknecht et de Rosa Luxembourg, je crois que nos amis qui ont trop longtemps vécu dans un milieu paisible et ne pouvaient plus comprendre tout ce qui se passait ici, comprendront le motif qui nous a fait recourir à la lame affilée de la terreur rouge. L'historien impartial du socialisme ne nous blâmera pas de ce que nous avons trop souvent eu recours à la terreur, mais, au contraire, de ce que nous avons été trop souvent trop magnanimes. On ne peut nier le fait: nous avons libéré presque tous les ministres du gouvernement de Kérensky. Plusieurs se sont enfuis et combattent maintenant contre nous. Konovaloff, Maklakoff, tous ces messieurs qui luttent contre nous actuellement à Paris—étaient dans nos mains;—nous leurs avons donné la liberté. L'ex-ministre de la guerre Verchovsky, qui était notre adversaire, auquel nous avons rendu la liberté—nous propose ses services ces jours-ci. Même Alexinsky qui, au mois de juillet 1917 était l'un des premiers metteurs en scène de la Dreyfusade contre le cam. Lénine, Zinovieff et les autres, a été remis en liberté par le Soviet de Moscou et y travaille maintenant lui-même. Si vous prenez en considération tous ces faits, vous devrez arriver à admettre que la terreur rouge à laquelle nous avons été forcé de recourir était une nécessité historique.

Vous savez que tous les partis qui, se nommant socialistes, se sont mis contre nous et nous ont combattus—tous ces partis sont en faillite complète et sont réduits à des minimums sans importance. Les socialistes-révolutionnaires de droite (le Conseil de l'Assemblée Constituante) ont capitulé devant notre parti. Je vous ai déjà parlé des dernières élections de Pétrograd. Sur les 1500 membres du Soviet il y a 8 socialistes-révolutionnaires de gauche, 5 ou 6 de droite et près de 10 menchéviks — tous les autres partagent les opinions de notre parti. Les élections ont été en général secrètes et aucune force humaine n'aurait pu empêcher les ouvriers de Poutiloff, par exemple, d'élire, s'ils l'avaient voulu, des membres d'un autre parti — mais cela ne s'est pas produit.

Il y a des éléments mécontents parmi les ouvriers—cela tient à l'état rigide où en est la question des approvisionnements et au manque de pain; mais au moment des élections, quand se pose la question du vote de confiance, l'élite de la classe ouvrière par une majorité dominante vote la confiance à notre parti presque à l'unanimité. C'est la meilleure preuve de ce que, malgré toutes les difficultés par lesquelles nous avons passé et par lesquelles nous passons encore, nous avons rempli notre devoir envers la Russie. Dès le commencement nous nous sommes donné pour but — et c'était notre ambition — d'embrasser tout le travail de la Commune de Paris, de comprendre ce que les ouvriers ont démontré à tout l'univers en 1871 et de continuer leur œuvre dans de nouvelles conditions. Il va sans dire, que nous devons la plus grande partie de notre travail à nos prédécesseurs—les ouvriers français. Camarades, nous sommes peut-être déjà arrivés à la dernière étape — en la dépassant nous pourrions respirer plus librement. Nous croyons et tout nous aide à le croire, que la bourgeoisie de l'Entente ne marchera pas contre nous, qu'elle ne le peut pas. La meilleure

preuve en est dans ce que Lloyd-Georges a déclaré aux partis bourgeois. Il leur a dit qu'ils n'auraient probablement pas insisté pour faire la guerre, s'ils avaient su le nombre de soldats qu'il fallait pour vaincre la Russie. Ce chiffre, leur murmure-t-il à l'oreille, atteinait un million et peut-être plus. Il est difficile de trouver un si grand nombre de gardes blancs, — quant aux ouvriers — il ne faut pas compter sur eux pour marcher contre notre parti. Il fut un temps où nous étions entourés d'ennemis, mais les vrais communistes russes sentaient que la majorité des ouvriers de tous les pays serait avec eux. Nous sommes déjà arrivés au moment où les meilleurs éléments de la classe ouvrière de tous les pays considèrent comme un honneur de s'organiser en partis com-

munistes et d'aller par le chemin même dans lequel nous nous sommes engagés.

Camarades, nous bâtissons tout notre travail sur l'expérience que nous a léguée l'héroïque Commune de Paris de 1871. Notre grand maître, Karl Marx nous a appris à aimer la commune. Nous tâcherons d'accomplir religieusement le testament de la Commune de Paris. Travailler pour la réalisation de l'idée qui nous a été léguée et aider à la victoire de la classe ouvrière internationale sur la bourgeoisie — voilà notre plus grande ambition et voilà ce qui sera notre plus grande gloire.

G. ZINOVIEV

RAPPORT du camarade STANGE

(Norvège)

Le parti ouvrier norvégien est le seul parti socialiste du pays; et c'est pourquoi il compte actuellement dans ses rangs des représentants de toutes les tendances socialistes. Parti légal, parlementaire, il a cependant toujours conservé son caractère révolutionnaire social-démocrate.

Au cours de l'hiver 1916—1917 la Norvège a souffert d'une sensible insuffisance de ravitaillement et de chauffage et l'état d'esprit des ouvriers était très révolutionnaire. Le Comité Central du parti et les organisations professionnelles firent connaître que si les revendications des ouvriers n'étaient pas satisfaites par le gouvernement, ils auraient recours, dans la lutte contre l'état, à des moyens plus énergiques et convoqueraient immédiatement pour cela un congrès du parti et des organisations professionnelles. Ce congrès n'eut pas lieu, «les moyens de lutte les plus énergiques» ne furent pas mis en action, ce qui provoqua parmi les ouvriers un grand mécontentement.

C'est au cours de l'hiver 1917/18 que se formèrent les premiers Soviets des députés ouvriers et soldats et au printemps 1918 qu'eurent lieu leur congrès. Le congrès des Soviets lança un manifeste dans lequel il déclarait que les Soviets réaliseraient immédiatement certaines exigences du prolétariat et, par exemple, la journée de travail de 8 heures, — et qu'ils avaient l'intention de prendre en mains le gouvernement du pays. On discutait cependant avec chaleur dans les divers organes du parti et dans les associations ouvrières la position que le parti devait adopter. Le Comité Central et son organe principal (rédacteur Vidness) se prononcèrent nettement contre les Soviets de députés ouvriers et soldats, contre le bolchévisme et en général contre toutes les tendances révolutionnaires. Ils ne voulaient pas la dictature du prolétariat mais seulement, l'évolution de la démocratie. Mais une sensible majorité, parmi les organes du parti, entreprit de lutter contre cette tendance.

A Paques en 1918 la minorité révolutionnaire du Comité Central présenta au Congrès du parti un projet de déclai-

ration où le parti se déclarait révolutionnaire, agissant il est vrai d'abord par les voies parlementaires mais accueillant d'autre part avec joie le mouvement des Soviets ouvriers et soldats. Cette proposition fut adoptée au Congrès par une majorité de 159 voix contre 126. En outre le parti autrefois adhérent à l'Internationale décida de se joindre à l'Internationale de Zimmerwald. Et quand les membres de la droite refusèrent de rentrer au Comité Central, ce dernier fut exclusivement composé de représentants de la gauche. Le principal organe du Comité, le *Social-Démocrate*, se mit carrément du côté du bolchévisme russe, des spartakistes, et des autres partis socialistes de gauche.

On voit par là que le parti ouvrier norvégien demeure légal et parlementaire mais veut en même temps utiliser les moyens de luttés révolutionnaires. Il ne s'est pas prononcé contre le parlementarisme démocratique et pour la constitution des Soviets, bien qu'il ait reconnu les Soviets ouvriers et soldats comme des organes de combats révolutionnaires. Mais la question de la constitution est vivement débattue dans tous les journaux et dans toutes les associations ouvrières. Les organisations professionnelles se trouvaient auparavant entièrement dans les mains de la droite et toutes les propositions les plus importantes, de ce qu'on appelait «l'opposition professionnelle» furent rejetées au Congrès Professionnel (automne 1917) par une forte majorité. Mais depuis lors l'état d'esprit a bien changé, et dès 1918 de grandes unions, celles des mineurs, celle des ouvriers de bâtiments, etc., constituant «l'Union Ouvrière», et aussi «l'Union des Métallurgistes» ont passé à la gauche. Après la révolution allemande l'état d'esprit révolutionnaire des ouvriers norvégiens fut encore renforcé. Les deux ailes du parti pouvaient maintenant se réunir pour collaborer à l'œuvre révolutionnaire. Les Comités Centraux du parti et des Unions Professionnelles sont maintenant tombés d'accord sur la plateforme suivante: 1) S'efforcer par tous les moyens de réaliser tout le programme social-démocrate; 2) préparer la formation des Soviets

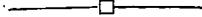
ouvriers, sans commencer encore les élections mêmes; 3) organiser immédiatement dans l'armée des Soviets de soldats ayant qualité d'organes d'agitation.

Il est évident qu'un problème de la plus haute importance se pose devant le parti ouvrier norvégien; il s'agit de savoir s'il abandonnera complètement la ligne de conduite démocratique pour se rallier à la dictature du prolétariat? Je suis personnellement convaincu, de ce que dans le développement ultérieur de la révolution mondiale le parti adoptera à cet égard une position bien définie.

Jusqu'à présent pourtant le Comité du parti n'a pas eu l'occasion de se prononcer définitivement sur cette question,

tout comme jusqu'au moment de mon départ de Christiania il n'avait pas encore reçu d'invitation pour ce Congrès. Je ne puis donc, sans avoir consulté les camarades du Comité Central dire l'attitude que nous adopterons à l'égard de la nouvelle Internationale Communiste. Mais je suis prêt à prendre part, avec l'intérêt le plus vif, à ces travaux préparatoires et à présenter au parti ouvrier norvégien le résultat de nos efforts. J'espère que le parti ouvrier norvégien qui jusqu'à présent se développe dans un sens révolutionnaire sera en mesure de collaborer énergiquement à la victoire de la révolution internationale.

STANGE.



RAPPORTS ET CHRONIQUE

CHRONIQUE DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

FRANCE. La direction du mouvement révolutionnaire échappe en réalité aux meneurs du Parti Socialiste Unifié, mais on remarque dans leur langage des notes assez nouvelles. La Commission spéciale du P. S. U. vient d'élaborer une plate-forme électorale, où nous ne trouvons aucune revendication hardie, où l'on se borne à ressasser les articles des vieux programmes demandant la convocation d'une constituante, le suffrage universel des deux sexes, etc., mais où il n'a pas été possible de passer sous silence les nouvelles conceptions révolutionnaires. Si bien que les citoyens Thomas, Renaudel, Frossard, Cachin, Dunois, Loquet, Sembat, tous en chœur, cette fois, ont signé les lignes suivantes:

«C'est la transition entre l'ordre aboli et l'ordre nouveau à instaurer qui constitue la dictature du prolétariat.

«L'ordre nouveau que conçoit le prolétariat sera établi par une classe, mais dans l'intérêt et pour le bien de tous les hommes. De même que la légalité nouvelle qu'elle précède et qu'elle prépare, la dictature impersonnelle du prolétariat s'exerce au nom et dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

Autres symptômes. Au congrès socialiste de la Seine, la motion Loriot, proposant l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste, recueille le 14 avril, 2114 voix et la motion Verfeuil, ne faisant en somme que différer cette adhésion, recueille 3999 voix contre 1305 voix accordées aux majoritaires, ce qui donne aux tendances révolutionnaires les quatre cinquièmes du total des mandats.

On conçoit qu'en présence de l'état d'esprit qui se manifeste ainsi dans le grand public ouvrier les poursuites contre les militants n'aient que peu de succès. Notons ici l'acquiescement du secrétaire de la Fédération Anarchiste Content, auteur d'un manifeste communiste et de l'imprimeur Fabre, coupable d'avoir imprimé une brochure de Trotsky et de J. Sadoul. Tous deux, poursuivis en vertu des lois spéciales qualifiées autrefois par M. Clémenceau, journalistes, «lois scélérates» sont acquittés après une longue prévention.

An cours de ces démonstrations, la sympathie de plus en plus compréhensive et prête à devenir agissante du prolétariat français envers ses frères de Russie, de Hongrie et d'Allemagne s'est affirmée clairement. Elle explique les pitoyables subterfuges auxquels doivent avoir recours les gouvernants pour organiser contre les Soviets une sorte de guerre hypocrite et secrète qu'ils sentent eux-mêmes inadmissible. Le 29 mai à la chambre, le sous-secrétaire d'Etat à la guerre déclarait officiellement que «pas un homme de plus ne serait envoyé en Russie». Moins de 15 jours plus tard l'*Humanité* dévoilait que dans la garnison du Mont Valérien et au 14^eème d'infanterie les hommes étaient sollicités officiellement à s'engager pour la campagne de Russie—moyennant cent sous par jour. Un chroniqueur remarque à ce sujet que les «pollux» ne touchaient que 20 sous quand ils défendaient leur propre sol contre l'envahisseur et qu'on leur offre cinq fois davantage pour aller tirer sur les socialistes russes. M. Abrami, l'autre part, en est réduit à baptiser polonais des régiments français destinés à être envoyés en Russie. Mais ce n'est certes pas dans ces conditions que l'on peut faire la guerre. Cette guerre à la Russie se réduit désormais aux proportions d'une vilaine aventure politique.

Vilaine et parfois odieuse, inqualifiable aventure Les journaux socialistes anglais racontent la triste odyssée de la

légion russe formée en France par le général Lokhvitsky sous les auspices de diverses ligues républicaines et démocratiques. Cette légion se battit jusqu'à l'armistice, souvent «héroïquement», ce qui veut dire qu'on l'envoya à toutes les plus sanglantes boucheries et qu'elle y laissa les deux tiers de son effectif. A la paix, que faire des survivants? On les expédia à Marseille, on les y embarqua pour une destination inconnue et ce n'est qu'en mer qu'ils apprirent qu'on les envoyait en renfort pour soutenir les bandes monarchistes, anti admises ou plus simplement pillardes du général Déakine. Les légionnaires russes se mutinèrent en mer; il fallut les ramener, faire appel, pour réprimer leur mutinerie, aux Sénégalais et pour finir emprisonner 150 d'entre eux—dont nous ignorons actuellement le sort— afin d'obliger les autres à se faire bon gré mal gré garde-blancs.

Et ce n'est pas un fait isolé. La très bourgeoise «Ligue des Droits de l'Homme» a protesté contre la terrible situation faite aux russes en France. Les 50.000 soldats russes internés en Algérie, au Maroc et ailleurs sont à même de l'attester.—Dans le journal anglais qui rapporte ces faits nous trouvons aussi la protestation d'un témoin contre les mauvais traitements dont les Chinois employés dans les ports du sud de la France sont actuellement victimes. Le témoin écrit avoir assisté à la bastonnade de plusieurs Chinois coupables de s'être fait porter malades pour éviter une corvée.

La bourgeoisie française pour se nourrir et s'enrichir a besoin de l'esclavage des noirs et des jaunes jusque dans la métropole comme elle avait hier besoin pour servir ses besoins de la chair à canon russe.

ANGLETERRE. La situation économique et financière de la Grande-Bretagne est à peine meilleure que celle des pays vaincus, s'il faut en croire Lord Robert Cecil dont un récent discours contient des phrases dans le genre de celle-ci: «Toute la civilisation chrétienne est en danger. . . . L'ancien mode de production et de répartition n'est plus à la hauteur des besoins actuels. . . . La guerre a désorganisé les transports et créé la famine». Et l'on ne peut taxer l'homme d'Etat bourgeois d'exagération. Dans les seuls comtés de Lancashire et Cheshire il y a 275.000 chômeurs. Il y en a au total plus d'un million et le gouvernement leur paye des indemnités de chômage de 25 à 29 shillings par semaine.

Le blocus inepte et criminel de l'Europe révolutionnaire a dans le pays de terribles contre-coups. L'industrie du coton à laquelle ses débouchés en Europe centrale et en Russie sont ainsi fermés, périclitent. Les industries de la laine et de la toile subissent une crise grave, une grande partie des matières premières naguère importées de Russie pour les provinces baltiques faisant défaut. Le *Labour Leader* dans sa campagne contre le blocus souligne que c'est à l'heure où l'Angleterre, de l'aveu de ses gouvernants, est à deux doigts de la banqueroute que l'on provoque ainsi des crises économiques.

Le mouvement ouvrier en Angleterre entre dans une nouvelle phase importante. Trois des plus fortes unions ouvrières, celle des ouvriers de chemins de fer, la fédération des mineurs et la fédération des ouvriers du transport, ont formé une

triple alliance. Ces trois organisations promettent de se soutenir l'une l'autre et de ne combattre que réunies. L'Angleterre capitaliste a été littéralement stupéfaite quand apparurent dans la presse les informations sur la formation de cette triple alliance, qui groupe 2 millions d'hommes, est, si l'on tien compte des familles près du cinquième de la population totale de la Grande-Bretagne.

Au mois de février dernier, la triple alliance résolut d'entreprendre une offensive générale. La Fédération des mineurs exigea: 1) la journée de travail de 6 heures, 2) une augmentation de salaire de 30%, 3) la nationalisation des mines. Les cheminots et les ouvriers du transport exigèrent: 1) la semaine de 48 heures, 2) la conservation des tarifs de salaire de la guerre (qui devaient n'être que provisoires), 3) la nationalisation des chemins de fer, les ouvriers devant concourir à leur gestion. Si ces revendications n'étaient pas satisfaites, les trois unions devaient organiser la grève générale. Leurs chefs, Robert Smillie, John G. Thomas et Robert Williams parcoururent toute l'Angleterre, prenant partout la parole dans les réunions publiques et organisant la grève. Un nouveau mot d'ordre apparut dans leur discours: «Nationalisation de l'industrie. L'immense majorité des cheminots se prononça pour la grève. L'Angleterre vécut des jours d'anxiété: Un conflit grandiose entre le capital et le travail, tel que l'Angleterre n'en a encore jamais connu, était sur le point d'éclater. La presse parla de la «prochaine catastrophe nationale». Et les dirigeants s'effrayèrent.

Mais le gouvernement savait avec qui il avait affaire. Bien des fois au cours de la guerre, il avait eu l'occasion d'apprécier les chefs du mouvement ouvrier et il les connaissait beaucoup plus aptes à prévenir les grèves qu'à les organiser. Il savait que des agneaux sans force et sans volonté se cachaient sous la peau du lion. Il proposa son remède habituel: Nommer une commission. Une commission fut donc désignée et travailla sous la présidence du juge Sanky afin d'étudier les conditions de travail par la production minière et de présenter les propositions concrètes de réformes possibles dans cette branche de l'industrie. Pour les industries de transport et des chemins de fer, des commissions mixtes composées de travailleurs et d'employeurs furent instituées.

Les travaux de la commission Sanky firent sensation. La commission interrogea toute une série de témoins. Elle établit le caractère dangereux et nuisible du travail dans les mines, la mortalité très élevée des ouvriers, leurs détestables conditions de logement (les ouvriers mineurs habitent habituellement des maisons appartenant aux compagnies), etc., etc. Les propriétaires des mines se plaignaient de ne pas gagner assez, mais la presse même capitaliste dut reconnaître qu'ils mentaient effrontément, que le bénéfice de la vente du charbon était trois fois et demie plus grand qu'avant la guerre.

La commission Sanky se convainquit que des réformes étaient indispensables, mais pas dans les proportions de celles exigées par les ouvriers. Elle conseilla d'introduire au lieu de la journée de 6 heures, la journée de 7 heures, au lieu d'une augmentation de 30% elle proposa 20% (*). La question de la nationalisation des mines fut laissée pendante, afin de réunir au cours des trois mois suivants les documents nécessaires pour la trancher.

Les ouvriers des transports et des chemins de fer obtinrent la semaine de 48 heures, mais on leur refusa l'augmentation de salaire et la question de la nationalisation de leur industrie fut remise.

Les cheminots n'acceptant pas les résolutions de la commission décidèrent la grève. La commission entra dans la voie des concessions, les salaires furent élevés. Le Comité Exécutif de la Triple Alliance décida de persuader aux ouvriers d'accepter la proposition de la Commission Sanky et de renoncer à la grève. Le gouvernement eut encore une fois l'occasion de se convaincre que les meneurs «ouvriers» savent admirablement prévenir les grèves. Mais cette circonstance particulière qu'il fut plutôt difficile d'éviter la grève,

qu'il fallut pour cela agir non seulement par persuasion mais par menace, cette circonstance montre que les masses sont plus révolutionnaires que les meneurs. Et même après que la résolution de ne pas faire grève eut été prise, des grèves éclatèrent quand-même dans le Nottinghamshire, le Derbyshire et le Sud du pays des Galles.

Le gouvernement anglais prend toutes les mesures pour assurer la paix industrielle, la collaboration des classes. A la fin de février, il convoqua une conférence des représentants du travail et des représentants du capital. Cette conférence élit un conseil unique du travail, composé d'un nombre égal d'ouvriers et d'entrepreneurs. Ce conseil devait étudier la cause des troubles ouvriers et indiquer par quels moyens peuvent être sauvegardés les intérêts des employeurs, des ouvriers et de l'état. Il devait selon les instructions qui lui furent données par la conférence consacrer une attention spéciale aux questions suivantes: 1) la journée de travail et la question de travail; 2) le chômage et la lutte contre le chômage; 3) la collaboration des classes et les moyens d'y aboutir.

Ce conseil a rendu compte de ses travaux à la deuxième Conférence des représentants du travail et du capital. La conférence a approuvé l'activité du conseil et adopté une résolution, saluant l'avènement d'une époque de paix industrielle. Mais les représentants du travail et ceux du capital savent naturellement qu'il n'y aura pas de paix industrielle. L'expérience de la guerre leur a montré que la paix entre les classes est toujours de courte durée et qu'à l'heure-même où les meneurs la signent les masses se préparent à la guerre.

Le trait caractéristique du mouvement ouvrier anglais pendant la longue période qui s'étend entre le chartisme et la grande guerre, c'a été son indifférence politique. Nous n'en rechercherons pas ici les causes, bien des fois étudiées dans la littérature marxiste, — le fait est que l'ouvrier anglais, si expérimenté dans la lutte économique restait en politique un enfant et tombait sans difficulté dans les pièges de l'idéologie bourgeoise la plus mensongère et la plus propice à l'exploitation. Un certain changement s'observa sous ce rapport dès le début des guerres coloniales du 19-ème siècle; mais si à ce moment on ne peut parler que d'un état d'esprit à peine indiqué, la guerre actuelle et la crise de l'après-guerre devaient provoquer une véritable révolution dans la conscience du prolétariat. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la presse ouvrière la plus avancée représentée par les organes *Labour Leader*, *The Call*, *The Workers*, *Dreadnought* pour s'apercevoir que cette révolution idéologique qui prépare la révolution sociale est large et profonde. Chaque ligne de ces organes de combat substantiels et intrinsèques, de même que chaque mot des leaders de gauche, contient cette notion toujours plus profondément empreinte dans la conscience des masses: tout le pouvoir au prolétariat.

Accepter ce mot d'ordre et en poursuivre systématiquement la réalisation, c'est se placer sous l'influence de l'Internationale Communiste, c'est accepter le système des Soviets et ses méthodes révolutionnaires, c'est se placer du côté des républiques de Soviets et déclarer à la bourgeoisie de son propre pays, qui organise une campagne contre la Russie, une guerre décisive. Et telle est en réalité le contenu des journaux ouvriers. — Rappel des troupes de Russie, fin du blocus de la Russie et de l'Allemagne, utilisation de l'expérience organisatrice de la révolution russe, mise à nu, de la politique déloyale de la bourgeoisie anglaise, démenti de ses mensonges et de ses calomnies dans la lutte contre le bolchévisme et la révolution russe, transposition du bolchévisme sur des bases anglaises, voici ce que l'on trouve dans la presse ouvrière du pays.

Que cette presse ne fait que représenter l'état d'esprit général, nous est prouvé par une longue série de faits. A titre d'exemple, écrivons un bref compte-rendu de deux réunions publiques qui eurent lieu presque en même temps. L'une fut organisée à Londres par un rénégat bien connu — ex-marxiste, jusqu'aboutiste, partisan des annexions et des indemnités —

* C'est la plus grande concession qui ait jamais été faite aux ouvriers en Europe écrit à ce sujet Sydney Webb.

G. I. Hyndman, organisée avec mot ce d'ordre: «A bas la violence des bolchéviks». Hyndman et ses deux plus proches collaborateurs. Dan Irving et Jack Johns, (ces deux gentlemen, ex-socialistes aussi, furent récemment élus au Parlement, sur une plateforme patriotique. Ne pouvant se faire élire comme socialistes ils se sont fait élire comme patriotes après avoir renié le socialisme). Le meeting fut interrompu. Les cris «à-bas», «à la porte» et «traîtres» couvrirent la voix des orateurs. Hyndman ne put parler, personne ne voulut entendre Jack Johns, et ils durent quitter piteusement leur propre réunion publique.

Le meeting «bolchévik» organisé par le parti Socialiste à Albert Hall eut un tout autre caractère. Il était consacré à la mémoire de Liebknecht et de Rosa Luxembourg; l'immense salle bondée de monde était tendue de draperie noire et ornée de drapeaux rouges. Des milliers d'hommes y acclamèrent le camarade J. Mac Clean. Des applaudissements orageux interrompirent souvent sa parole ardente, véritablement bolchévik». Le même enthousiasme accueillit un autre orateur Israël Zangwill, qui n'est ni bolchévik, ni socialiste, mais qui est «un ami de la Russie des Soviets», un ennemi mortel de la bourgeoisie anglaise. Et les journaux bourgeois anglais sont pleins d'articles et de lettres où l'on condamne sévèrement Zangwill pour s'être «abaissé» à parler à côté de Mac Clean.

En ouvrant le Congrès annuel du Parti Socialiste le Président Balford (Sheffield) dans son premier discours a salué le mouvement révolutionnaire du prolétariat dirigé vers la conquête du pouvoir politique et l'institution du gouvernement des Soviets. Il a défini dans les termes suivants la tactique du parti: «Nous sommes partisans de tous les moyens efficaces, du bulletin de vote à la bombe.»

L'Empire Anglais repose sur trois iniquités historiques—parmi cent autres—qui mettent continuellement en danger sa sécurité intérieure et extérieure: l'Irlande, l'Égypte, l'Inde. Triple oppression devant laquelle, il fallait aux hommes d'État de Westminster un singulier aplomb, pour parler encore du «droit des nationalités», des «libertés démocratiques» et d'autre fariboles du temps de guerre...

Les événements historiques se déroulent avec une implacable justice. L'Angleterre conquérante, empire de proie, est atteinte dans ses forces vives par la triple révolte qui couve en Irlande, en Égypte, en Inde, — et qui, dès demain peut-être portera un coup mortel à sa grandeur. Une fois de plus l'impérialisme aura suscité la révolution.

Voici les faits. L'Irlande est depuis de longs mois—ne faudrait-il pas dire des années—en état d'insurrection active ou passive. Le Sinn-Fein y prédomine aujourd'hui, enthousiasmant les masses par sa doctrine de résistance armée et de violence. Son programme implique l'emploi de toutes les méthodes révolutionnaires pour rendre le gouvernement de l'île impossible aux Anglais. La misère perpétuelle, la cherté des vivres encore accrue par la guerre le marasme de l'agriculture favorisent parallèlement la diffusion du «bolchévisme». Une récente campagne entreprise contre la police anglaise a été marquée par des attentats, commis avec d'innombrables complicités; des constables ont été tués à Tipperary et à Limerick. «Le Daily Telegraph» (28 avril) évalue les forces Sinn-Fein à 120.000 hommes organisés en 1400 clubs et prêts à la révolte armée. Il conclut que seule une occupation militaire énergique peut encore imposer la domination anglaise.—Dans un meeting qui eut lieu à Dublin au début d'avril les leaders Th. Johnson et O'Shannon après avoir sévèrement apprécié les efforts de l'Internationale Jaune ont exprimé la solidarité du prolétariat irlandais avec les Communistes russes et hongrois et déclaré que seule la dictature prolétarienne libérerait leur pays. L'Irlande attend son heure.

L'Égypte aussi, où comme en Irlande le mouvement, nationaliste à première vue, se double d'une agitation purement révolutionnaire, au sens social du mot. 8 officiers et fonctionnaires anglais tués à Luxor; pillage de boutiques dans les campagnes et dans les villes. Émeutes au Caire: la troupe

étant obligée de se servir de ses armes. Loi martiale, état de siège, des centaines de victimes, tués et blessés—car la répression du général Allenby a trois moyens: les gourdin, les fusils, la prison. On met le feu à la rédaction de *Times* au Caire. Les étudiants sont en tête des manifestants. Des automobiles armées patrouillent dans les rues. Les fellahs emploient le vitriol contre les jaunes, malgré la peine de mort qui punit ces attentats.—Les causes de ces révoltes sont, profondes. Il ne s'agit pas seulement de la condition politique de l'Égypte, il s'agit surtout de l'effrayante misère du fellah. Des millions de fellahs esclaves depuis des siècles, d'une patience et d'une endurance animale so voient, par suite des conséquences de la guerre, placés dans une situation désespérée. On a réquisitionné les chameaux et les mules leur seul richesse; et comme on avait à tout prix besoin de main d'œuvre on les a enrôlés («volontairement») dans l'armée du Travail, Labour Corps, divisée en divers services. Les engagements pour six mois, n'ayant aucun succès, des recruteurs anglais parcoururent le pays faisant cerner des villages entiers, emmenant parfois toute la population mâle absolument comme procédait aujourd'hui au Sénégal les négriers de l'armée française. Des «volontaires»—de 17 à 70 ans—furent contraints à s'engager à coups de fouet. «Ils mouraient comme des mouches», écrit le Dr. L. Haden Guest, dans le *Labour Leader* auquel ces renseignements sont empruntés. Et le Dr. Haden Guest conclut tristement: «Ce n'est pas des mitrailleses qu'il faudrait, mais un peu de raison et d'humanité. Les Égyptiens sont des hommes comme nous.—Non, dirons-nous. Les esclaves ne sont pas des hommes pour leurs maîtres. Et ils n'ont de salut que dans leur force et dans leur conscience révolutionnaire.»

Si les émeutes en Inde, ont, paraît-il, cessé depuis trois semaines, l'esprit de révolte, plus froid, plus concentré n'en est que plus menaçant. Et Ramsay Mac Donald s'exclame devant l'absurde politique de répression des autorités: «L'Impérialisme anglais est-il devenu fou? Le *New India* avertit les gouvernements qu'ils provoquent une catastrophe, que le bolchévisme fait des progrès et qu'ils seront responsables devant Dieu et l'humanité... Le gouvernement du Viceroy semble ne se fier pour rétablir l'ordre qu'aux conseils de guerre. Des bills sur la sédition instituent la loi martiale, créent des catégories de suspects mis à la merci des juges militaires. Les Hindous de toutes les classes y répondent par le serment de Satyagraha qui impose la résistance passive. «Jure de désobéir à la loi!» (Titre d'article du *Bombay Chronicle*). Mais le *Times* accuse les meneurs de ce mouvement, Gandhi et Horniman, de fomenter en réalité l'insurrection: car la passivité est utopique. Vérité indiscutable, étant donnée l'exaspération et la misère des populations. Dans le Pendjab les voies ferrées sont endommagées par les insurgés, les télégraphes coupés, des stations brûlées. La Trésorerie d'Amritsar est pillée, deux employés anglais sont tués. On boycotte les produits anglais. Des journaux mentionnent 250 tués et blessés. L'ordre est rétabli à Ahmedabad, mais la «populace» a trois cent tués et blessés. En certains endroits les aviateurs anglais jettent des bombes sur la foule. A Delhi, à Lahore, arrestations, déportations d'intellectuels hindous dans des conditions restées obscures. Le trait psychologique le plus important du mouvement actuel c'est qu'il réconcilie contre l'ennemi commun—l'impérialisme anglais—musulmans et bouddhistes. A la vérité la faim n'a ni race ni religion: et la cause du mouvement réside principalement dans la famine qui sévit en d'immenses contrées. Le blé des Indes a été exporté par milliers de tonnes pour nourrir les armées d'Europe. Et les paysans qui l'ont semé et récolté meurent littéralement de faim. On estime que cinq à six millions d'hommes sont morts cette année tant par suite des épidémies secondées par la famine que tout simplement de faim. La présidence de Bombay a particulièrement souffert. A la pénurie des vivres s'ajoute le manque de vêtements. Telle est l'œuvre civilisatrice de l'Angleterre libérale dans le pays du monde où fleurit chez le peuple le plus doux la plus ancienne culture...

A Johannesburg (Afrique du sud) des grèves sérieuses éclatent. Le mouvement s'étend à la population indigène

Il commence par la grève des ouvriers et des employés de l'industrie électrique. Revendication de plus hauts salaires, d'une journée de travail moins longue; et les ouvriers veulent prendre part dans la direction du travail. L'union des mécaniciens et des chauffeurs arrête le travail de tous ses membres employés dans les entreprises de la ville. — La ville s'est trouvée sans lumière, sans tramways. Grève aussi des ouvriers du bâtiment. Dans les réunions et les meetings des grévistes «on propage ouvertement le bolchévisme» et l'on salue les soviets, écrivent les journaux anglais. A Johannesburg le drapeau rouge a été hissé sur la municipalité.

Italie. — Le parti socialiste italien est le seul parti socialiste qui pendant la guerre soit resté fidèle à l'Internationale et le premier qui ait adhééré à l'Internationale Communiste. C'est qu'il représente un prolétariat nombreux auquel la guerre a imposé de continuelles privations et dont l'instinct révolutionnaire ne peut s'accommoder des temporisations et des hypocrisies de la politique parlementaire. En ce moment des événements révolutionnaires se déroulent dans les principales villes de la péninsule. C'est à Milan qu'ils ont eu, vers la mi-avril, le plus de gravité. Deux soldats et une jeune femme tués dans les rues, de nombreux blessés, tel a été le bilan d'une journée de grève. Dès le lendemain à Turin, Bologne, Gênes et Florence la grève générale était déclarée en signe de solidarité avec les ouvriers milanais. Le bolchévisme et l'anarchisme sont à l'ordre du jour. La manifestation ouvrière de Milan avait déployé des drapeaux rouges et noirs; une contre-manifestation patriotique conduite par d'anciens officiers se produisit. Les journaux publient qu'une jeune femme marchait en tête de la manifestation ouvrière et notent les cris de: «Vive Lénine». Ils ajoutent que les troupes avaient regn l'ordre de ne pas tirer, mais qu'elles firent inévitables à empêcher la bagarre entre les anarchistes et les anti-bolchéviques. Ceux-ci succédèrent à la rédaction de l'*Avanti*. Le lendemain la grève des typographes empêche tous les journaux bourgeois de paraître. Le Parti Socialiste Italien et la Confédération du travail exigent l'amnistie de tous les condamnés politiques et militaires, la démobilisation de l'armée, le retour immédiat des troupes italiennes de Russie, la journée de 8 heures et la semaine anglaise. Au Congrès de Bologne la Confédération générale de travail a décidé d'aller, pour obtenir les 8 heures, jusqu'à la grève générale. La classe ouvrière présente aussi des revendications politiques (suffrage universel sans restriction, etc.). L'opinion dominante est que le moment actuel ne permet pas de compromis avec les gouvernants.

Les socialistes extrêmes, maximalistes, ont adopté un programme communiste comportant la dictature du prolétariat pour la socialisation immédiate des richesses. Le Comité Exécutif du Parti Socialiste a récemment blâmé l'inactivité et la modération du groupe parlementaire en ce qui concerne la politique du gouvernement à l'égard de la Russie; il a défendu la collaboration des socialistes à la presse bourgeoise. Il a unanimement adopté la résolution Lazzari, condamnant l'impérialisme italien, déclarant que la guerre a créé des circonstances favorables à la révolution prolétarienne, admettant le principe de la grève générale révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique. Stimulé de cette façon, le groupe parlementaire du parti se réveille pour demander la restitution des libertés civiles, l'amnistie, l'abolition de la censure, le rappel des troupes de Russie. Labriola attaque à la Chambre la Ligue des Nations et défend brillamment le communisme russe. D'une façon générale la solidarité avec la révolution russe est unanime. Des manifestations contre l'intervention ont lieu dans toutes les grandes villes. Scritti, sortant de prison, y participe dès le premier jour.

«Suède. Ici comme partout deux mondes se séparent de plus en plus nettement, le fossé entre eux ne cesse de se creuser et l'heure de la lutte décisive se rapproche. Il n'y a pas longtemps que bon nombre d'ouvriers suédois suivaient

le patriote Branting, — et voici que maintenant sa politique servile est dévoilée si complètement avec le bienveillant concours de ces MM. de Versailles; que même les journaux bourgeois plaisent sa foi en les alliés et en les bienfaits que leur victoire devait procurer à l'humanité et surtout aux petites nations. Parmi les ouvriers l'autorité de Branting faiblit chaque jour; s'étant intimement liés en temps de guerre les «socialistes» tels que Branting ou Torson ne peuvent maintenant se détacher; et c'est ainsi que dernièrement ils demandaient une diminution de salaire, qui pendant la guerre ont atteint une cote trop élevée. L'industrie nationale ne peut, disent-ils, supporter de si lourdes charges... On conçoit quel mécontentement a provoqué dans la population ouvrière une semblable déclaration de la part des représentants des «syndicats».

Mais on ne peut tout de même pas combattre uniquement les ouvriers et pour conserver au moins l'ombre d'un droit à l'étiquette «social-démocrate» il faut critiquer aussi la bourgeoisie et le gouvernement de coalition. Ainsi au cours de la discussion du budget de la marine le projet du baron Palmstjern ministre social-démocrate assignant 10 millions au programme des constructions navales a provoqué de vives critiques de la part de la fraction social-démocrate.

La situation des socialistes ministériels devient chaque jour plus difficile. Car la politique, au nom de laquelle ils sont entrés dans le gouvernement, consiste en un équilibre continu et en une soumission absolue à l'Entente, même s'il s'agit des affaires intérieures du pays.

La vie économique amoindrie par la guerre et le blocus attend des conditions plus normales, souhaite le rétablissement des communications avec les fournisseurs de matières premières et les marchés d'exportation. Économiquement la Suède a en ce moment besoin de rétablir ses relations avec la Russie faite de quoi sa vie économique périclité et elle reste en proie à des crises de chômage dont l'importance s'accroît très rapidement. Les milieux bourgeois le comprennent très bien que le rétablissement du commerce avec la Russie leur serait même avantageux. Mais le maître ne le permet pas, le maître veut d'abord exterminer le bolchévisme dans l'univers et ce n'est qu'ensuite qu'il laissera tomber de sa table quelques miettes à l'intention de ses serviteurs.

Le prolétariat commence à comprendre cet ingénieux mécanisme et l'on exige de plus en plus fortement et obstinément dans ses réunions la suppression de tout concours même indirect aux gardes blancs pour leurs agressions contre la Russie des Soviets et le rétablissement des relations avec ce pays. Ces derniers temps, un nouveau mot d'ordre est devenu populaire dans le milieu ouvrier: le boycottage de la Finlande blanche en réponse à l'aide active qu'elle prête aux contre-révolutionnaires russes.

Ainsi se pose à l'ordre du jour la question la plus importante de l'actualité: l'attitude envers le bolchévisme, son programme et sa tactique. Cette question est chaudement débattue dans le milieu ouvrier. Le 2 mars, «dimanche rouge» à un grand meeting, une résolution fut adoptée sur la proposition du Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate de gauche, résolution exprimant la «plus ardente sympathie et la plus ardente solidarité avec le prolétariat russe dans sa lutte magnifiquement opiniâtre, pour la vie, la liberté et les droits et «une protestation énergique contre le mensonge et la calomnie sans mesure dont la presse bourgeoise et socialiste de droite se servent contre la révolution russe... Et contre l'aventure de l'intervention, entreprise dans le but d'étouffer la République Socialiste pour servir les intérêts des capitalistes de l'Entente et de la bourgeoisie russe». En résumé cette résolution invite «toutes les forces véritablement socialistes à s'unir sur les idées, le programme et la plateforme du bolchévisme et du spartakisme».

Cette résolution a fait beaucoup de bruit. Le groupe parlementaire à la question directement posée n'a fait qu'une réponse évasive déclarant que le parti n'a pas encore accepté le programme bolchévique; cette déclaration a provoqué un grand mécontentement surtout parmi les militants et a facilité l'acceptation du communisme par tous les éléments véritablement révolutionnaires. En présence de cette évolution inté-

rieure, les lignes suivantes publiées par l'organe de Branting *Social-démocrat* à propos de la liquidation du groupe de Zimmerwald présentent un certain intérêt: « Cette résolution intervient comme une lourde mais salutaire épreuve pour tous les éléments hésitants du mouvement socialiste international. Zimmerwald était le seul refuge de ceux qui avaient un pied dans un camp, un pied dans l'autre... Où Berne se taisait, Moscou a parlé; Berne ou Moscou il n'y a pas de troisième chemin. Avec nous ou contre nous. C'est épreuve pour bien des âmes hésitantes. Et le *Folkets dagblad politiken* répond: « C'est parfaitement juste. Mais non pour les vrais socialistes de la lutte des classes, non pour les esprits et les cœurs révolutionnaires, non pour les marxistes, non pour les internationalistes: ceux-là sauront tous choisir le droit chemin... La lutte contre le bolchévisme c'est la lutte contre l'esprit contemporain, contre la vie, contre les forces les plus puissantes de l'humanité. Et c'est ce qui condamne cette lutte. »

En Norvège la gauche qui se tient sur la plateforme communiste acquiert la majorité. Le Comité Exécutif du parti propose au Congrès actuel d'adhérer à l'Internationale Communiste et propose une série de résolutions purement communistes. Il est curieux de noter que les socialistes de droite, tel que l'ancien rédacteur de l'organe du parti Jacob Vidnes, adversaires résolus du bolchévisme sont contraints de publier leurs articles ou dans l'organe suédois de Branting ou dans les journaux bourgeois.

La situation économique du pays souffre du manque d'importation et d'exportation directes, de l'insuffisance des produits, du chômage. Le mouvement gréviste ne cesse pas et revêt des formes orageuses; la bourgeoisie accuse ses organisateurs de bolchévisme et de syndicalisme.

Les organisations militaires sont très fortes; elles ont une histoire qui s'étend sur des années; elles ont maintenant adopté la forme des soviets, constitué une union des soviets et elles mènent une agitation d'un caractère nettement communiste, invitant les soldats à prêter aux ouvriers leur concours pour renverser la domination bourgeoise: ils proposent particulièrement aux soldats d'écarter leurs officiers.

Danemark. Le mouvement gréviste ne discontinuait pas. Les grèves se produisent malgré les dirigeants des syndicats et ont un caractère de plus en plus combatif; les journaux bourgeois appellent cette nouvelle phase le mouvement professionnel, syndicaliste, spartakiste. L'opposition professionnelle qui constitue dans les organes dirigeants la minorité bénéficie déjà dans la masse d'une influence beaucoup plus grande que celle des anciens chefs.

La bourgeoisie perdant une grève après l'autre a recours pour sa « légitime défense » aux juges: tant aux juges civils— elle vient de demander, pour les grèves perdues, aux associations professionnelles 2 millions de couronnes de dommages-intérêts — qu'aux juges politiques, s'efforçant de faire emprisonner les révolutionnaires les plus ardents. C'est ainsi que la cour de cassation a récemment confirmé le verdict du tribunal ordinaire condamnant les rédacteurs de la *Solidarité*, Christensen, Hansen, Jønsen, à huit, douze et dix-huit mois de prison pour avoir pris part à des manifestations. Marie Nilsen, militante active et connue est emprisonnée pour le même motif.

Finlande. — Il est difficile de se représenter la dépression et la démoralisation qui se sont emparées de la bourgeoisie petite et grande. Que de déceptions! Après de si sanglantes leçons données au prolétariat, après les journées de juillet, après la Commune, la bourgeoisie s'est habituée à régner de longues années dans un pays « pacifié ». Et voici que, ayant donné un pareil bain de sang à la Finlande, la bourgeoisie échoue. Toutes les méthodes de Cavagnac et de Gallfét ont été mises en œuvre, mais, cette fois l'histoire ne s'est pas répétée: D'autres conjonctures, d'autres états d'esprit, d'autres méthodes chez le prolétariat l'empêchent. La tranquillité désirée n'a pas été atteinte, l'ordre au nom duquel des milliers

de jeunes vies ont été anéanties n'existe pas, « l'indépendance » si chère au cœur patriotique n'existe pas non plus.

Le nouveau gouvernement finlandais est officiellement un gouvernement centriste mais en fait purement réactionnaire. Son programme tient en ces deux termes: terrorisme à l'intérieur du pays, appui aux gardes blancs contre la Russie à l'extérieur. Cet appui est maintenant officiellement avoué dans la réponse du premier ministre à la question d'un social-démocrate; il est vrai qu'on a craintivement déclaré ne pas être en guerre avec la Russie. Mais chacun comprend à qui est utile cette déclaration. *L'indépendance* de la Finlande n'est reconnue par l'Entente qu'à de certaines conditions qui seront plus tard publiées. On suppose que ces conditions se résument en une aide économique et financière de la part de l'Entente (étant donnée l'absence de relations avec la Russie, la situation économique de la Finlande est lamentable) et à la fixation plus précise des frontières de la Finlande qui doit être faite... à Paris. Il semble que les alliés soient disposés à mettre la main sur quelques morceaux convoités par les pan-finlandais. Et cela gâte l'humeur de la bourgeoisie finlandaise. On avait fait le rêve d'une grande Finlande et voici que l'on craint de perdre quelque chose de la petite.

Beaucoup sentent instinctivement que la guerre contre la Russie des Soviets serait en même temps une guerre contre l'autonomie finlandaise. Mais la bourgeoisie par suite de son idéologie propre ne peut se retrouver parmi les relations et les contradictions complexes de l'époque actuelle, et la grande bourgeoisie ne voit pas d'autre issue. Les social-démocrates finois qui représentent en somme la petite bourgeoisie sont aussi déprimés et inquiets. D'après les journaux suédois le parti a discuté la question de quitter le Parlement en refusant les responsabilités de la politique réactionnaire du gouvernement. La bourgeoisie aurait ainsi à dénouer elle-même une situation créée avec le concours de messieurs les « socialistes ». Ce qui actuellement effraye ces derniers ce n'est évidemment pas le caractère réactionnaire de cette politique, mais le fait qu'elle est sans espoir et pas certaine du tout de vaincre.

Que les social-démocrates s'en aillent ou ne s'en aillent pas du gouvernement l'histoire passe à côté d'eux et à côté du parlement, l'histoire s'accomplit dans les masses profondes qui, peu à peu, guérissent des blessures qu'elles ont reçues dans leur lutte contre la bourgeoisie. On peut considérer comme des signes de convalescence les grèves incessantes dans les centres ouvriers, Helsingfors, Abo, Tammerfors, et les pèlerinages aux tombes des camarades vaincus, pèlerinages dont les proportions deviennent imposantes. Le prolétariat révolutionnaire finlandais est vivant,—la révolution prolétarienne est donc vivante aussi et son heure ne peut tarder à sonner.

ETATS-UNIS.

Le Bolchévisme à portée de fusil. Un grand scandale s'est produit le 3 février au Sénat Américain. Un groupe de sénateurs interpella au sujet du meeting Bolchéviste organisé la veille à Washington. Nous pouvons citer quelques extraits des discours des sénateurs qui demandèrent une enquête:

Le Sénateur Thomas (Colorado): J'estime qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention du Sénat sur un fait d'une importance extrême qui eut lieu hier à Washington et qui est décrit en détail dans le « Washington Post ». Je n'en citerai que les titres et les sous-titres: « L'Amérique doit être teinte en rouge ». — « Les orateurs Bolchéviks provoquent un théâtre Polly, bondé de monde, un enthousiasme fou. — « L'orateur principal Albert Ryoce Williams (ex-correspondant du *New-York Evening Post* à Moscou et à Pétrograd) faisait connaître au public le travail des Soviets et la propagande Bolchéviste en Amérique... Vous pouvez voir par ces titres seulement que les Bolchéviks ont bâti leur nid dans la capitale de notre république à portée d'un coup de fusil du Sénat. »

Le Sénateur Thomas propose des mesures décisives contre ce mouvement qu'il déclare « dirigé par des criminels, des assassins, des bandits, des brigands, des faux monnayeurs, des

empoisonneurs, des athées, des incendiaires et des trottres» (Sic).

Le Sénateur Mayers (Montana) : Je proteste très énergiquement contre la tolérance de meetings, ou des criminels, des assassins et des voleurs se permettent d'insulter notre gouvernement, oralement et par écrit. Le but principal du meeting d'hier était d'humilier et d'outrager la dignité du gouvernement. Le Ministère de la Justice doit procéder immédiatement à l'enquête et les organisateurs du meeting doivent être traduits en justice.

Le Sénateur Borah : «Non seulement en Amérique, mais partout, absolument partout on trouve des partisans et des admirateurs du gouvernement Sovietiste. Ils veulent internationaliser l'Amérique». Le Sénateur Borah a une peur bleue de cette internationalisation.

Le Sénateur Worch propose de charger la commission juridique du Sénat d'une enquête immédiate sur tous les essais de propagande d'idées bolchévistes aux Etats-Unis. La proposition est acceptée par le Sénat.

La Censure. A la même séance du Sénat la question de censure de la presse périodique fut étudiée. Le Sénateur Borah proposa d'abolir la censure de la presse étrangère, introduite par la loi du 6 octobre 1917. Cette proposition fut repoussée par une majorité de 39 voix contre 25.

Les Grèves. Le journal russe *Ouvrier et Paysan* édité à New-York, caractérise brièvement et exactement la situation créée en Amérique :

«A l'heure actuelle les capitalistes des Etats-Unis luttent contre les ouvriers et principalement contre les organisations ouvrières. Les conditions économiques ne se sont pas améliorées, au contraire par suite de la stagnation de la production, l'armée des sans-travails s'accroît de jour en jour, tandis que la cherté des vivres reste la-même. La situation des ouvriers s'est visiblement empirée.»

«Après la fin de la guerre ce fut en Amérique la crise industrielle. Des centaines de milliers d'ouvriers se trouvèrent jetés sur le pavé.» «Les fabricants tâchent d'utiliser la crise et la morte saison pour abaisser le salaire et remplacer la journée de huit heures par une journée ouvrière plus longue. Les ouvriers y répondent par des grèves générales.»

«Au début du mois de février quatre grandes grèves éclatèrent simultanément en différents points des Etats-Unis. A Lawrens (centre de l'industrie textile dans l'état de Massachusetts) ce fut la grève des ouvriers textiles; à Patterson (Etat de New-Jersey) — grève des soieries, à Butte (Montana) — grève de mineurs, à Seattle (Etat de Washington) — grève des ouvriers municipaux.»

«A Lawrens — écrit le *Weekly People* (organe du parti ouvrier socialiste d'Amérique) — les ouvriers de l'industrie textile exigent une augmentation de salaires et la journée de huit heures. Les réunions dans les rues sont défendues. La police à cheval garde la ville. Un agent de police s'est servi de ses armes à feu. On dit que les troupes se tiennent prêtes à toutes les éventualités.»

A Patterson 25,000 ouvriers font grève. Les revendications sont toujours les mêmes — journée de 8 heures et augmentation des salaires. Les chefs des unions ouvrières sont bannis de la ville.

A Butte, à la suite des grèves, les mineurs ont organisé une espèce de Garde-Rouge sur le modèle russe. Cette Garde est composée de membres des I. W. W. et de socialistes — Finlandais pour la plupart. Six bataillons ont été formés quand à présent. A la tête de la Garde-Rouge se trouve un capitaine. L'association des soldats et des matelots promet un appui matériel et moral aux ouvriers en grève. Le major Johns qui arriva à la tête d'un bataillon du gouvernement déclara qu'il ne s'arrêterait devant rien; que son bataillon était complètement armé et qu'il était muni de mitrailleuses.

Mais la grève générale de Seattle cause le plus d'inquiétudes au gouvernement. La presse bourgeoise annonce que Seattle est à la veille d'une révolte bolchéviste. Des «désordres» ont eu lieu, des troupes ont été envoyées pour apaiser les

ouvriers. Les tramways ne marchent pas; l'électricité manque; magasins, restaurants, théâtres, écoles — tout est fermé. 54 «Bolchéviki» sont expulsés de la ville (*Weekly People* du 15 février).

En même temps à New-York (*Ouvrier et Paysan*) une grève de 50,000 tailleurs est dans sa 13-ème semaine. Les fabricants ont recours aux lockouts. Les patrons confectionneurs de vêtements pour hommes et enfants ont organisé un lockout faisant chômer 50,000 travailleurs. De même plus de 20,000 ouvriers constructeurs furent renvoyés. Leur organisation dut répondre par une grève générale. Les propriétaires des forges ont également eu recours à un lockout auquel les ouvriers ont répondu par des grèves.

Les Procès. Les condamnations se suivent et se multiplient. Notons entre autres celles de : Victor Bergen, Adolphe Germer, Ludwig Engahl, William Kruse, Irving Saint John Tekker, la condamnation la plus forte étant de 20 ans de prison et 10,000 dollars d'amende. Les jurys américains distribuent d'ailleurs très libéralement les 20 ans de prison... Debbs, autrefois candidat socialiste à la présidence, condamné pour propagande anti-impérialiste à 10 ans de détention est en prison. Haywood, naguère condamné à mort, aussi. Ces condamnations suscitent dans tous les grands centres un mouvement gréviste de protestataires, il est naturellement qualifié par la presse capitaliste de bolchévik. Il faut croire que véritablement le communisme russe commence à faire de nombreux adeptes en Amérique, car on ne sait à quelle mesure avoir recours pour le combattre. La Chambre de Commerce de Boston crée un fond de propagande anti-bolchévik de 75,000 sh. Une Ligue américaine anti-anarchiste est fondée avec un fond de 300,000 sh. Dans l'état de New-York des émigrants russes sont arrêtés et internés, 37 révolutionnaires vont être déportés. 164 arrestations ont eu lieu à New-York vers le 12, 15 mars; plusieurs militants se reconnaissent hardiment bolchéviks acceptant, dans un but de propagande, la déportation et ses conséquences.

La Colonie Russe. Le 2-ème Congrès des colonies russes des Etats-Unis et du Canada a eu lieu du 6 au 9 janvier à New-York (La première eut lieu en janvier de l'année dernière). 40,000 ouvriers russes, reconnaissant le gouvernement des Soviets, et partisans de la guerre des classes furent représentés. 123 députés de différents partis et de différentes directions y assistèrent. L'ordre du jour fut le suivant: 1. Le Salut à la Russie Révolutionnaire. 2. Le système des Soviets en Amérique. 3. La libération des Russes emprisonnés et internés. 4. Les relations avec la Russie Soviétiste et l'organisation de convois d'émigrés pour la Russie. 5. L'intervention. 6. L'attitude envers le mouvement ouvrier d'Amérique.

L'assemblée adressa le message suivant au Congrès des Soviets Russes.

La II Assemblée générale des colonies russes des Etats-Unis et du Canada salue ardemment le peuple révolutionnaire russe, représenté par le Comité Exécutif des conseils ouvriers et paysans, en lutte contre l'Impérialisme mondial pour la libération des masses ouvrières du joug de l'esclavage. En ce qui concerne la question du «système des Soviets» en Amérique, il fut décidé de réunir tous les Soviets Russes de l'Amérique en une fédération. «Les Soviets russes» furent organisés en Amérique l'année dernière. Ils constituent une sorte, de conférence, de toutes les villes, ou bien des associations englobant toutes organisations russes qui se placent au point de vue de la guerre des classes et du gouvernement des Soviets. Ces «Soviets Russes» ont pour but de soutenir de toutes manières la Russie Soviétiste, de combattre les intrigues contre-révolutionnaires, de faire un travail de propagande et de culture parmi les masses des émigrés, et de défendre les intérêts de la colonie Russe. «Le Soviet Russe» doit remplacer dans chaque ville le consulat Russe et le «Comité Exécutif du Centre des Soviets Russes» à New-York

devra remplacer l'Ambassade, si toutefois la Russie des Soviets y consent.

Pour caractériser l'attitude de la colonie russe ouvrière et paysanne envers la puissance des Soviets, nous citons quelques extraits du discours du président de l'assemblée, le camarade Alexandre Bratlowsky, ancien membre du parti, deux fois condamné à mort:

«Camarades! Je déclare l'Assemblée ouverte. Vive la République des Soviets! (Applaudissements.) Les regards des militants du mouvement ouvrier doivent toujours être tournés vers le but final. Ce but est la Révolution Sociale Universelle. (Applaudissements.) Le principal obstacle qui nous barre la route est maintenant visible à tout le monde. Il s'agit de l'intervention. C'est pourquoi notre problème fondamental est pour le moment la lutte contre l'intervention. Soyons prompts! Ce ne sont pas les fautes qui perdent les révolutions, mais l'inactivité. Vivent les prolétaires et les paysans du monde entier!» (Applaudissements.)

Le Congrès décida de faire tout le possible pour établir des relations avec la Russie Soviétiste et notamment d'envoyer au plus tôt quatre délégués à Moscou et d'organiser un convoi d'émigrés pour la Russie. Mais la Russie a besoin d'hommes capables et instruits. C'est pourquoi des cours de lecture et d'écriture, de sciences pratiques et appliquées, de sciences politiques, etc., sont organisés: on organisera également des écoles de chauffeurs, de serruriers, de mécaniciens, d'arpenteurs, etc. etc.

Le compte-rendu de l'Assemblée publié dans *Ouvrier et Paysan* est pénétré d'un sincère enthousiasme révolutionnaire. On y trouve entre autres, la résolution suivante:

«La Ire Assemblée des colonies Russes des Etats-Unis et du Canada salue avec enthousiasme les soldats du Canada qui ont refusé de marcher contre la Russie Soviétiste. Vivent les soldats canadiens».

Publications révolutionnaires en Amérique. Les publications qui suivent, se répandent largement en Amérique: 1. *Withdraw from Russia*. (Hors de la Russie!); 2. *The Constitution of the Soviets* (La constitution des Soviets); 3. *Les problèmes à l'ordre du jour de la puissance des Soviets* par Lénine (Edition du «Nouveau Monde»); 4. *L'Internationale et la guerre* par Rakovsky; 5. *La déclaration des droits et des devoirs de l'humanité ouvrière*; 6. *La loi fondamentale de la R. S. F. S. R.* (Edition du «Soviet Russe» de New-York). Le grand journal officiel de Wilson, le «*Worlds*» édité à New-York, a publié en février une série d'articles sur la Russie des Soviets, dont l'auteur Robert Maynor a été un des collaborateurs de la section de propagande Soviétiste auprès du Comité Exécutif Central de Moscou, où il a vécu pendant un an.

LA RÉVOLUTION SOCIALE DEVANT LES JUGES

Poursuites contre les Industrial Workers of the World.

La revue «*The Liberator*», publiée à New-York, a, dans sa livraison de septembre publié un très intéressant article de John Reed. L'auteur nous y décrit le procès intenté à Chicago à 112 ouvriers-membres de l'Union des Industrial Workers of the World, qui avaient fait de la propagande en faveur de la paix. Le mouvement de l'I. W. W. est un mouvement professionnel purement socialiste et s'oppose à la Fédération Américaine du Travail (American Federation of Labour) à la tête de laquelle se trouve Gompers et qui est dirigée par les complices des trusts capitalistes. Le verdict qui condamna nos camarades à l'emprisonnement (quelques-uns d'entre eux jusqu'à 20 ans de prison) fut prononcé après l'apparition de l'article de John Reed. Nous extrayons de son article ce compte-rendu:

Le juge Landis qui dirige le procès est un vrai juge moderne. Il ne porte pas l'uniforme, quitte de temps en temps sa place et se promène dans la salle causant ou écoutant les discours que les avocats adressent aux jurés (On sait qu'en Amérique les jurés se prononcent dans ces affaires). Les accusés ont le droit d'enlever leurs jaquettes, d'aller et venir dans la salle et de lire les journaux.

Les accusés offrent un tableau sans précédent historique. Bûcherons, labourers, mineurs, imprimeurs, ils sont plus de cent adhérents de la doctrine selon laquelle les richesses de la terre doivent appartenir à ceux qui les produisent, et les ouvriers du monde entier doivent reprendre leur bien. J'ai devant moi la charte de la puissance de leur démocratie industrielle—«*One Big Union*»—Une Seule Grande Union et c'est justement là leur crime. C'est pour cela que les I. W. W. sont jugés. Et c'est justement cette idée qui fera à la fin des fins sauter le régime capitaliste. S'il se trouvait un moyen de tuer ces gens, la société capitaliste y aurait recours, comme elle l'a déjà fait pour se débarrasser de Frank Little

et antérieurement, de Joe Hill¹⁾. C'est pourquoi aussi une presse de chacals les dénonce comme des agents allemands et des traltres, préparant le terrain pour l'application aux I. W. W. de la Loi de Lynch.

Ils sont plus de cent hommes fermes. Les militants du mouvement ouvrier américain appartiennent pour la plupart à des professions sédentaires. Ce sont habituellement des tisserands, des ouvriers de l'industrie textile, des imprimeurs. Cela du moins dans les grandes villes.

Les mineurs, les métallurgistes, les charpentiers, les ouvriers de chemins de fer—ceux-là appartiennent à la Fédération Américaine du Travail. Mais ces 112 accusés représentent des professions ambulantes—maçons, sciurs de bois, moissonneurs, arrimeurs—tous gars travaillant dur à de rudes tâches. Ils sont couverts de cicatrices, celles des blessures du travail et de la haine de la société. Ils n'ont pour de rien. En les voyant travailler, lorsqu'ils bâtissent un édifice où jettent un pont sur une rivière, un capitaliste se serait dit: «Voilà des ouvriers, dont notre pays a besoin! Des ouvriers qui s'entendent à leur travail et ne flânent pas, en racontant des sottises sur la lutte des classes!»

C'est vrai: ils s'entendent à leur affaire et travaillent bien. Mais, ce qui est singulier ils croient aussi à la Révolution Sociale.

Ecoutez encore une fois leur cri de guerre, la fameuse introduction au programme des I. W. W.:

«La classe ouvrière n'a rien de commun avec la classe des exploités. Il ne peut y avoir de paix entre eux, tant que la faim et la misère régneront parmi des millions d'ouvriers et tant que la classe des exploités jouit de tous les biens

¹⁾ Révolutionnaires américains.

du monde. La lutte entre ces deux classes continuera inévitablement, tant que les ouvriers du monde entier ne seront pas assez organisés pour s'emparer des richesses de la terre et des moyens de production et abolir le salariat.»

L'auten nous décrit, comment 90 personnes emprisonnées depuis un an (le reste réussit à se procurer des cautions, quoiqu'elles atteignent la somme de 25.000 dollars), se rendent au Palais de Justice et nous fait faire la connaissance des plus connus d'entre eux: le grand Bill Haywood, figure ravagée, creusée de rides, portant son invariable casquette noire; Reddy Doran, roux, à l'air à la fois batailleur et bon enfant, un petit écran vert au-dessus des yeux; Ralph Chaplin qui ressemble à Jack London dans sa jeunesse; John Thomson—l'orateur connu des I. W. W., et bien d'autres encore. A la première page du «Daily Defence Bulletin» (Bulletin Quotidien de la Défense) édité par le Comité Central de l'organisation, nous trouvons un dessin représentant un ouvrier derrière la grille d'une prison; au bas de la page il est écrit: «Rappelle-toi: Nous sommes en prison pour toi. Toi qui es libre combats pour nous.»

Les voilà tous ensemble dans la salle d'audience. Plusieurs d'entre eux ont enlevé leurs jaquettes, quelques-uns lisent des journaux,—les uns se sont à demi-couchés sur les bancs, d'autres se sont assis, d'autres encore restent debout. Ils ont tous des visages typiques d'ouvriers militants: nous devinons en quelques-uns d'entre eux des orateurs et des écrivains. Les figures expressives et passionnées des étrangers se dégagent parmi les autres. Ils portent tous le sceau de la force et de l'enthousiasme; plusieurs visages sont couverts de cicatrices, mais il y en a peu de tristes. On ne pourrait rassembler dans toute l'Amérique une centaine d'hommes mieux faits pour défendre la cause de la révolution sociale. Le public s'étonne en entrant: «Mais ce n'est pas un tribunal, c'est un meeting!». Cela m'a rappelé, à moi qui revuais de Russie, la réunion du Comité Exécutif Central du Congrès des Soviets Russes, à laquelle j'avais assisté à Pétrograd. Il était presque incroyable que ces gens fussent des accusés. Il n'y avait en eux ni humiliation, ni crainte; on sentait qu'ils étaient sûrs d'eux-mêmes et de la justesse de leur cause, qu'ils voyaient clairement la réalité... comme si c'était le tribunal révolutionnaire des Bolchéviki... J'eus tout à coup une idée bizarre: il me sembla que le Comité Central du Soviet Américain appelait devant le tribunal le juge Lendis et l'accusait... par exemple de contre-révolution.

Je remarquai ensuite dans la salle des groupes de disgracieux personnages têtes brutales du bulldog, larges reins, regards où la cruauté se mêlait à une complaisance d'esclave, c'étaient les détectives, les chiens de garde de la propriété privée.

Reed décrit ensuite l'accusateur Mr. Naybaker qui se trouve être en même temps l'avocat d'un grand trust du cuivre. Pendant qu'il commence son discours on entend dans la rue la propagande pour la guerre. Oh, la guerre, ce n'est pas ce qui peut nous effrayer! Cette centaine d'hommes ce sont des vétérans d'une guerre pour laquelle ils ont donné toute leur vie, d'une guerre sanglante contre une puissance dont les forces sont presque illimitées, qui n'admet pas de paix et ne se soumet à aucune loi de la guerre civilisée. Ce sont les vétérans de l'antique guerre des classes, de la guerre de partisans que des générations entières d'ouvriers ont mené contre leurs oppresseurs, de la guerre qui a gagné le monde entier et qui semble être sans fin... mais dont la fin est proche.

La persécution des membres du I. W. W. a commencé en septembre 1917. Pendant 7 mois, jusqu'en avril 1918, ils ont restés emprisonnés sans qu'une enquête ait été ouverte contre eux. On les accusait d'être membres de l'organisation et d'avoir fait de la propagande pour un programme comportant la destruction du système de travail salarié. C'est pour cela, et non pour quelque manifestation politique qu'on les appelle en justice. Leur crime consiste, voyez-vous, en le désir de «renverser le Gouvernement des Etats-Unis.» Mais on ne pouvait quand-même pas les mettre en prison pour une raison aussi singulière. C'est pourquoi on les accusa

d'obstruction contre le programme de guerre du Gouvernement.

Et tandis que 112 hommes se consumaient en prison, la traque commença dans tout le pays: les locaux des I. W. W. furent fermés; on défendit leurs réunions; on arrêta leurs membres, on confisqua leurs documents. La réaction fit rage. Bien entendu la tentative de donner à cette affaire un aspect de trahison échoua. C'était vouloir masquer la véritable raison des poursuites judiciaires. Les experts du gouvernement après avoir examiné les livres et les documents des soi-disants agents allemands se convainquirent que malheureusement tout était en ordre. Un grand bruit s'était élevé entre autres, autour de l'ex-gouverneur de l'Arizona—Tom Campbell—qui arriva un beau jour à Chicago promettant une masse de documents d'après lesquels les «I. W. W. recevaient de l'argent allemand». Il resta de longues semaines à Chicago, et l'on attendit avec impatience la publication des fameux documents. Mais il déclara finalement que le portefeuille où ils se trouvaient lui avait été dérobé par un membre du I. W. W. travesti en porte-faix de la Compagnie Internationale des wagons-lits.

Afin de ne pas donner un caractère sentimental au procès, on s'abstint d'arrêter les femmes et on tâcha d'éviter soigneusement les victimes et les témoins des méfaits des capitalistes américains envers les ouvriers durant ces dernières années. Mais les discours des habiles défenseurs,—Vandever et Cleary, ne furent que l'énumération des crimes commis par MM. les Industriels: Cœur d'Allain, San Diego, Everest, Joachim Valley, Patterson, Mesab Handge, Bisby, Tools, etc.

Comme dans le procès suédois de 1916, les questions posées à propos du socialisme furent surtout significatives.

L'accusateur dut se donner beaucoup de peine pour éliminer parmi les jurés tous les éléments radicaux. Voici quelques-unes des questions posées aux jurés.

«Trouvez-vous nécessaire ou non d'inspirer aux enfants la considération du bien d'autrui? Admettez-vous que les lois fondamentales de la constitution américaine sont suggérées par Dieu? — «Karl Marx, père de cet enseignement contraire à toute loi est un marais fangeux, où s'alimentent les racines du I. W. W.» Parfois le juge lui-même trouvait que l'affaire allait trop loin. Lorsque l'accusateur déclara que les citoyens n'avaient aucun droit de propagande pour la Révolution, Lendis l'interrompit en disant: «Oui, mais le tout est de savoir si ce citoyen révolutionnaire a entraîné beaucoup de monde avec lui, c'est à dire, s'il est capable de provoquer une révolution.»

Pour répondre à de tels discours les défenseurs n'avaient pas besoin de se creuser la tête. Voici un exemple:

«Vous disiez, Mr. Naybaker, n'avoir jamais lu de littérature révolutionnaire. N'avez-vous pas lu à l'école les récits de la Révolution Américaine de 1776? Ou bien ceux de la Révolution Française qui a détrôné le roi et établi la République en France? Ou encore les récits de la Révolution Russe qui détruisit l'autocratie et chassa définitivement le tzar? Savez-vous que dans notre pays 2% de la population possèdent 60% de tous les biens du peuple? Et que les 7% de ce peuple possèdent moins de 5% de ses richesses? Connaissez-vous l'influence du travail salarié sur la mortalité infantine? Savez-vous, que la prostitution se développe en grande partie parce que le salaire ne suffit pas pour vivre? Et lequel des adversaires commence d'habitude à user de violence dans les conflits entre ouvriers et patrons? Trouvez-vous les intérêts de la propriété plus importantes que ceux de l'humanité?»

Et ainsi de suite pendant tout un mois. Les jurés reçurent une belle éducation! Et quel enseignement c'eût été pour tout le pays si la presse capitaliste n'avait pas fait le silence autour de ce procès ou ne l'avait pas complètement défiguré. Jour après jour, pendant tout l'été, témoin après témoin arrivaient du front de la guerre des classes et prenaient part à la création de la grande épopée ouvrière: leaders de grèves, soldats, simples ouvriers, propagandistes, membres du parlement, agents de police, détectives...

J'ai entendu le récit sec et saccadé de Frank Roggers, jeune homme dont les yeux brûlaient d'un désir de vengeance, que la vie avait nigré et rendu sombre. Il parla de l'incendie dans les mines de Speculator, incendie où périrent des centaines d'ouvriers, parce que la compagnie ne voulut pas dépenser la somme nécessaire à la construction des portes dans les passages de bois. Il raconta aussi l'assassinat de Frank Little pendu par la police volontaire de Montana et le serment que firent les mineurs de Bett, de venger sa mort. Il parlait de l'Oklahoma, de Tools et d'Everest où les ouvriers furent arrosés de résine et brûlés vifs et des quatre tombes des victimes du sheriff Mac Race sur les collines de Sittle. Il décrivit le cas monstrueux de la déportation des ouvriers en Arizona—où les agents de police armés par des capitalistes privés emmenèrent les ouvriers dans des waggons à bétail et les abandonnèrent dans le désert. Ces malheureux s'adressèrent en vain au parle-

ment et à Wilson qui semble plus s'intéresser à la justice des autres pays qu'à la sienna propre, et qui ne répondit même pas à la prière de ces victimes. Elles ne désiraient que savoir ce qu'elles pouvaient attendre de lui. Un des ouvriers arrêtés relate simplement—et c'est émouvant—comment il fut avec d'autres, arrêté par la police privée de la Compagnie:

«Oui, ils nous battaient. Et leur chef me dit: «Etes-vous membre du I. W. W.?» Je répondis que oui. Il me demanda ma carte. Je la lui donnai et il la déchira. Il en fit autant avec la carte de mon camarade.—«Il n'y a pas de sens à déchirer les cartes.—J'ai dit mon camarade—«nous pouvons nous en procurer d'autres.»—«C'est bien»—fit l'homme—«mais nous les détruirons également.» Alors mon camarade répondit: «Vous pourrez le faire, mais vous ne pourrez pas les arracher de nos cœurs.»

